LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. : Rideau de fer et communion des Saints.

L. RETEL : La situation de l'Eglise en Pologne.

P. BUTTIN : La politique française au Maroc.

W. GRENZMANN : Littérature allemande de notre temps. II.

H. ROLLET : Mgr Feltin et la paix.

A. FAYOL : Questions sur l'action collective chrétienne.

LES SIGNES DU TEMPS

Tunisie : la guerre ou la paix.
Angoisses britanniques.
Mesures de barrage.
Le franc et les Français.
Les Allemands face à leur réarmement.
Albion et la perfide Europe.
La France et l'armée européenne.
Les élections aux Indes et le communisme.
Sommes-nous subitement devenus fous.
Azimuts.

LES FACHEUX
LIVRES — THEATRE — CINEMA

DOCUMENT : La question sociale au Canada.

UE MENSUELLE
MARS 1952

S ÉDITIONS DU CERF _ PARIS

s'agit. Il est sacrilège pour un chrétien de n'envisag un tel combat qu'en référence à la défense de l'Occide ou à l'édification d'une démocratie satellite. Ce n'est p que le chrétien ait le mépris des réalités humaines; Revue a suffisamment répété qu'il avait le droit et mê le devoir de choisir un ordre politique, une culture h maine déterminés, de même qu'il a le droit et le dev de lutter pour eux. Mais la vie de l'Église est d'un au ordre. Pour la maintenir en Pologne et ailleurs des ho mes aux convictions différentes savent s'unir sous la rection de leurs évêques. Le chrétien qui vit dans pays encore tranquille doit respecter et ne pas détourn de leur sens la lutte que ses frères mènent au péril leur vie.

Pour se garder de toute déviation, conscience est prendre qu'il est impossible de connaître parfaitement qui se passe là-bas. Pour s'en convaincre, le Franç resté en France durant l'occupation n'a qu'à rappel ses souvenirs. Au début, c'est en France même, selon zone où l'on vivait, non occupée, occupée, interdite, q l'on n'arrivait pas à comprendre ce qui se passait da les deux autres parties. A la libération, les discours d Français revenus d'Angleterre ou d'Amérique manife tèrent la représentation plutôt déformante qu'on se fa sait là-bas de la France occupée.

Ainsi ne pouvons-nous avoir que des connaissanc fragmentaires et fort relatives de ce qui se passe da les démocraties populaires. L'article publié ci-après e de source tout à fait sûre. Les faits n'ont pas à être di cutés. Mais rien qu'à les rapporter aucun informate ne peut s'empêcher de les colorer de sa préoccupatio dominante, préoccupation plus que justifiable. L'Égli ne nous demande pas, en effet, de renoncer aux tenda ces différentes qui sont notre marque particulière da la vocation chrétienne. Son service exige les qualités, e apparence contradictoires, d'une Foi intransigeante q

maintienne, par la parole et le comportement, l'intégrité du message de Jésus-Christ tel que l'Esprit donne à l'Église catholique de le garder; mais aussi d'une Foi qui sache trouver les mots et les gestes pour que ce message soit entendu. Par la grâce du Christ, ces exigences contraires s'harmonisent dans la totalité de l'Église. Mais chaque chrétien est toujours davantage sollicité par une préoccupation ou par l'autre.

Le chrétien qui, au loin, reçoit les différentes nouvelles, s'efforce d'entrevoir ce qu'il en est d'une réalité complexe. Il y parvient quelque peu s'il sait donner en son cœur le primat au souci de l'Église; car il rejoint ainsi cette préoccupation première qu'atteste l'auteur de l'article : l'Église ne travaille et souffre en Pologne que pour y maintenir la vie en Jésus-Christ. Cette Église trouve en ses chefs et dans son ferme attachement au siège de Pierre la force et l'ouverture requises pour garder unis en son sein des chrétiens qui ont fait des options différentes. Elle trouve en la foi en Jésus-Christ, fermement maintenue au-dessus de toute préoccupation matérielle, la lumière pour fixer ce qui est à décider au fil des événements et devant les réactions diverses de ses enfants.

Le catholique de France qui entrevoit la diversité des situations et des comportements se rappelle l'avertissement du Seigneur : « Il y a plusieurs demeures dans la Maison du Père. » Il maintient en toute vérité « la communion » avec ses frères d'au delà des frontières. Et la plus grande aide qu'il puisse leur apporter est cette vie dans la communion des saints.

De rectifier son attitude à l'égard de frères qui souffrent et luttent diversement en pays lointain enseigne à maintenir chez soi la compréhension intelligente et l'union, condition de la vie en Jésus-Christ.

V. I.

LA SITUATION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN POLOGNE

I

Point de doute qu'au milieu des pays satellites de Moscou la Pologne occupe une situation privilégiée. Parmi les catholiques trop zélés de l'Occident, certains lui en font grief. Il me souvient d'une conversation assez animée dans les couloirs d'un grand centre international avec une personne scandalisée de ce que les Polonais profitassent si mal d'une si belle occasion de martyre. « Voyez les Hongrois, me disait-on en substance, voyez les Tchèques qui paient leur intransigeance avec des persécutions brutales, tandis que l'épiscopat polonais maintient un certain *modus vivendi* avec l'État communiste à coup de compromis et de concessions. » Et de me citer le fameux « accord » du 14 avril 1949.

Nos lecteurs se rappellent les raisons et le sens du dit « accord », nommé ainsi et pour cause par le gouvernement de Varsovie, que les évêques polonais désignèrent plus humblement comme « déclaration commune ». Leur voix fut étouffée, tandis que les organes de la propagande communiste eurent beau jeu de proclamer que le

it accord valait un concordat et qu'en le concluant on 'était bien passé de Rome.

A Rome on ne s'y méprit pas. Il faut d'ailleurs être tota- ement ignorant du droit canon et de la diplomatie du Saint- iège, basée sur des critères d'ordre doctrinal, pour attribuer ce document une portée plus grande que celle que l'épis- opat polonais a voulu lui donner. En effet, seul le pape, en ant que chef de l'Église, est en mesure de déterminer et de éfinir les rapports entre la hiérarchie et l'État; les concor- ats, en tant que *causae maiores*, sont de son exclusive com- étence. L'épiscopat d'un pays n'est habilité à négocier dans es affaires qu'à condition de soumettre ses projets au Saint- iège, *ad referendum*. Cette pratique se base sur le dogme u primat de Pierre et sur l'universelle juridiction du pontife omain.

L'Église catholique ne saurait donc être envisagée sous 'aspect démocratique d'une fédération d'Églises nationales vec le pape comme « président ». La cohésion des évêques e tous les pays et de toutes les nations, groupés autour du uprême Pontife, ne relève pas de quelque « constitution », nais d'un article de foi. Donc, sans la ratification du Saint- iège aucun « accord » entre une Église locale et le pouvoir emporel n'est valable.

D'autre part, la sage patience de l'Église tient grandement ompte des situations déterminées qui risquent d'exposer telle glise locale à des persécutions sanglantes. Si elle considère es martyrs comme les plus beaux fleurons dans sa couronne, amais elle ne provoque ni ne facilite les occasions de martyre.

L'Église est mère, elle sait bien qu'à côté de saints et de éros elle a aussi, parmi ses enfants, beaucoup de faibles u'elle aime avec une égale tendresse et qu'elle tâche de pré- erver de certaines épreuves où risquerait de sombrer leur ésistance, physique et morale. Elle donne donc aux évêques, n temps de persécutions, de très larges pouvoirs. Le car- inal Hlond avait obtenu, dès la fin de la guerre, de tels pou- oirs et son successeur, Mgr Wyszynski, primat de Pologne, n dispose également. Jusqu'où vont ces pouvoirs et quelles ont ces compétences que le Saint-Siège octroie aux Églises ersécutées? Les indiscrétions en ces matières pourraient se ayer cher! Face à un conflit dont nous ignorons la plupart es éléments, gardons-nous d'émettre des jugements téméraires, et si nous hésitons à faire confiance aux évêques per- écutés, du moins fions-nous à l'Esprit qui gouverne son glise.

L'accueil paternel que le Saint-Père a octroyé à « son fils bien-aimé » Stefan Wyszynski, chef de l'Église polonaise, qui a pu venir *ad limina* au mois d'avril 1951, « l'entente parfaite *sur tous les points* » soumis par le primat à l'auguste magistère ne sauraient nous laisser l'ombre d'un doute. Plus que jamais l'épiscopat polonais (et nous le savons de source sûre) est en union avec le successeur de Pierre, plus que jamais il n'est « qu'un cœur et qu'une âme ». Nous avons eu la joie de l'entendre affirmer par le très regretté cardinal Sapieha qui, outré par certaines critiques superficielles, a répété avec insistance, à plusieurs reprises : « Mais dites donc à tous ceux qui voudront entendre que les évêques polonais sont absolument, magnifiquement unanimes, et que tous les stratagèmes des semeurs de discorde ne font que les unir davantage. »

Il faut attribuer à l'admirable clairvoyance du cardinal Hlond une grande part de mérite pour la cohésion de l'épiscopat polonais actuel. Sourcier d'âmes, il a su détecter, pour combler les brèches causées par la guerre dans l'épiscopat polonais, une véritable élite. La nouvelle promotion, dont le primat Wyszynski, proposé comme son successeur par le cardinal mourant, a toutes les qualités requises pour faire face au régime athée qui se propose d'exterminer l'Église. Fils du peuple, relativement jeunes, d'une incroyable endurance physique et nerveuse, hommes de Dieu habitués à vivre en climat surnaturel, n'ayant en vue que les intérêts de Dieu et des âmes qui leur sont confiées, ils font bloc, et dans ce bloc nulle astuce n'a pu produire de fissure. En Pologne, il n'y a pas eu d'évêque « collaborateur ». On a essayé en vain de les « fabriquer ». L'opinion catholique s'est émue lorsque, il y a quelque temps, les haut-parleurs d'obédience moscovite publièrent la « défection » de l'évêque de Poméranie, Mgr Kowalski, thomiste éminent et homme d'une rare trempe, sacré par le cardinal Hlond. Après six semaines d'arrestation il a écrit une lettre au président Bierut où il reconnaissait tous ses « torts », implorait le pardon et promettait la soumission... On a su depuis qu'il avait été transporté du

lieu de sa détention directement à l'hôpital, inconscient, écumant, en délire... Un médecin condamné à mort avait été gracié à condition d'essayer sur l'évêque certaines « expériences ».

Revenu à lui, Mgr Kowalski avait totalement oublié ce qui s'était passé et ce qu'on lui avait extorqué. Après cet échec, le régime changea de méthode. N'oublions pas que chaque mesure « répressive » est longuement étudiée par des organes créés à cet effet. On n'escompte pas des effets immédiats, mais une action corrosive *de longue haleine* qui doit, dit-on, arriver à ses fins. Depuis un an, c'est l'Ambassade de l'U.R.S.S. qui a pris en charge directement le « contrôle » de l'Église polonaise, en créant une « section spéciale des Affaires confessionnelles » qui siège dans les locaux de l'ambassade, intrusion flagrante dans les affaires d'un État dit « indépendant ».

Ne croyons pas toutefois que cette prise en charge du « contrôle religieux » en Pologne amènera les autorités moscovites à prendre des mesures plus radicales! La naïveté occidentale mesure souvent la politique de Staline au taux hitlérien. Or, si Hitler négligeait volontiers le facteur temps, le politbureau en tient compte!

Et voilà une des raisons de la tactique spéciale et apparemment plus conciliante que Moscou applique à la Pologne. Après avoir constaté la faillite des mesures plus directes, après avoir jaugé, mieux que nous ne le faisons, la dure cohésion de l'adversaire, on a préféré avoir recours à des corrosifs plus lents et, pense-t-on, à plus longue échéance absolument efficaces. L'objectif numéro un de l'offensive actuelle, *c'est l'enfant.*

II

Rappelons brièvement les événements qui avaient précédé le fameux « accord ».

Mainmise du gouvernement sur toutes les œuvres de

charité, fondées par l'Église et groupées sous le nom de « Caritas ». Cette intrusion avait été dûment orchestrée par une campagne diffamatoire qui avait pour but de signaler « les abus » des centres administratifs. L'épiscopat dut choisir entre deux solutions : défendre ses biens dans une lutte inégale, ou bien y renoncer. Il choisit la seconde : d'un trait de plume, il supprima l'association « Caritas » et laissa le gouvernement ériger une association fantoche, du même nom, disposant de tous les biens spoliés, sous la direction de quelques prêtres « patriotes » et, naturellement, d'une obéissance aveugle à l'égard de Moscou.

En étudiant de près la tactique de l'épiscopat polonais à l'égard d'un adversaire puissant et sans scrupules on ne peut s'empêcher de penser à la consigne que le bienheureux Pie X avait donnée aux évêques français, au moment des persécutions : « Aux biens de l'Église préférez toujours LE BIEN de l'Église. » En adoptant la méthode de repliements successifs sur des positions de plus en plus spirituelles, l'épiscopat polonais obéit non seulement à la force des choses — s'il ne cédait pas, il serait bien, finalement, délogé! — mais il a pleinement conscience de s'accrocher à un terrain où, pratiquement, il est imbattable, *puisque l'adversaire ne saurait l'y suivre ni manier les armes dont il dispose.* Les rapports secrets des organes communistes, chargés du « contrôle » confessionnel, soulignent souvent, avec rage, « les tendances mystiques » de l'Église polonaise qui se dérobe à leur emprise dans la mesure exacte où elle renonce aux biens de cette terre.

Notons que les évêques polonais réalisèrent parfaitement les dommages, d'ordre non seulement matériel, que devait entraîner la suppression de « Caritas ». S'ils firent, à la lettre, de nécessité vertu, la raison en doit être attribuée à

leur attitude foncièrement surnaturelle, face à des méthodes d'encerclement qui menacent d'étouffer l'Église polonaise. Plus l'étau se resserre, plus s'impose le seul mode d'évasion : par en haut.

Les maîtres de l'heure n'en auraient pas cure s'ils ne se rendaient pas compte que cette « évasion » coïncide avec la plus puissante offensive. Plus l'Église se dérobe, plus *elle est présente*. Plus elle est dépouillée, moins elle donne prise. Les évêques polonais ne veulent pas priver leurs prêtres ni leurs fidèles de l'honneur du martyre, si telle était la volonté de Dieu. Il s'agit de savoir souffrir et mourir, le cas échéant, *pour rien moins* que le Christ et son Église. Ce qui n'est pas l'essentiel, s'il le faut, on y renonce. C'est ainsi qu'en cédant du terrain l'Église persécutée se replie dans une zone interdite à ses adversaires. Désorientés, furieux, ils redoublent de coups et s'aperçoivent qu'ils frappent dans le vide. L'Église, la vraie Église n'est pas là où ils visent, elle n'entre pas dans le champ de leurs plus violents projectiles. Moscou réclame. Moscou s'impatiente. Que répondre à Moscou si ce n'est en dénonçant quelque traître ou quelque incapable ? Le ministre Wolski, chargé de mener à bonne fin les négociations laborieuses qui devaient aboutir et ont abouti à « l'accord », si fidèle aux consignes du « parti », est tombé en disgrâce, a été expulsé du parti, mieux encore, incarcéré!

Depuis, Moscou a pris directement en charge le « cas » de l'Église polonaise : certains indices nous font croire que ses mandataires éprouvent un certain malaise à manier des problèmes qui ne se laissent, hélas! pas réduire à des formules mathématiques. Peut-être voient-ils planer au-dessus de leurs planifications laborieuses l'ombre du ministre Wolski ?

Naturellement le nouveau « Caritas » n'a de commun avec l'ancien que le nom. Mis au service d'un système politique, dirigé, il ne voit pas le pauvre, mais l'homme du parti. Si, de-ci de-là, il y a quelques exceptions, il ne faut pas les attribuer à des clauses du programme, mais au fait que la plupart des employés du nouveau « Caritas » sont catholiques. Comment les empêcher d'agir en catholiques ? La charité ne saurait se contrefaire mais ne la supprime pas qui veut! Ainsi les chefs du « Caritas » gouvernemental doivent affronter un dilemme : supprimer le personnel existant ou laisser faire. Un noyautage massif avec des éléments étrangers vouerait l'association à une méfiance définitive de la part de ceux qu'elle est appelée à aider, mais, d'autre part, comment se fier à des Polonais ? La farce sinistre de bien des choses qui se passent en Pologne réside précisément en ce dilemme. Une Pologne idéalement bolchévisée sans Polonais ou des Polonais

apparemment soumis mais cultivant dans leur for intérieur des réserves inouïes de résistance spirituelle. Peut-on les exterminer tous ?

En attendant que le « Caritas » officiel s'épure et s'exerce en déclarations politiques, le Christ souffrant dans le pauvre se réfugie à nouveau au fond des églises. Dans un très beau mandement de carême le primat de Pologne rappelait aux fidèles, tout récemment, le sens du jeûne : *Sit refectio pauperis abstinentia iejunantis.* Pour recueillir les aumônes en argent, il y a le tronc de saint Antoine; pour les dons en nature, voici un panier, simplement posé « à côté de quelque autel latéral ». Que chaque famille catholique un peu plus aisée « adopte » pour Pâques une famille ou du moins un enfant pauvre. Ce sont les fidèles eux-mêmes qui porteront aux pauvres, le samedi saint, les fruits de ces collectes...

Plus de fichiers. Plus de bureaux. Plus d'employés ni de fonds. « Caritas » a été volé, mais qui volera la charité ? Elle est là où est le Christ : dans son Église.

III

En enlevant à l'Église ses associations de bienfaisance, le régime de Varsovie avait cru la frapper à un point très sensible et « détourner » tous ceux qui en bénéficiaient. Le coup fut certainement douloureux, mais les effets démentirent toutes prévisions. Il fallut bien se rendre à l'évidence : spoliée, appauvrie, ne pouvant plus offrir à ses fidèles aucun avantage matériel, l'Église voit grandir ses crédits, son prestige, son rayonnement.

Il faut donc l'atteindre en plein cœur, saper ses raci-

nes, lui enlever la génération qui monte, *la séparer de l'enfant*.

Dès 1949, l'organe camouflé de cette campagne gouvernementale, « la Société des amis de l'enfant » (T.P.D.), marxiste et athée, commença à envahir le pays entier en le cernant d'un réseau d'écoles, où l'on enseigne que Dieu n'existe pas et que Jésus-Christ est un mythe. En 1951, T.P.D. avait trois cent quatre-vingts écoles, avec cent soixante mille enfants. Naturellement il s'agit de supplanter les écoles religieuses, en les jugulant peu à peu par des mesures coercitives qui les font mourir de leur belle mort, sans bruit et sans « scandale ».

Rappelons que l'enseignement religieux en Pologne d'avant-guerre était très florissant. Obligés par la loi de se munir de diplômes, les religieux et les religieuses se préparaient à leur tâche par des études universitaires très serrées et pouvaient avec succès rivaliser avec des instituteurs dits laïques, pour la plupart non moins catholiques qu'eux, mais ne portant pas froc. Ce n'est donc pas le manque de compétence que l'on pouvait leur reprocher. En 1949 encore il y avait environ sept cents écoles et deux cent cinquante orphelinats aux mains de religieuses (l'État avait alors sous sa coupe 4.677 écoles).

Ce ne fut naturellement pas le gouvernement qui lança la campagne. Comme toujours des organismes de sûre obédience se chargèrent de la propagande « au nom de principes strictement démocratiques ». « La ligue des femmes » réclama à grands cris la laïcisation des écoles religieuses « pour le plus grand bien de l'enfant à qui on bourre le crâne d'ineptes racontars... en le rendant imperméable à l'enseignement marxiste ».

Les pauvres religieuses avaient beau appliquer le programme! « Les inspecteurs » ne s'y trompent pas. « Elles enseignent le marxisme, mais ne l'inculquent pas », déclare l'un d'eux. Et un autre : « L'atmosphère de l'école catholique n'est pas propice au matérialisme. On accepte les réformes sociales, mais non pas le matérialisme philosophique. On n'admet pas le principe de la lutte des classes, mais on y prêche l'amour du prochain! Les religieuses font tout ce qu'on leur demande, mais seulement dans la mesure et jusqu'aux limites fixées par leurs croyances religieuses. »

Ce fut donc une campagne de « réductions » et de « suppressions », sous n'importe quel prétexte valable. Au début de 1951 il ne restait plus que quatre-vingt-dix écoles religieuses, dont plusieurs, depuis, ont été « épurées ».

L'enseignement religieux, admis dans les programmes officiels, commença à se heurter à des obstacles impossibles à surmonter.

Manque de catéchismes. N'oublions pas que, pendant l'occupation allemande, les bibliothèques et les librairies polonaises avaient souffert des pertes irréparables. Pendant cinq ans rien ne se publia en dehors de la presse clandestine. Pour combler les brèches, il fallut y remédier au plus vite mais... *pour les catéchismes manque toujours le papier.* On ne refuse pas. On est même poli. Mais voilà : les stocks de papiers sont épuisés! Rien à faire...

L'enseignement oral peut remplacer le livre, à condition qu'il soit permis! Or le rôle de catéchiste coïncide aujourd'hui en Pologne avec celui de martyr. Il est cible des pires brimades, non seulement de la part des « autorités » mais aussi de la part de ses propres élèves ameutés par une propagande astucieuse. C'est ainsi que tout récemment il y eut en Pologne un vraie battue « des prêtres ennemis de la paix ». Sous prétexte que certains s'étaient refusés à signer l'appel de Stockholm, des « comités » d'élèves subornés par des maîtres exigèrent à grands cris la « destitution » de leurs prêtres catéchistes « parce que partisans des fomenteurs de guerre ». Destitués, ils n'eurent jamais de remplaçants! Les évêques essavèrent en vain de mettre à leur place d'autres catéchistes « moins compromis ». Lorsqu'un prêtre quitte l'école, c'en est fait de l'enseignement religieux...

Quel enseignement... Rachitique, tronqué, devenu incolore à force de contrôles et d'intimidations incessantes. Tout le programme officiel se ligue contre cette pauvre petite heure par semaine qui doit donner à l'enfant le sens de Dieu.

IV

Voyons maintenant les effectifs qui font face à l'école sans Dieu.

N'oublions pas que le clergé polonais, pendant la guerre, a été décimé; 18,2 % ont été tués, les rescapés des camps de concentrations ont tous des santés compromises et il y a dans le nombre de très grands malades. Pendant cinq ans le recrutement a été presque totalement paralysé. Depuis, les vocations abondent et les séminaires sont surpeuplés, mais la relève se fait attendre : on ne « fait » pas un prêtre en un tournemain! Les statistiques démontrent qu'il y a en Pologne un prêtre pour deux mille fidèles; en France un prêtre pour sept cents fidèles [1]. Ajoutons que les brimades et les chicanes ne favorisent pas l'essor des séminaires qui doivent lutter avec de très grandes difficultés économiques. Ces brèches douloureuses ne sont comblées qu'à force de travail et de sacrifices. Aujourd'hui, en Pologne, tout prêtre est à la lettre « un homme mangé » et doit cumuler différents rôles qui, en temps normal, réclament des compétences exclusives. Ainsi le catéchiste est loin de se vouer uniquement à l'enseignement. Comme en France il est secondé par des femmes admirables, religieuses et laïques qui lui fraient le chemin ou, le cas échéant, le remplacent.

Or, toutes les dames catéchistes ont été exclues de la « Ligue d'instituteurs polonais », association unique donnant droit à l'enseignement. Par conséquent, bien que l'enseignement religieux figure encore dans les programmes scolaires officiels, en réalité la plupart des postes de catéchistes sont vacants. L'enfant est non seulement privé de l'enseignement religieux le plus élémentaire mais de plus tout le reste du programme scolaire se charge de « l'éclairer » sur les inepties dont les prêtres « lui bourrent le crâne ».

La Bible en fait les frais : en « démolissant » « les fables de la Genèse » et en démontrant comme un fait incontestable « les lois de l'évolution » les maîtres laïques croient exorciser

1. Cf. F. Boulard, *Essor et déclin du clergé français*, éd. Cerf, 1950, p. 443 : France : total 42.000.000, cath. 35.000.000, prêtres 51.000, cath. par prêtre 686. Pologne : total 23.839.919, cath. 23.203.851,, prêtres 10.869, catholiques par prêtre 2.134.

à tout jamais le « fantôme » de Dieu et d'une âme immortelle...

Les maîtres laïques... Voici la pierre d'achoppement et la « boîte à surprises » dont le régime de Varsovie n'arrive pas à sonder les réserves! Comment encore une fois empêcher qu'en Pologne il y ait des Polonais? Un système d'oppression les oblige à porter des masques. Mais l'âme humaine est cette zone interdite où se brisent les méthodes déterministes.

Dans la plupart des écoles polonaises, entre le maître et l'enfant il y a comme une entente secrète et un pacte clandestin pour ne point dire mais laisser deviner ce que l'on croit et ce qui est la vérité. Il suffit d'une brève incise, d'une simple intonation de la voix, d'un silence ou d'un sourire pour que l'enfant sache à quoi s'en tenir. Le programme est observé fidèlement mais l'élève — les antennes intuitives sont si fines à cet âge! — l'élève lit en filigrane la vraie pensée de son maître! Les mouchards — dans chaque classe il y en a d'office — ne savent trop que dire ni qui dénoncer. Pas une parole « illicite » n'a été prononcée et comment reproduire telle inflexion de la voix, tel sourire à peine perceptible, ce débit monotone à l'excès d'une leçon apprise par cœur et dont on sait fort bien qu'elle ment! Dieu a dans les écoles polonaises ses « cinquième colonne » que le régime de Varsovie supprimera lorsqu'il aura supprimé Dieu. Et voilà les « impondérables » dont il faut tenir compte. Apparemment tout va bien. L'élève sait par cœur sa leçon. Il se garderait bien d'avouer qu'il n'y croit pas! Mais des forces invisibles l'entourent et le protègent : la prière de sa mère, surmenée (tous les moyens sont mis en jeu pour lui enlever l'enfant), son instinct de petit baptisé et la foi profonde du maître qui « joue » le marxiste comme on joue un rôle, sans y croire. Certes, la pièce est bien montée et il faut être très fin observateur pour deviner les silences qui démentent les paroles. Ce climat de conspiration a ses ombres. L'enfant apprend forcément la duplicité, à un âge où son âme est toute franche et toute ouverte à la vérité force lui est de la taire, la leçon qu'il débite n'est pas ce qu'il croit, ce qu'il sait que croit son maître. Le prestige de l'école en souffre, l'enseignement qu'elle dispense est véreux. Il suffit de mettre en doute un seul point du programme pour que tout le reste suive à l'avenant. Dans ces conditions la

crise de l'adolescence peut être doublement dangereuse : à une période de révisions générales, où « tout bouge » comme il est facile de suivre une pente qui n'est plus interdite!

Et voilà un puissant facteur à l'appui de l'enseignement officiel : la capitulation dans le combat pour la pureté, favorisée par la promiscuité scolaire et surtout par les colonies de vacances *mixtes* contribue bien plus à provoquer des défections que l'enseignement marxiste proprement dit. Les nouvelles qui nous arrivent sur ce point sont de plus en plus alarmantes. La débauche, fruit de « l'affranchissement des préjugés religieux », finit par inquiéter les autorités. Même la censure laisse parfois passer à travers les mailles les problèmes que suscite la jeunesse délinquante. Certains indices nous font croire que l'abâtardissement d'une race jeune et saine jusqu'à ce jour est dans le programme.

Ajoutons la corruption. L'élève sait bien qu'en adhérant « librement » à telle association, notamment à la Ligue de la jeunesse polonaise : Z. M. P., il acquiert certains avantages notables, tandis qu'un refus d'adhésion lui vaut le sort d'un cancre et lui ferme l'accès aux études supérieures. Certaines options peuvent être décisives pour sa carrière, par exemple une demande de bourse d'études pour Moscou. Quelle tentation pour un jeune d'escamoter les études avec des slogans politiques! La clef du parti est décisive pour l'enseignement universitaire soumis à une sévère sélection. Il faut bien se débrouiller! La plupart des jeunes affichent des « convictions » politiques que leur dicte le plus grossier opportunisme. Ils s'habituent ainsi à vivre dans un climat de mensonge qui corrode l'âme. Système de défensive spirituelle, soit, inévitable dans les conditions actuelles, d'accord, mais quel éducateur n'en voit les dangers? Les maîtres eux-mêmes, pour sauver des valeurs essentielles, doivent simuler!

L'enseignement religieux est donc de plus en plus refoulé dans les églises. Or, les enfants qui suivent « des cours de catéchisme privé » sont souvent victimes de

représailles orchestrées par toute une gamme d'intimidations qui visent surtout les parents. La lecture des livres catholiques est également sujette à de sévères sanctions. Nous savons des cas où des élèves abonnés à des bibliothèques catholiques ont été expulsés de l'école.

Que l'on ne s'étonne pas que, dans cet aperçu à vol d'oiseau, nous ne citions ni noms ni lieux! Des précisions seraient risquées. Ce que nous désirons, c'est rendre palpable la mainmise sur la jeunesse polonaise. Ces méthodes saisissent l'enfant dès le berceau, en le parquant dans des « jardins d'enfants » où Dieu est supplanté par les « héros marxistes »; les réflexes religieux de l'âme de l'enfant sont captés à leur profit et Staline en est le principal bénéficiaire. Il y a deux ans son soixante-dixième anniversaire a eu pour but d'évincer Noël. Toute la propagande s'est coalisée pour faire oublier au peuple polonais la naissance du Roi d'amour. Ce fut une vraie apothéose, avec des autels dressés aux coins des rues et de vraies « prières » diffusées par la radio et les haut-parleurs répétant sans cesse le même refrain : « Grand Staline, lumière du communisme, gloire de la Russie... » Les villes furent décorées « d'arbres de Noël soviétiques », épurés de tout ornement à caractère religieux, qui devinrent « le but de pèlerinage » de presque toutes les écoles, défilant en longues colonnes à leur ombre. La plupart des enfants reçurent à cette occasion de beaux cadeaux, envoyés directement par « Notre Père Staline ». Au lieu de combattre la fête traditionnelle on s'efforce donc tout simplement *de la supplanter* en détournant l'attention et les dispositions émotives de l'enfant.

Il en est de même du dimanche. Point d'interdiction d'aller à la messe, mais les « initiatives spontanées » et les « divertissements » sont organisés de telle façon qu'il ne reste pratiquement plus de temps pour satisfaire à l'obligation dominicale. Les évêques s'efforcent d'y remédier par des offices de l'après-midi et du soir.

Cette « concurrence » vise aussi les adultes. Tout un système de divertissements est mis à leur portée dans la matinée du dimanche et des jours de fêtes. Excursions gratuites, bals en plein air, films à prix réduits — tous les moyens sont bons pour empêcher les gens d'aller à l'église. Mais tandis que

l'enfant, parqué dans les équipes de « volontaires », n'arrive pas à s'évader, l'adulte passe à travers les mailles. Malgré certaines déclarations tapageuses de la propagande (« nos divertissements valent mieux que ceux des paroisses, le peuple s'amuse mieux en plein air qu'à l'ombre des sacristies ») jamais encore les églises n'ont été tellement fréquentées. C'est ce qui frappe les étrangers qui traversent le rideau de fer; tous sont d'accord pour dire que le dimanche « les églises craquent littéralement » et que la foule fait queue sur les marches des vestibules.

Ceux-là même qui avant la guerre ne mettaient jamais le pied à l'église vont maintenant assidûment à la messe. Conversions? Simple attitude de résistance spirituelle, exaspérée par d'incessantes brimades? Un ami nous raconte le dialogue suivant, aux abords de la cathédrale de Cracovie : « *A* rencontre *B*, athée notoire. *A* : Comment? Tu vas à la messe? Tu t'es donc converti? — *B* : (*en lançant autour de lui un regard furtif, gare aux mouchards!*) : Pas encore mais je veux montrer à ces coquins *que nous sommes tous d'accord.* » La grâce, dit Péguy, est assez humble pour entrer... même par l'escalier de service!

Il n'y a aucun doute : l'Église représente aujourd'hui l'unique bastion de résistance qui se dérobe d'autant mieux aux méthodes de l'agresseur qu'elle est plus « dépouillée » et réduite aux « moyens pauvres » de l'esprit. Les maîtres de l'heure sentent bien que l'adversaire se replie dans une zone inaccessible. Ils renoncent peu à peu à l'asservissement des adultes, dont le « mal métaphysique » semble « incurable » et braquent toute leur attention sur l'enfant, devenu cible d'une action de plus en plus serrée et convergente. Nous sommes donc témoins d'un nouveau regroupement de forces. Si les mailles de la propagande se sont desserrées quelque peu autour de « l'ancienne génération », sacrifiée, elles se resserrent d'autant plus dangereusement sur les jeunes.

Les méthodes appliquées se modèlent sur celles qu'on applique en Russie et qui se réclament du « grand pédagogue » Makarenko. Le programme est simple et, selon les calculs soviétiques, radical. L'enfant doit être complètement séparé de l'influence néfaste et rétrograde qu'exercent sur lui les parents. L'État doit s'en emparer dès sa naissance. Dès l'âge le plus tendre le credo marxiste doit lui être inculqué. Le rôle des parents se

réduit à donner la vie à l'enfant pour le livrer à l'État. Il faut donc qu'à tout prix la mère travaille, qu'elle soit même abrutie de travail, que, de guerre lasse, elle porte elle-même son enfant à la crèche, où il est en effet bien soigné, bien nourri...

Même pendant les vacances l'enfant ne reste pas à la maison. Dès la fin de l'année scolaire, il est happé par une organisation spéciale qui s'appelle « Service de la Pologne » et l'oblige à travailler dans des camps, soumis à une discipline de fer et embrigadé dans les « planifications générales ». C'est ainsi qu'en 1951, dès le 2 juillet, les équipes de jeunesse scolaire commencèrent à travailler dans les fabriques, au champ, sur les chaussées. Et c'était « la course aux normes », dans une émulation savamment fomentée. Le soir avaient lieu des cours de « formation idéologique ». La presse faisait chorus pour proclamer « cette conquête du monde ouvrier ». N'imaginons pas que ces jeunes étaient malheureux : rien qu'abrutis. On trompait leur faim de nourritures moins terrestres par de bonnes rations, des plaisirs plus ou moins grossiers, une licence tacitement tolérée que favorisent les camps mixtes. Après les vacances les parents les voyaient revenir les joues roses et les yeux troubles. Peut-on imaginer le déchirement secret des cœurs des mamans qui n'avaient pas pu les préserver du mal ?

L'élite était envoyée aux colonies de vacances, destinées intégralement à la formation idéologique et devant former des « chefs de file » et « activistes » futurs. Voici quelques chiffres :

En été 1951 quarante-quatre mille enfants de sept à quatorze ans et soixante-cinq mille enfants de quinze à dix-huit ans sont passés par les colonies d'été; deux cent mille enfants des villes, deux cent quinze mille enfants des campagnes on fait partie des « demi-colonies » et ont été endoctrinés à doses massives. La méthode des slogans, inculqués à force de répétitions continuelles, comme un clou que l'on enfonce dans le mur, devait les immuniser « contre l'action dissolvante et rétrograde » du milieu familial, « victime des préjugés américains et capitalistes ».

Et pourtant là encore, malgré toutes les prévisions et des plans minutieusement élaborés, jouent des impondérables. Nous venons de le dire : comment empêcher

qu'en Pologne il y ait des Polonais? Même parmi les entraîneurs officiels se glissent des éléments subversifs. La religion évacuée par les programmes couve sous la cendre. N'est pas communiste qui veut! Qui pis est : les communistes vraiment convaincus se raréfient dangereusement. C'est une immense farce de répétitions machinales que les élèves prennent aussi peu au sérieux que leurs maîtres. Décidément l'âme embrigadée s'évade de partout et les conquêtes laborieusement planifiées s'effritent entre les mains. Une certaine souplesse d'adaptation propre aux Polonais joue comme un bouclier. Frondeur de nature, rien ne le dégoûte autant que de devoir marcher au pas : s'il le fait, c'est en riant sous cape. Cela semble étrange, et pourtant c'est vrai : jamais encore il n'y a eu en Pologne tant de mots d'esprit pétillants et clandestins dont « l'occupant » fait les frais. Le rire est une bonne soupape de sûreté et rien n'aide à supporter certaines oppressions moroses comme le sens du ridicule.

Varsovie vient d'être tapissée d'immenses affiches : « *Trente jours d'amitié polono-soviétique.* » Une main inconnue ajoute en dessous, en grosses lettres : « *Mais pas un jour de plus!* »

Un meeting. Le propagandiste soviétique clame à tue-tête : « Dans le paradis soviétique on récolte cinq fois par an! » Puis il ajoute, en débranchant le haut-parleur : « Bien sûr! Une fois en Russie, une fois en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie : cela fait cinq! » Et il recommence : « La Russie est un vrai paradis où l'on récolte cinq fois par an! »

Un congrès de médecine. Quelqu'un déclare : « C'est en Russie qu'en fait de chirurgie il y a les plus grands as! » On proteste. Alors, plein d'aplomb, il reprend : « Essayez un peu d'enlever le cerveau à deux cent cinquante millions de braves gens et qu'après cela ils survivent. »

Une délégation soviétique vient d'arriver à Varsovie. A l'arrêt d'un tram un gavroche demande : « Savez-vous en quoi ils ressemblent aux Rois Mages? » Tout le monde le regarde, interloqué : « C'est qu'ils viennent de l'Orient, suivent l'étoile et rendent visite à Hérode... »

V

Les organes officiels chargés de la « liquidation » de l'Église catholique en Pologne tâchent de la frapper aux points qui lui semblent les plus vulnérables, en fomentant « les ressentiments » des catholiques polonais à l'égard du Vatican. Ils se prévalent de la campagne hitlérienne qui avait usé de tous les moyens de la propagande pour inculquer aux Polonais la conviction que le pape était « pro-allemand » et les avait abandonnés.

Nous savons quelle transaction ténébreuse a livré à la Russie la moitié de la Pologne en lui offrant « comme compensation » la partie orientale de l'Allemagne, jusqu'à la frontière de l'Oder et de la Nysse. A Potsdam furent décidées de massives transhumances. Pour permettre à la Russie « l'occupation pacifique » de la moitié de la Pologne, tous les Allemands d'au delà de l'Oder devaient être refoulés vers l'ouest, pour faire place aux millions de Polonais d'au delà de la ligne Curzon.

Les Polonais n'étaient pas présents aux congrès qui décidèrent de leur sort. Cependant, spoliés de la moitié de leur territoire d'avant 1939 par les « alliés » russes, ils durent se plier aux décisions des « Grands », qui n'eurent même pas l'idée de leur demander leur avis. A l'heure actuelle, sur le forum international, on plaint tendrement les pauvres Allemands qui avaient dû quitter leur zone orientale : au sujet des Polonais, chassés de leur pays pour occuper cette zone, *pas un mot.* Qui, en effet, oserait prendre leur parti ? Le gouvernement de Varsovie ? La censure ne permet même pas de mentionner les noms de Wilno ou de Lwow, ni le fait des transferts inhumains « opérés » en 1945 par les autorités soviétiques. Les Allemands se gardent bien de rappeler certains événements qui pourraient provoquer de dangereuses associations : en effet, les premières transhumances massives opérées par la Russie, qui avaient englobé plus d'un million cinq cent mille Polonais déportés en plein hiver 1940 au long d'étapes jonchées de cadavres (les victimes gelées dans des trains sans chauffage étaient « liquidées » par les portières des wagons) n'avaient-elles pas été l'effet direct et le couronnement de l'accord Hitler-Staline, dont la Pologne avait fait les frais ? On n'aime

pas rappeler ces choses dans les couloirs de l'O.N.U. La Russie avec ses satellites s'en garderait bien, l'Allemagne n'a aucun intérêt à évoquer des revenants. On parle donc exclusivement de la zone orientale de l'Allemagne « occupée » par la Pologne, comme si la Pologne avait été l'agresseur! Cette version arrange et la Russie et l'Allemagne. La Russie, en exaspérant les ressentiments polonais, l'Allemagne, en lui permettant de jouer le rôle de victime qu'elle arbore avec une dextérité consommée.

Or, depuis le jour où d'innombrables wagons à bestiaux se mirent à déverser sur l'Allemagne orientale les foules pitoyables « refoulées » de l'est de la Pologne, le peuple polonais serra les dents et tira *ses* conclusions. Jamais, au grand jamais, aucun Polonais ne renoncera ni à Lwow, avec son sanctuaire de la Reine de la Pologne, ni à Wilno, siège de Notre-Dame de Ostra Brama. Les terres « occidentales » ne sont donc pour lui aucune « compensation ». Cependant son sens de justice réclame autre chose : *la réparation* des crimes de guerre, perpétrés par les nazis. Des enquêtes internationales ont pu établir certains chiffres : trois millions environ de catholiques polonais, deux millions et demi de juifs polonais ont péri dans les camps de concentration allemands. Les dégâts causés par la guerre — il suffit de rappeler le drame de Varsovie — se chiffrent par milliards. Par conséquent : le sens de la justice réclame satisfaction. Les Polonais ne sont pas entrés en Allemagne orientale comme agresseurs mais comme exilés. Cependant, une fois entrés, ils se cramponnent à cette terre où ils découvrent avec joie et étonnement d'innombrables vestiges de leur propre histoire, trop longtemps et trop soigneusement camouflés par la Prusse, dont la politique d'expansion depuis des siècles allait vers l'est : *Drang nach Osten*.

Vingt ans de liberté n'avaient pas suffi pour établir des

bases historiques de certaines revendications. Cependant, plantés par force dans les territoires en deçà de l'Oder, les Polonais s'apercevaient avec stupeur que même dans les provinces qui n'avaient pas fait partie de la Pologne avant les partages de 1775-1793, comme par exemple la Silésie, on parlait un dialecte fort rapproché de leur langue et n'ayant rien de commun avec l'allemand et que les noms allemands de beaucoup de localités cachaient mal leur origine slave. Privé de support, le travail de germanisation de plusieurs siècles s'effrite à vue d'œil. Et l'Église catholique revient dans ce pays, arrachée il y a quatre cents ans par la « Réforme » de Luther. Arrivés en exilés, les Polonais se sentirent bien vite « chez eux », ceci *indépendamment* de la politique « dirigée » de Varsovie, *par la force des choses*. Six ans de travail acharné pour relever les ruines et cultiver la terre finirent par enraciner ces « nouveaux venus » en des régions qu'ils considèrent aujourd'hui comme leur patrimoine. En les appelant « terres récupérées » aucun Polonais ne croit faire violence à la vérité. Ils les aiment mieux encore, profondément, irrévocablement ils se sentent unis à ces provinces. En cas de guerre le fantôme de « révision » des frontières occidentales suffirait pour donner aux Polonais la conviction de combattre dans une juste guerre, comme en 1941 toute la Russie s'est groupée autour de Staline, en faisant taire ses ressentiments politiques au nom de la défense de la Patrie. Il semble que les Occidentaux ne tiennent pas assez compte de ces facteurs émotifs.

Donc, tous les Polonais, sans aucune exception, se sentent *des droits* aux « terres récupérées ». Toute mise en doute de ces droits les exaspère — *surtout si ces doutes semblent venir du Vatican.*

Nous avons souligné au début de ces articles la sage politique du Saint-Siège qui, n'étant pas « de ce monde », ne devance jamais les décisions de caractère international qui fixent définitivement, par des traités de paix, les frontières des territoires. Il serait donc mal à propos de demander l'érection de nouveaux diocèses en une période de transition et de débats auxquels le Saint-Siège n'est même pas invité à participer.

Telle n'est pas cependant l'opinion « officielle » du ré-

gime de Varsovie. En laissant en suspens l'organisation hiérarchique des « terres récupérées », le Vatican — dit-on — fait preuve d'une politique pro-allemande et hostile aux Polonais.

La presse des « catholiques progressistes », *Dzis i Jutro* (Aujourd'hui et demain) et *Slowo Powszechne* (Paroles universelles) emboîte le pas en « réclamant » avec beaucoup de courtoisie et de fermeté la solution de ces questions pendantes. Certains prêtres fourvoyés font chorus et contribuent à désorienter l'opinion publique. La propagande hitlérienne a trop bien semé l'ivraie de certains ressentiments pour que, à l'heure qu'il est, le gouvernement de Varsovie n'en bénéficie pas. L'ignorance religieuse des masses, par ailleurs très ferventes, est exploitée pour faire croire que dans la lutte religieuse seule Rome est visée et qu'il suffirait de s'en séparer pour que la paix soit rétablie (« *Los von Rom...* »). La première étape dans le programme de la « liquidation progressive » de l'Église polonaise, *c'est le schisme.*

En « destituant » les vicaires généraux, administrateurs par interim des diocèses occidentaux et en faisant nommer à leur place de nouveaux vicaires, le régime de Varsovie avait cru, au début de 1950, assener à l'Église polonaise un coup de grâce. Quelle ne fut la stupeur des « milieux responsables » lorsque, d'un trait de plume génial et inspiré, le primat de Pologne ratifia tout simplement les nouveaux élus, en passant l'éponge de son immense charité sur l'illégalité des élections!

Mgr Wyszynski, primat de Pologne, a fait confiance à la *vertu* sacerdotale des nouveaux administrateurs, et j'emploie ici le mot « vertu » dans le sens traditionnel : *virtus Christi.* Séduits et peut-être terrorisés par des consignes implacables, ces hommes, braves mais peureux, n'avaient pas cessé d'être prêtres! Il faudrait être piètre psychologue pour ne pas deviner l'immense soulagement, l'éperdue gratitude de ces malheureux qui, hier encore au ban de l'Église, se virent tout d'un coup pardonnés, réconciliés, ratifiés. Nous savons que certains parmi eux n'ont pas hésité à déclarer *après coup,* ne tenir leur pouvoir *que* des mains du primat. Le fantôme du

schisme a été exorcisé par ce moyen si simple, mais qui est le monopole de l'Église : l'Amour « qui excuse tout, qui croit tout, qui espère tout, *qui supporte tout* » (Cor., XIII).

Et dire qu'il y a des catholiques à l'Occident qui ont osé taxer cette victoire de faiblesse!

Ne pensons pas que, depuis, le régime de Varsovie ait changé de tactique.

Grande fut la déception de l'U.B. (police secrète) lorsque la visite du primat à Rome, en avril 1951, ne donna pas prise à des « accusations » déterminées.

Malgré une surveillance maladroite à force d'être attentive, les « anges gardiens » de l'illustre pèlerin ne purent surprendre aucun contact « illicite ». Le secrétaire du primat, depuis sacré évêque, Mgr Baraniak, dépista élégamment d'innombrables visiteurs, reporters et provocateurs qui imploraient à mains jointes une audience. La presse de l'émigration polonaise fut même fort mécontente. Avoir manqué une telle occasion pour excommunier Staline dans quelque meeting spectaculaire et donner des « consignes » aux exilés! Il n'y eut point d'exceptions. Les agents de l'U.B. durent *inventer*, des semaines après, une « rencontre » mystérieuse à Vienne entre le primat et des « milieux » américains, mais ne purent pas donner suite à l'affaire.

Certainement, *réellement* rien ne préoccupa le primat en dehors des questions strictement ecclésiastiques. Il était venu voir le Saint-Père, lui rendre compte de son activité, lui demander des consignes : c'est tout. Mépris pour la politique? Manque d'intérêt pour les problèmes angoissants qui se posent aux Polonais en exil? Certes pas! Mgr Wyszynski, primat de Pologne, est d'avis que ce n'est pas son affaire de s'occuper de politique, mieux encore, que pour l'Église polonaise l'heure actuellement n'est pas à la politique. Homme de Dieu, homme d'Église, il a certes assez à faire pour défendre les droits de Dieu et de son Église. A ceux qui cherchent le Royaume le reste ne vient-il pas par surcroît?

Les concessions apparentes de l'épiscopat polonais à un régime ennemi de l'Église ne sont pas seulement des mesures de sauvegarde, mais d'une puissante offensive. Le mot d'ordre est : tout sacrifier qui n'est point l'essen-

tiel. Et d'abord « nous-mêmes ». C'est l'heure du prêtre, en tant que prêtre, « rien que prêtre » : face aux âmes toutes rachetées par le sang de Jésus-Christ. Y compris celles des communistes.

Deux semaines après son retour de Rome, c'est-à-dire en mai 1951, le primat signa avec ses évêques un *Pro memoria* au clergé polonais, commentaire du récent « accord ». La première partie insiste sur la doctrine catholique du travail, facteur important dans l'œuvre de reconstruction, poursuivie par la Pologne depuis la fin de la guerre. En propageant cette doctrine, le prêtre catholique oriente les fidèles dans un sens de positive collaboration. Chaque mot, naturellement, est pesé, en prévision du crible de la censure. Mais c'est la deuxième partie du message qui a le plus de poids :

« Nous avons toujours averti notre clergé de s'en tenir strictement aux fonctions sacerdotales. C'est précisément par ce travail que nous rendons les plus grands services aux fidèles, en les conduisant vers Dieu, et à la vie temporelle, en formant des citoyens capables de remplir consciencieusement leurs devoirs à l'égard de la famille, de leur profession, de leur nation, de l'État.

« En nous tenant en dehors des conflits politiques nous devenons plus disponibles au service de tous les citoyens, *indépendamment de leur orientation politique*.

« Des expériences douloureuses de la dernière guerre prouvent en toute évidence que les prêtres servent le mieux leur peuple non point les armes à la main, mais en le mettant en communion avec la Vérité du Christ.

« Nous désirons que les prêtres ne se mêlent point à des activites politiques ni à des querelles de partis; qu'ils ne jaugent point les hommes au taux de leurs opinions politiques; qu'ils ne dispensent pas leurs services sacerdotaux selon l'orientation politique de ceux qui les réclament. Ce n'est pas à nous d'estimer les hommes d'après des programmes politiques. Ce qui nous regarde, c'est d'annoncer à tous la vérité de Dieu, d'aider tout le monde à aller vers Dieu. »

Suit un passage qui interdit sévèrement aux prêtres de s'immiscer dans des mouvements subversifs et clandestins au nom de systèmes politiques, économiques ou sociaux. « *Personne ne nous a nommés dispensateurs des biens de ce monde.* »

Les consignes des évêques polonais développent cer-

tains points de « l'accord ». Mais qui ne voit comment d'un coup d'aile soudain et triomphal elles s'élèvent dans la zone des valeurs purement spirituelles ? Ceux qui voulaient asservir le prêtre, disent-elles en substance, en réalité le libèrent de tout ce qui n'est pas son éminente dignité.

VI

L'intransigeance de l'épiscopat polonais en matière de doctrine, la souplesse avec laquelle il « s'adapte » aux situations qui lui sont faites sur le plan temporel, la discipline du peuple, admirablement groupé autour de ses chefs spirituels et plus que jamais convaincu que l'Église est un bastion de liberté — voilà des faits qui compliquent sérieusement les initiatives des organes officiels, chargés de la « liquidation » des « préjugés religieux ».

La première étape — établissement d'une « Église nationale » séparée de Rome — semble avoir complétement échoué.

La fermeté et la clairvoyance du primat a su freiner à temps certaines ambitions, plus ignorantes que rebelles, qu'une séduction sournoise avait engagées sur la pente. Dans un magnifique mandement publié à l'occasion des ordinations sacerdotales, l'automne dernier, Mgr Wyszynski affirma une fois de plus la souveraineté absolue du pouvoir spirituel dans l'ordre spirituel.

« Sur cette terre — dit-il — il n'y a point de pouvoir qui puisse se substituer au pouvoir surnaturel du Christ et de son vicaire, le pape, de ses ministres, les évêques... Nos paroles sont peut-être dures, mais dur est aussi le temps présent. Ce sont les circonstances qui nous pressent de proclamer sans cesse la Vérité de Dieu, la seule qui puisse encore sauver un monde périclitant. »

Aux tristes intrigues des semeurs d'apostasies, Dieu répond à sa manière : *en multipliant les vocations*. Voici un fait significatif : les séminaires polonais sont à tel point surpeu-

plés que les évêques ont dû clore le premier août la liste des recrutements : les candidats *font queue*. Ceci concerne également les vocations religieuses. Les Carmels en ont tant qu'ils ne savent qu'en faire et ils « cèdent » une partie à d'autres congrégations qui, d'ailleurs, n'en manquent pas non plus. Nous savons le cas d'une jeune fille de vingt et un ans, avec toutes les qualités requises, qui a eu du mal à trouver un noviciat « où il y eût une place libre ». Et voilà encore un fait qui déroute à l'extrême les maîtres de l'heure. Entrer dans les Ordres, en ce moment, c'est se vouer au martyre. Dans les prisons et dans les camps de concentration soviétiques, il y a plus de sept cents prêtres. La propagande annonce sans cesse des procès spectaculaires qui condamnent sans appel de nouvelles victimes. La situation matérielle du clergé et des couvents est déplorable. Qu'est-ce donc qui provoque tant de vocations ?

Alors, au lieu d'attaquer de front, on attaque de biais. Le clergé doit faire preuve de loyauté civique en signant l'appel de Stockholm, en souscrivant à l'emprunt « des Forces polonaises », en protestant contre la rémilitarisation allemande.

Des meetings monstres s'organisent « spontanément » à la suite de battues en règle qui ne font fi d'aucune « méthode d'intimidation », y compris « l'enlèvement »... Tel prêtre n'a même pas eu le temps de quitter les vêtements sacerdotaux : les agents chargés des « invitations » sont venus le quérir sur les marches de l'autel. Tel autre est encore tout ahuri de se trouver dans une salle bien chauffée et non pas en prison : ses anges gardiens ayant tout simplement oublié de lui dire *où* ils l'escortaient... Ces « réunions spontanées » sont présidées par un groupe de prêtres patriotes (qui viennent de changer de nom : ce sont maintenant des « militants pour la paix ») qui fond à vue d'œil, se compose de quelques prêtres suspens ou séduits, n'a aucun crédit auprès du peuple et n'arrive pas à trouver des adhérents. Du coup, auprès du régime leurs papiers baissent. Demain ce sera la disgrâce, peut-être la prison...

Décidément le rôle des « catholiques progressistes » n'est pas commode, en Pologne! Gardons-nous de leur jeter la pierre. Tous ne furent pas de mauvaise foi. Ils

crurent un instant que Dieu les appelait à jouer un rôle providentiel, que dans la lutte engagée ils serviraient de « tampon » ou mieux encore qu'ils aideraient l'Église à passer à travers les flots du communisme « comme saint Christophe transportant sur ses épaules l'Enfant-Jésus ».

Certains se leurrent « qu'ils gagnent ainsi du temps ». Or c'est précisément le temps qui travaille *contre* leurs illusions et pour l'Église. Groupés autour de l'hebdomadaire *Dzis i Jutro* et du journal *Slowo Powszechne*, les catholiques progressistes se crurent au début non seulement tolérés, mais privilégiés. Ce sont les seuls qui, depuis 1946, pouvaient obtenir des visas pour l'étranger.

Puis l'écrou se resserra. Ces voyageurs mal convaincus avaient beau écrire des articles : ils parlaient trop. Depuis deux ans, plus de visas, sauf à des collaborateurs notoires et qui rendent de réels services.

La position des catholiques « progressistes » devient de plus en plus délicate.

Car ils n'ont plus d'audience en Pologne. C'est un fait rigoureusement exact : il n'y a plus en Pologne de communistes convaincus. En 1948, il y en avait encore : plus aujourd'hui. Les défections du monde ouvrier sont à tel point massives qu'elles font réfléchir le gouvernement, acculé au mur par les exigences moscovites. Les raisons de ces défections sont simples : l'ouvrier se rend compte qu'aucune des promesses qu'on lui avait faites n'a été tenue. Victime de la propagande il avait prêté au régime une adhésion enthousiaste — comme ces ouvriers de France rappelés par « la mère patrie » qui écrivent maintenant à leurs amis des lettres désespérées : « Je retournerais en France nu-pieds si je le pouvais » se plaint un mineur du Nord.

Les « plans » grandioses « de six ans » qui promettaient la prospérité à brève échéance ne trompent plus personne. L'ouvrier polonais se sent exploité au delà de ses forces par le système inhumain des « normes » qui le tient toujours en haleine et l'abrutit, littéralement, de travail. Les syndicats l'ont trahi. Interdites les grèves, toute velléité de « résistance » provoque des répressions sanglantes. La presse tait ces incidents qui arrivent à s'infiltrer à travers le rideau de

fer. Tout récemment des tentatives de grève en Silésie et à Lodz ont abouti à des arrestations massives.

Sur le pays plane le spectre de la famine. Le rationnement a été rétabli. Depuis août, la viande est devenue un article de luxe. Pour en acheter un morceau, une fois par semaine, il faut faire la queue depuis cinq heures du matin. Dans le service de ravitaillement la pagaïe est incroyable. Il y a des moments où tout manque : même le pain.

La collectivisation des campagnes a donné exactement le même résultat qu'en Russie : le produit des récoltes baisse d'une façon inquiétante. Le paysan est victime de rafles périodiques qui lui enlèvent, au nom de slogans grandiloquents, les fruits de son travail. Il sait bien où vont les trains bondés de vivres, de charbon, de bestiaux! 1951 a été une année particulièrement fertile. D'où vient donc cette disette ? Le régime est pris entre l'enclume et le marteau, d'une part il doit satisfaire aux exigences de plus en plus âpres de Moscou, d'autre part l'application intégrale du système imposé draine le pays de ses forces vitales et mène à la catastrophe économique. Il a fallu donc relâcher l'étau en rendant quelques droits aux initiatives privées. La production en ce moment passe avant l'idéologie. A tout prix il faut livrer au « maître » ses commandes.

Dans les milieux communistes les chefs de file se corrompent à vue d'œil. C'est une course effrénée aux emplois, à la vie facile, à la carrière. Jamais il n'y a eu en Pologne de telles différences sociales. Les privilèges ont simplement changé de nom et de classes. Il suffit d'appartenir à telle organisation pour bénéficier d'avantages économiques appréciables!

. . . . . .

Cette apostasie interne du parti communiste — déplorée par les communistes eux-mêmes — est le signe avant-coureur d'une crise radicale. Les idées-forces d'hier se dégonflent comme des ballons crevés. On joue bien encore la comédie communiste : les acteurs cachent sous leurs masques des pensées et des ressentiments qui n'ont rien à voir avec la doctrine orthodoxe.

En vain inonde-t-on le pays de journaux et de revues com-

munistes. L'ennui qui s'en dégage est tel que personne ne les lit. Des facteurs enrégimentés extorquent des abonnements bénévoles : ils pensent au fond comme leurs clients! Le moindre dialogue cache des sous-entendus. Si on n'a pas le droit de parler, tout le monde pense la même chose. Et le malaise social, à peine perceptible il y a trois ans, se répand de plus en plus comme une tache de graisse sur le buvard.

La censure laisse passer de temps en temps certains aveux imprudents. Ainsi *La Tribune ouvrière* de Latowice se plaint amèrement que le syndicat métallurgiste « n'ait pas profité du crédit de 350.000 zl. pour l'achat de livres et de revues »; chez les chimistes, même négligence; les mineurs se désintéressent également de la presse... La litanie des doléances continue. Décidément, les colporteurs communistes n'ont pas de chance dans le monde ouvrier! « Pendant huit mois, dans la mine « President » ils n'ont vendu de brochures *que pour la somme dérisoire de 9 zloty...* »

Par contre, tout livre catholique, toute revue catholique ont un succès inouï. On se les arrache, littéralement, des mains. Esprit de réaction? Faim de nourritures qui ne soient pas exclusivement « terrestres »? Besoin d'évasion? Le fait est que l'ouvrier polonais, qui, avant la guerre, était souvent brouillé avec l'Église au nom de revendications économiques et sociales qu'il croyait incompatibles avec la religion, « revient » aujourd'hui tout simplement à la foi de ses pères. Jamais encore il n'y avait eu autant d'ouvriers à l'église! Loin de fuir le prêtre — comme parfois avant la guerre — ils le cherchent, provoquent des rencontres. « L'homme de Dieu » n'est-il pas le seul à qui l'on puisse s'ouvrir sans crainte de trahison? Le régime de Varsovie a l'immense mérite de faire rentrer à l'église les masses ouvrières désorientées. Pendant les missions ou les pèlerinages, les « bonnes femmes » ne font plus majorité, et c'est le monde de travail qui prie comme jamais encore il n'avait prié. Sur qui compter désormais, si ce n'est sur Dieu?

Qu'on ne nous accuse pas d'idéaliser la situation! Ces

lumières ne sont certes pas sans ombres. Le matérialisme pratique qu'on inculque aux ouvriers exerce ses séductions. Abruti de travail il s'évade facilement dans les plaisirs grossiers : « l'eau-de-vie tue le cafard », dit un proverbe polonais. La promiscuité ne favorise ni la vie de famille ni la morale. On enregistre de tristes capitulations.

Toutefois, dans l'ensemble, le bilan est positif. Le renouveau religieux dans les masses ouvrières s'explique surtout par l'effondrement de l'idéal communiste qui avait capté pendant si longtemps leurs dispositions religieuses. Ce qui faisait écran est tombé, on commence à voir clair! Les rares transfuges qui nous arrivent de Pologne sont tout étonnés de voir que la propagande communiste « morde » en France. L'un d'eux, après avoir feuilleté *L'Humanité* m'a demandé un jour : « Alors, ici, *on prend cela au sérieux* ? »

Dans ces conditions les catholiques « progressistes », les prêtres « patriotes » perdent leur raison d'être. Ils avaient voulu faire « tampon » servir de « truchement » : les voici réduits au rôle de simples exécutants dans un programme qu'ils devinent sans le connaître à fond, marionnettes inoffensives qui bougent au gré de ceux qui les font « marcher ». Leur rôle, c'est de jeter de la poudre aux yeux des catholiques de l'Occident. La propagande à l'étranger en a besoin!

Les ambassades de Varsovie traduisent avec empressement les différents « appels » aux écrivains catholiques du monde entier ou un Jean Dobraczynski ou un abbé Eugène Dabrowski interpellent *directement*, au nom de la paix menacée, un Papini, un Graham Greene, un Daniel-Rops... Ce qu'on oublie de traduire, ce sont de simples entrefilets qui voisinent immédiatement avec ces nobles appels dans les colonnes de leur journal. En voici un exemple :

« Devant le tribunal militaire régional de Varsovie vient d'avoir lieu un procès contre l'abbé (*sic*) Thomas Rostworowski et Stanislas Nawrocki, membres de la Compagnie de Jésus, ainsi que contre Adam Stanowski, Wieslaw Goraczko et André Soldrowski accusés d'activités subversives contre le pouvoir populaire.

« Placés à la tête des Congrégations Mariales, les accusés, sous le couvert de travail religieux, exerçaient en réalité des activités visant les bases fondamentales des structures consti-

tutionnelles de la Pologne populaire ainsi que les intérêts de la nation polonaise. Cette activité était étroitement liée à des services d'espionnage d'agents impérialistes anglo-américains ainsi qu'à des organisations clandestines disséminées à travers le pays. La procédure a démontré la culpabilité des accusés, en confirmant tous les chefs d'accusation contenus dans l'acte d'accusation. Les ayant reconnus coupables, le tribunal a condamné l'accusé Rostworowski à douze ans de prison, l'accusé Nawrocki à douze ans de prison, l'accusé Stanowski à sept ans de prison, l'accusé Goraczko à huit ans de prison, l'accusé Soldrowski à sept ans de prison... » (*Slowo Powszechne*, septembre 1951).

Ce que nous venons de lire, c'est tout simplement l'arrêt de mort des Congrégations Mariales en Pologne, décapitées et mises en état de suspicion. « Les catholiques progressistes » qui publient cet entrefilet savent parfaitement que le procès avait été monté de toutes pièces et que les accusés sont innocents des crimes qu'on leur impute : *ils n'ont ni le pouvoir ni le droit de protester.* Le maître paie, le maître veut être obéi.

S'étonne-t-on maintenant que les appels et les proclamations des écrivains catholiques enrégimentés *n'ont qu'un usage externe?* Aux oreilles des Polonais habitant en Pologne ces tirades déclamatoires sonnent singulièrement creux.

Et pourtant leurs auteurs sont pris dans l'engrenage, n'ont plus d'issue : refuser de plaider la cause qu'on leur impose? Ce serait partager le sort des victimes dont ils n'osent pas prendre la défense et qui, hier encore, étaient leurs frères, leurs amis. Ne condamnons pas facilement. Constatons simplement que le prestige du prêtre « rien que prêtre » et serviteur de l'Évangile est aujourd'hui en Pologne synonyme de liberté.

VII

Et maintenant tirons les conclusions.

La supériorité incontestable de la Pologne sur d'autres

pays satellites, c'est cent quarante ans d'expérience de l'occupation russe. Comme au temps des tzars, la Pologne est soumise au servage économique, politique, social, culturel — colonie d'exploitation à outrance, sans que les maîtres de l'heure aient le moindre souci des désastres provoqués par ces drainages systématiques et imposés. On peut dire sans crainte d'exagération qu'il n'y a personne en Pologne qui ne le sache, en commençant par M. Bierut et ses comparses qui, de ce fait, voient leur tâche singulièrement difficile : si la Pologne, pressée comme un citron ne « rend » pas tout ce qu'on lui demande, c'est pour eux la disgrâce, le camp de travail, peut-être la mort. Or, comment faire « rendre » un peuple à qui on ne donne pas à manger ?

La guerre froide dans laquelle le monde est engagé oblige donc le gouvernement de Varsovie à une tactique plus prudente dans son offensive contre l'Église. La situation économique de la Pologne que l'on peut taxer de tragique au moment où nous écrivons ces lignes *puisque la moitié du pays ne mange plus à sa faim,* produit un climat de tension et d'exaspération qui pourrait facilement susciter des émeutes, ce que le gouvernement veut éviter à tout prix. Le fait que malgré la peur de représailles il y ait eu récemment des tentatives de grèves, causées par la faim, inquiète sérieusement les autorités.

Ainsi au début de décembre, les ouvriers des grandes fabriques textiles de Lodz sont restés tous à la maison en déclarant *qu'ils n'iraient pas au travail avant d'avoir mangé.* En même temps leurs femmes faisaient la queue devant les coopératives alimentaires et attendaient en vain leur ration de viande et de pain, les magasins ne pouvant même pas satisfaire à la moitié des demandes. Ces longues et mornes colonnes sous un ciel gris d'hiver évoquaient les pires souvenirs de l'occupation allemande... Immédiatement ordre fut donné

à l'U.B. (police secrète) d'étouffer l'incident. Des camions militaires, escortés d'activistes armés jusqu'aux dents, firent le tour de la ville en opérant des rafles systématiques dans toutes les maisons ouvrières. La plupart, terrorisés, se laissèrent mener dans les fabriques sans protestation. Les résistants furent écroués.

On essaie de remédier au mal en établissant un rationnement de faveur, grâce à des « bons » mystérieux et multiples qui scindent le pays en deux : les rassasiés, ceux du parti, les « purs » — et les affamés, ou insoumis qui « paient » pour leur « manque de discipline idéologique ». Cette corruption organisée porte, hélas! des fruits corrompus. Les « privilégiés » profitent de leurs prérogatives sans pour autant devenir des convaincus. On ne gagne pas les cœurs en passant par l'estomac! C'est donc bel et bien « la chasse aux bons ». Dame, il faut vivre, donc, il « faut les avoir »! Le peuple polonais est beaucoup trop intelligent pour qu'on puisse le mater. L'application intégrale des méthodes soviétiques en Pologne produit certaines surprises — qui font réfléchir.

Alors leurs yeux se tournent vers l'Église. N'est-elle pas, après tout, un facteur d'ordre social ? N'a-t-elle pas plein les poches des recettes de résignation, de sacrifices, de renoncements ? Un gouvernement aux abois n'a-t-il pas quelques avantages à pactiser avec cette « vieille indomptable » comme quelqu'un l'a appelé avec rage ? Cet « opium » qu'on lui reproche d'avoir infiltré dans les masses ouvrières, n'est-ce pas l'heure de lui en demander quelques injections ? Ne s'agit-il pas, avant tout, de calmer ces masses et de leur faire entendre la beauté de l'ascèse et du jeûne ? Le fantôme d'une nouvelle guerre oblige les gouvernements satellites à certaines mesures conciliantes à l'égard d'un adversaire dont on sait mesurer la puissance.

Pour le moment, il ne faut pas s'attendre en Pologne à des persécutions spectaculaires et scandaleuses. Repliée « dans la zone mystique » l'Église jouit d'une certaine trêve : qui n'est qu'une accalmie entre deux orages. Cependant ne nous faisons pas d'illusions : si la tactique change, le programme n'a pas changé! Or, la « liquidation » de l'Église catholique en Pologne est dans le programme. La résistance spirituelle du pays, des facteurs d'ordre international peuvent obliger à substituer pour

le moment des méthodes indirectes aux méthodes directes. Personne en Pologne n'en est dupe. La souffrance, physique et morale, est mère de la clairvoyance! On souffre trop, là-bas, pour ne pas voir clair.

Plus la mainmise de la dictature communiste broie les corps, plus l'âme s'évade. Il y a quelques mois chaque Polonais a dû répondre à une enquête de *deux cent trente questions* qui se proposent « de mettre son âme à nu ». Passé, présent, sympathies, tendances, activités « culturelles », sociales, politiques, tout doit être reconnu, avoué, confessé. Un récent décret oblige tous les Polonais de plus de seize ans de se procurer à l'U.B. un passeport spécial qu'il faut toujours porter sur soi pour pouvoir à chaque instant être identifié. Le régime admet que ce décret a pour but « la défense, la sécurité et intérêts économiques vitaux de l'État », ainsi que « la nécessité de limiter les lieux de séjours et de domiciles », ce qui veut dire en bon français que ne voyage plus qui veut, mais qui peut en donner « des raisons valables ». Imaginons l'effet que doit produire sur les Polonais, naturellement frondeurs, ce système d'oppression qui ne se donne même plus la peine de cacher son jeu!

Alors on tâche de les atteindre à un point plus vulnérable.

Le cauchemar de l'occupation allemande est trop vif dans toutes les mémoires pour que la renaissance du nazisme et la remilitarisation de l'Allemagne ne provoquent la plus grande inquiétude de tous les Polonais sans aucune exception, mais surtout de ceux qui occupent « les terres récupérées ». L'affirmation des droits de la Pologne à ces terres est le seul point où le gouvernement de Varsovie et le peuple polonais soient parfaitement, absolument d'accord.

Cependant, pas un Polonais qui ne se méfie de Moscou. Pas un Polonais qui ne sache qu'un diktat de la centrale peut changer du jour au lendemain la politique. Si demain Moscou ordonne à Varsovie de livrer aux Allemands les provinces occidentales, l'ordre sera accompli à la lettre.

Par conséquent, l'unanimité sur ce point unique ne va pas sans inquiétude. Les Polonais ont été si souvent trahis, non seulement par les ennemis, mais aussi par les alliés, qu'ils ne comptent plus sur personne, sauf sur Dieu et sur eux-mêmes. Dans leur for intérieur, de tous les tribunaux internationaux ils en appellent à Dieu. Attaqués, ils se défendront avec acharnement, mais seul un miracle pourrait effacer de leur mémoire la vision apocalyptique de Varsovie en flammes face aux troupes soviétiques qui assistaient passivement à ce spectacle.

La propagande ne jongle pas comme elle veut avec des facteurs émotifs! Tant qu'elle déclare : « La zone occidentale est à nous, à titre de réparation et de droits historiques irrécusables » — l'unanimité est absolue. Lorsqu'elle ajoute : « *C'est pourquoi* nous devons la défendre dans une alliance étroite avec notre grand allié soviétique », les lèvres se taisent, mais les restrictions mentales jouent.

Évidemment c'est un point, le seul point, où les catholiques croient pouvoir s'engager sans crainte de fourvoiement. Lorsqu'un « activiste » demande à un curé de la zone occidentale : « Voulez-vous que les impérialistes anglo-américains rendent ces terres aux nazis ? » le curé sursaute et proteste. « Il faut protester par écrit, conseille l'activiste, il faut demander à votre évêque de protester... » Les formulaires sont prêts : il n'y a qu'à les signer. Depuis quelque temps les évêques polonais reçoivent tous les jours de nombreuses missives que publie avec fracas une presse orchestrée communiquant « des résolutions unanimes » prises à des meetings, *provoqués* à cette intention et demandant « leur appui » dans ce « grand mouvement de protestations ». En même temps la presse catholique a reçu l'ordre de démontrer noir sur blanc la « trahison » de l'épiscopat allemand,

asservi à la politique « des fauteurs de guerre anglo-américains » et travaillant à la renaissance du nazisme. En compromettant l'Église allemande le régime de Varsovie espère entraîner l'Église polonaise en une campagne de protestation au nom de la « solidarité avec le peuple ».

Avouons franchement : les « faits » cités par la presse catholique polonaise sont pour la plupart tendancieux, mais vrais. Les Français savent bien que la renaissance nazie en Allemagne n'est pas un mythe! Sans englober l'épiscopat allemand on peut, on doit même poser certaines questions aux catholiques allemands comme celles qu'a eu le courage de poser un Allemand, Reinhold Schneider. Mais ceci n'est pas de notre ressort. Ce qui nous intéresse, c'est le dilemme posé aux évêques polonais : « Si vous êtes solidaires avec le peuple, protestez. Si vous ne protestez pas, vous n'êtes pas solidaires avec le peuple. »

Vers la mi-décembre une manifestation monstre a donné à ce dilemme toute son acuité. Des déclarations « spontanées » engageaient tous les catholiques à se prononcer formellement et par écrit. Depuis chaque jour *Slowo Powszechne* apporte une nouvelle liste d'adhésions. Il n'est point difficile de deviner sous quelle pression et par quels moyens d'intimidation certains de ces textes ont été extorqués. Seuls les évêques resteraient-ils en dehors de ce « grand mouvement de protestation » ?

Le très éprouvé *Tygodnik Powszechny,* hebdomadaire catholique se mourant d'une lente asphyxie, doit peut-être une survie précaire à certaines « concessions » comme l'interview avec le primat Wyszynski publiée dans son numéro du 16 décembre 1951.

La presse française n'a malheureusement pas puisé ses informations dans le texte original, pourtant passé au crible de la censure. Des communiqués officiels lui rendirent la tâche plus facile — en déformant la pensée du primat. C'est ainsi que nous lisons dans *Le Monde* certains « extraits » de l'interview qui sont de pures inventions. Le titre, pris entre guillemets, suggère une citation : « La nation, l'épiscopat et le gouvernement sont d'accord sur les territoires de l'Ouest. » Or ces paroles ne figurent pas dans l'original. Avec une adresse remarquable le primat de Pologne a su éviter toutes les embûches qu'on lui tendait pour le compromettre sur le plan politique. Il se limite strictement aux questions religieu-

ses et aux problèmes concernant l'Église. Un parallèle des deux textes est hautement instructif.

« A visiter les territoires de l'Ouest — lisons-nous dans *Le Monde* — à regarder le peuple en prières et à écouter ses chants religieux, c'est une impression extraordinaire d'unité politique que l'on éprouve. » Or, voici la traduction exacte du passage en question : « En visitant les églises, en regardant le peuple en prières, en écoutant les chants religieux nous avons l'impression d'une unité profonde entre ces terres et la Pologne qui travaille et qui prie. »

Nous lisons encore dans *Le Monde* : « Le Saint-Siège, a affirmé le primat, a reconnu l'identité de vues de la nation polonaise, de l'épiscopat et du gouvernement sur la question des territoires de l'Ouest. » Rien de tel dans l'original. Au contraire, le primat se garde de compromettre le Saint-Siège par quelque « indiscrétion » que l'on s'efforce de lui extorquer. Tout ce qu'il dit c'est que « le Saint-Père ne ménageait pas son temps pour écouter avec beaucoup d'attention toutes ses explications ».

La version tendancieuse fait dire au primat que « tous les catholiques ont le devoir de défendre les droits de la Pologne sur les terres occidentales ». Dans l'original ce texte est éclairé par son contexte : « Ce n'est pas l'affaire des évêques représentants de l'Église, de faire des déclarations ni de prendre parole à des meetings. C'est l'affaire des diplomates et des politiques. Quant aux catholiques, en tant que membres de la communauté nationale, ils doivent faire leur devoir en défendant les droits de la Pologne aux terres occidentales. » Ce sommaire parallèle met bien en évidence ce que le gouvernement de Varsovie aurait voulu faire dire au primat de Pologne!

Le régime de Varsovie veut à tout prix compromettre l'épiscopat polonais en l'entraînant dans une activité politique qu'il refuse. A quel prix ? Certaines concessions, comme la dite interview, nous en disent long sur l'intensité du conflit.

Ces dures épreuves ne vont pas cependant sans d'intenses consolations. Quel pasteur n'exulterait de joie à voir son peuple se presser autour de lui, confiant et unanime ? Les évêques de Pologne ont dans leurs mains un trésor que personne ne saurait leur ravir : le cœur de leurs fidèles. Avec quelle ferveur n'obéit-on à la moindre de leurs consignes! Récemment amis et ennemis ont bien

ou s'en rendre compte en voyant l'empressement avec equel tout le peuple polonais a répondu à leur appel de onsacrer la Pologne au Sacré-Cœur de Jésus. Si les nanifestations extérieures furent interdites, les églises, n ce jour mémorable du Christ-Roi 1951, craquaient litéralement sous l'affluence des fidèles et l'acte de consécration fut scandé par d'innombrables voix. On nous crit de Pologne « que l'on pourrait compter sur les loigts ceux qui s'y sont dérobés... ». Engagement solenel à une heure de détresse. Appel au secours du plus uissant allié. Espérance éperdue là où semble manquer out espoir humain. Profession de foi et d'amour — voilà e que fut, pour la Pologne, le 28 octobre 1951. Citons, our terminer, quelques passages du mandement, lu en haire et non point publié, qui a provoqué de telles ffluences :

Nous, vos évêques, avons résolu d'inviter toute la nation à e consacrer au Sacré-Cœur de Jésus, source de vie et sainteté, notre résurrection.

Cet acte de consécration doit devenir un fait qui compte ans notre histoire...

Où chercherions-nous aide et secours? Dans nos propres orces, dans notre propre travail? Certes, cela compte! Dieu ous donne des forces et des talents afin que nous ne les gasillions pas, mais les fassions fructifier. La Pologne travaille vec une énergie peu commune.

Cependant, parfois, nous nous sentons saisis d'angoisse... ces heures notre regard se tourne spontanément vers Celui ui a tout pouvoir sur la terre et au ciel et dont le cœur est lein de bonté et de miséricorde. Nous savons qu'il peut *nous ider. Nous savons qu'il* veut *le faire, pourvu que nous allions ers lui avec infiniment de ferveur et de confiance. Faisons-le onc d'une façon vraiment éminente...*

Depuis un siècle les menées secrètes des sans-Dieu tendent faire renier la royauté suprême de Jésus-Christ et déclarent ne guerre ouverte à l'Eglise. On décrète des lois contraires la Loi divine qui se résument en ces mots : Nous ne vouons pas que cet Homme, que Jésus-Christ règne sur nous.

Le monde se scinde de plus en plus en deux. Les uns refu-

sent Jésus-Christ et refoulent son enseignement de tous les domaines de la vie. Les autres le reconnaissent avec d'autant plus de force comme seul fondement de salut... A l'heure qu'il est, tandis que le paganisme s'infiltre perfidement et violemment dans les âmes, nous devons opter de tout notre cœur pour notre Dieu triomphateur de la mort, de l'enfer et de Satan... Notre acte de consécration sera une profession de foi publique que Jésus-Christ est pour nous non seulement un « fait historique », mais vrai Dieu et vrai Homme, Sauveur et Roi de l'humanité tout entière...

Nous confierons au Sacré-Cœur tout spécialement nos enfants et nos jeunes, afin que le Christ les préserve du plus grand malheur : de la perte de la foi et de la morale catholique... Nous promettrons au Christ que pendant ce deuxième millénaire et pour toujours nous voulons vivre de la foi du Christ, défendre sa sainte Église, former notre vie privée, familiale et publique selon les principes de l'Évangile...

Nous nous prosternons devant vous, ô Cœur Sacré de Jésus, et nous déclarons du fond de nos cœurs unanimes : Sois notre Roi, ô Christ, en tout lieu et pour toujours! Amen...

La presse catholique passa sous silence cet acte de consécration : ce qui prouve que le régime se méfie des idées-forces qu'elle déclenche. Rien ne montre davantage la justesse de certaines interventions de l'épiscopat polonais comme le soin que l'on prend à les camoufler. Mais la parole ne se laisse pas enchaîner et certains silences crient. Le 28 octobre 1951 marque réellement un tournant dans l'histoire de la Pologne.

LUC RÉTEL.

Que nos lecteurs dont l'abonnement se termine en Mars (voir la bande d'envoi) veuillent bien nous envoyer rapidement leur réabonnement. Merci.

LA POLITIQUE FRANÇAISE AU MAROC OU LA QUERELLE DES ANCIENS ET DES MODERNES

Il faut revenir sur cette crise marocaine que j'ai essayé d'analyser ici même dans ses éléments essentiels[1]. A cette date, le départ du général Juin était officiellement annoncé. Son successeur, le général Guillaume, n'était pas encore désigné. Depuis, il a pris ses fonctions. Dans de multiples occasions, il a défini sa politique. Récemment encore, il l'affirmait au Conseil du gouvernement qui s'est tenu à Rabat.

Dans leurs grandes lignes, les idées exprimées par le nouveau Résident général sont les nôtres. Mais si les idées sont bonnes leur application repose sur une équivoque, et c'est précisément cette équivoque que je voudrais dégager aujourd'hui. Elle me paraît dangereuse pour l'avenir des relations franco-marocaines.

Nous refusons de faire cause commune avec les détracteurs systématiques de l'œuvre accomplie par la France au Maroc et pour les Marocains. Mais apporter une critique constructive, attirer l'attention des responsables sur les conséquences dangereuses d'une certaine politique, n'est pas, je pense, le travail d'un « mauvais Français ». Si j'emploie cette expression, c'est qu'on la

1. Juin 1951.

décerne facilement ici à tous ceux qui n'acceptent pas de demeurer dans la ligne définie *ex cathedra* par la Résidence.

Jetons un regard en arrière.

Des circonstances nombreuses avaient voulu que l'Afrique du Nord, et particulièrement le Maroc, restât en dehors de l'évolution suivie par les peuples occidentaux. De ces circonstances, les unes sont générales à tout le Moyen-Orient. Contrairement aux conceptions généralement admises, il faut appeler Moyen-Orient toute l'immense région dominée par la steppe et le désert qui va de l'Atlantique à l'Indus et à la Chine, et où la civilisation a été dominée par le fait essentiel du nomadisme, puis par l'apparition de l'Islam. C'est le nomadisme qui a créé une civilisation particulière : la civilisation du désert, civilisation qui a eu sur les conceptions sociales de l'Islam une influence prépondérante. A son tour, l'Islam a réagi profondément sur la civilisation du désert, en l'adoucissant sans doute, mais surtout en donnant à ses institutions un caractère religieux qui rend plus difficile son évolution. C'est le fait essentiel en dehors duquel il est impossible de comprendre le Moyen-Orient.

A ce fait s'en ajoute un autre qui est la configuration géographique de l'Afrique du Nord et du Maroc. L'Afrique du Nord est une île limitée au nord, à l'est et à l'ouest par la mer et au sud par le désert. L'accès en est difficile. Jusqu'au XIXe siècle, la pénétration durable et profonde s'y est faite par voie de terre, le long de la côte qui va du Caire à Gabès, dans la partie septentrionale du désert de Libye. Les Phéniciens, arrivés par mer, n'ont réellement marqué de leur passage que les côtes. Les Arabes nomades qui ont apporté l'Islam sont venus en empruntant la route de Libye, illustrée depuis par Rommel et les Britanniques en 1943. La pénétration est encore plus difficile au Maroc qui tourne le dos à l'Al-

gérie par ses deux principaux massifs, le Rif et l'Atlas. Ils se rejoignent presque à l'est pour laisser entre eux l'étroit couloir de Taza. Le Maroc n'est vraiment ouvert que sur l'Atlantique, mais il lui présente une côte inhospitalière, sans rades naturelles et où le phénomène de la barre rend l'accès très incommode. Les Français sont bien placés pour le savoir qui ont dû créer de toutes pièces, conquis sur la mer, un port comme celui de Casablanca.

Comme le faisait très justement remarquer le maréchal Lyautey, nous avons trouvé dans ce pays en 1912, lorsque nous y avons installé le Protectorat, une société, en décomposition sans doute, mais une société organisée qui avait ses cadres et qui se souvenait avoir connu une belle civilisation, il est vrai exclusivement urbaine, du XIe au XIVe siècle.

Mais cette société était fortement marquée par le régime tribal dans le bled et par une sorte de féodalisme oriental dans les villes. Le sultan était le maître absolu, tout au moins sur la partie du pays qu'il pouvait commander, car de nombreuses tribus berbères, celles du *Bled siba* lui refusaient plus ou moins l'obéissance. Pour les tribus soumises et les villes, c'était un maître redouté que ne limitait aucune institution. Le Maroc, pas plus que les autres pays du Moyen-Orient, n'a jamais connu la séparation des pouvoirs. Le religieux d'une part, le politique, le législatif, l'administratif, le judiciaire d'autre part, étaient concentrés intégralement entre ses mains.

Les tribus du bled maghzen avaient à leur tête un caïd nommé par le sultan et doté sur sa tribu de pouvoirs presque aussi étendus que ceux du sultan lui-même. Sans doute, il avait à rendre compte de ses actes à son suzerain qui pouvait le destituer aussi facilement qu'il l'avait nommé. Mais cette destitution ne se produisait guère que lorsque le caïd gênait, pour une cause ou pour une autre, le pouvoir central. Cela mis à part, il était le

maître de sa tribu et concentrait entre ses mains le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire, en dehors du statut personnel qui relevait du cadi. Dans les villes, trônait le pacha. Comme le caïd, il était nommé ou destitué par le Sultan. Comme lui, il détenait un pouvoir extrêmement étendu. Comme pour le caïd, ce pouvoir n'était limité que par l'autorité assez lointaine du sultan. L'administration des villes était des plus primitives et consistait surtout à faire rentrer les impôts. La justice était aussi expéditive que sommaire. La vénalité régnait en maîtresse. Les charges de pacha et de caïd allaient à des membres de la famille impériale ou à ceux qui pouvaient y mettre le prix suffisant. Une fois installés dans la place, les maîtres désignés par le maghzen se chargeaient de regagner, et au delà, sur le menu peuple, le prix auquel ils avaient payé leur poste.

Telle était, sommairement décrite, la situation que nous avons trouvée au Maroc, lorsqu'en 1912 nous y avons instauré le régime du Protectorat. Or, qu'est-ce qu'un Protectorat ?

Puis-je demander au lecteur — qu'il m'en excuse — de me citer moi-même. Dans une petite revue, *Terres d'Afrique,* disparue depuis dix-huit mois, mais où pendant sept ans, de 1944 à 1950, nous avons mené le combat de l'esprit chrétien en Afrique du Nord, j'écrivais, en juin 1947, un éditorial où je m'étais efforcé de porter le problème du Protectorat sur ce que je crois être son véritable terrain. C'était immédiatement après le discours du sultan à Tanger, discours qui devait amener le départ de M. Labonne et la nomination du général Juin comme Résident général. Je n'ai rien à changer à ce que j'écrivais alors.

En vérité, disais-je, pourquoi être surpris ? (du discours de Tanger).

Dans ces chroniques, nous avons toujours cherché — pauvrement, maladroitement, gauchement, sans doute, mais avec

une certaine persévérance — à dire sans passion l'opinion d'un chrétien sur les faits, les événements, les idées et les institutions actuelles. Dans ces circonstances délicates, moins que jamais et quelles que puissent être les réactions possibles de certains de nos lecteurs, nous ne devons garder le silence.

Le problème des relations de la France et du Maroc est obscurci par l'intérêt et la passion. Il n'est que de lire les journaux français et marocains pour s'en rendre compte.

Pas un seul n'a placé la discussion sur son véritable terrain qui est celui du respect de la parole donnée.

Pas un seul n'a essayé de comprendre le sens profond du traité de Protectorat.

La conception du Protectorat est celle d'un pays gardant ses institutions et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne, laquelle, substituée à lui pour la représentation extérieure, prend généralement l'administration de son armée, de ses finances, le dirige dans son développement économique. Ce qui domine et caractérise cette conception, c'est la formule contrôle opposée à la formule administration directe.

Pour que l'on ne s'y trompe point, cette définition est du maréchal Lyautey.

Nous avons signé en 1912 avec le Maroc un traité de Protectorat. Ce traité a-t-il été respecté ? A-t-il été appliqué dans sa lettre et dans son esprit aussi bien par les Français que par les Marocains ? Tel est le vrai problème.

Un traité n'est pas un chiffon de papier.

Un traité, surtout de Protectorat, est un double engagement : engagement d'un peuple protecteur qui prend en charge le peuple protégé pour faciliter son évolution; engagement d'un peuple protégé qui entend travailler à sa propre évolution sous l'égide du peuple protecteur.

Il ne s'agit pas de savoir si le Maroc s'est considérablement développé depuis notre arrivée et si les Marocains ont profité de notre présence.

C'est un des aspects du problème.

Ce n'est pas le problème dominant.

Le problème, dans les heures que nous traversons, nous n'avons pas le droit de l'aborder en rase-mottes. Il faut aller au fond des choses.

La question essentielle, celle qu'évitent les politiciens — celle que doit aborder le chrétien — est, il faut le répéter, de savoir si la parole donnée a été respectée, si le traité de Protectorat a été appliqué par les deux parties dans son esprit et dans sa lettre.

En posant ainsi le problème, nettement, sans ambiguïté,

sans faux-fuyant, la situation, immédiatement, se clarifie. Dégagée de ses éléments passionnels ou égoïstement intéressés, elle émerge de la confusion. Elle est ramenée à ses données essentielles.

Or, il n'y a pas de doute, jusqu'à ces dernières années, de part et d'autre, l'engagement a été insuffisamment tenu.

Du côté des Français d'abord.

J'ai sous les yeux deux documents. L'un est le manifeste du parti de l'Istiqlal. L'autre est une note du maréchal Lyautey du 18 novembre 1920. Retenez cette date : 1920. Il y a vingt-sept ans.

Que dit le manifeste ?

Considérant que ce régime avait pour fin et raison d'être de doter le Maroc d'un ensemble de réformes administratives, judiciaires, culturelles, économiques, financières et militaires, sans toucher à la souveraineté traditionnelle du peuple marocain sous l'égide de son roi;

Considérant qu'à ce régime les autorités du Protectorat ont substitué un régime d'administration directe et arbitraire, au profit de la colonie française, dans un fonctionnariat pléthorique, souvent en grande partie superflu, et qu'elles n'ont pas tenté de concilier les divers intérêts en présence...

Que dit le maréchal Lyautey ?

De fait, on en arrive de plus en plus à l'administration directe.

Cette situation, outre qu'elle est formellement contraire à l'esprit du Protectorat, offre les plus sérieux dangers. Ce serait absolument une illusion de croire que les Marocains ne se rendent pas compte de la mise à l'écart des affaires publiques dans laquelle ils sont tenus. Ils en souffrent et ils en causent.

Je ris en pensant aux imbéciles chevronnés évoquant l'ombre du grand Lyautey pour se mettre à l'abri des décisions qu'il aurait prises il y a vingt, vingt-cinq ou trente ans. Guidé par des principes solides d'inspiration chrétienne, Lyautey, au génie profondément clairvoyant, savait juger une situation, deviner les besoins et les aspirations et adapter constamment sa politique aux événements. Il était exactement le contraire des conformistes qui, à tout bout de champ, se réclament de lui.

Du côté des Marocains maintenant.

Leur carence, sans justifier notre application incomplète du régime du Protectorat, l'explique dans une certaine mesure. Trop d'entre eux sont souvent victimes de l'ambiance surannée dans laquelle se déroule leur existence. Trop d'entre eux vivent uniquement dans le passé. Trop d'entre eux, par inté-

rêt : pour les gens en place — par défiance du monde moderne ; pour les conformistes — par haine de l'Européen : pour les passionnés, refusent de participer à l'évolution nécessaire.

L'exemple de la princesse Lalla Aïcha ne les convainc pas. Ses harangues enflammées en arabe, en français, en anglais, son costume européanisé, son refus de porter le voile, s'ils enthousiasment les jeunes, rendent les anciens circonspects et inquiets. Éternel aspect du passé et de l'avenir.

En bref, moins nous allions vers les Marocains, plus ils se repliaient sur eux-mêmes. Et plus ils se repliaient sur eux-mêmes, moins nous allions vers eux.

Le cycle infernal.

Faite sous l'angle de la parole donnée, cette analyse clarifie certes la situation. Mais surtout elle nous dicte une ligne de conduite.

Il n'est pas de notre ressort de dire si l'heure est venue de modifier ou non le traité de Protectorat.

Par contre, nous demandons instamment, comme l'accomplissement d'un devoir essentiel, que, pendant son existence, le traité de Protectorat soit appliqué.

C'est au pays protecteur à donner l'exemple, malgré toutes les réticences, les répulsions et les inerties qu'il rencontrera sur sa route et qu'il devra vaincre.

Il faut faire naître entre le maghzen et la Résidence générale une association étroite dans l'administration générale du pays.

Il faut former un jeune personnel gouvernemental marocain. Trop de forces existent, ardentes, intelligentes, ambitieuses qu'on a laissées inemployées.

Il faut faciliter aux jeunes l'accession à la pleine culture moderne, scientifique et technique.

Il faut diriger les élites non seulement vers la haute administration, mais encore vers les postes-clefs de l'infrastructure économique, sociale et culturelle, sans laquelle un État moderne ne peut subsister.

Il faut le faire parce que nous nous y sommes solennellement engagés.

Il y va du respect de la parole donnée.

Et cette raison me dispense d'en indiquer d'autres.

En réalité, ajouterai-je à ce que j'écrivais en 1947, il faut bien se rendre compte que si nous avons abouti à l'administration directe, c'est que nous ne pouvions pas agir autrement.

L'idée du maréchal Lyautey était de faire évoluer les anciens cadres du Maroc vers une conception moderne du gouvernement, de l'administration et de la justice. Elle était intéressante. Elle valait d'être tentée. C'était la politique des notables. Mais elle a abouti à un échec. Les cadres n'ont pas évolué. Ils sont restés ce qu'ils étaient — sauf que leurs pouvoirs ont été limités par l'instauration des contrôleurs civils et des officiers des Affaires indigènes. Devant cette situation de fait, directeurs à Rabat, contrôleurs civils et officiers des Affaires indigènes dans les villes et le bled ont été obligés par la pression des événements de prendre le pouvoir en mains et de faire de l'administration directe. Ils l'ont fait contre l'esprit du Protectorat, mais ils ont été obligés de le faire pour le plus grand bien du Maroc qui, sans cette évolution, en serait encore à la situation de 1912.

Donc, la politique des notables a échoué. Mais depuis 1912 un fait nouveau s'est produit qui va en s'amplifiant chaque année. Et c'est là que commence l'équivoque. Des Marocains, en petit nombre, mais en nombre de plus en plus grand cependant, ont reçu une instruction moderne dans nos lycées et dans nos facultés. Ils se sont nourris du suc de toute notre littérature, Racine et Bossuet ou Pascal sans doute, mais aussi Voltaire, Rousseau et tout le XIXe et le XXe siècle. Beaucoup d'entre eux connaissent les écrits de Marx. Ils ont lu Gide, Montherlant et ont entendu les pièces de Sartre ou d'Anouilh.

Beaucoup ont vécu en France de la vie des étudiants français, parcourant chaque jour ou chaque semaine aussi bien *Le Monde* ou *l'Humanité* que *l'témoignage chrétien* ou *l'Observateur*, sans oublier les journaux du Caire et de Damas. De retour au Maroc, ils pensaient qu'on faciliterait leur entrée dans l'administration ou la justice pour y puiser, au contact des fonctionnaires français, l'expérience qui leur manquait et acquérir peu à peu la maturité d'esprit nécessaire. Ils supposaient que lentement, progressivement, ils pourraient reprendre

entre leurs mains l'administration d'un Maroc modernisé, le fonctionnaire français étant, conformément à l'esprit du Protectorat, ramené à son rôle, nécessaire encore pour l'instant, de contrôleur.

Ils ont été cruellement déçus. Deux forces se sont ligguées contre eux. L'une est d'origine française. Les cadres administratifs qui avaient pris l'habitude du pouvoir direct se sont refusés à céder la place. Agissant avec toute puissance de la force d'inertie, ils se sont opposés à l'intrusion des nouveaux venus, parce qu'ils sentaient plus ou moins obscurément que leur situation prééminente risquait d'être atteinte dans ses forces vives. Ils ont l'appui de la population française inquiète de sentir l'administration risquer de revenir entre les mains des Marocains. L'autre force est d'origine marocaine. Le maghzen d'une part, les « notables » mis en place par Lyautey d'autre part, ont été tout aussi inquiets. Ils savent bien que ces jeunes apportent des connaissances et une formation qui leur sont inconnues. Ils se rendent parfaitement compte que bien dirigés et encadrés au début, ils pourraient progressivement rénover l'administration encore beaucoup trop féodale et moyenne orientale du Maroc. Mais ce serait au détriment du pouvoir ou de l'ombre de pouvoir qu'ils détiennent et qu'ils ne veulent pas lâcher.

De part et d'autre, c'est la lutte des anciens contre les modernes. Repoussés par les Français, repoussés, bien qu'ils refusent de le reconnaître, par le maghzen, ces jeunes se sont jetés, avec toute la force de leurs espoirs déçus et de leur jeunesse, dans l'opposition. Tous sont ou nationalistes ou communistes, et il est exact que communistes et nationalistes ont des liens communs et souvent agissent de conserve. Telle est la situation de la plupart des jeunes évolués.

Et j'en reviens maintenant à la politique actuelle. On a l'impression très nette que le Résident général veut

faciliter la modernisation du Maroc. Il a recherché et obtenu jusqu'ici un rapprochement indéniable et heureux avec Sa Majesté le Sultan. Il a déclaré à maintes reprises qu'il désirait faciliter l'accession des élites marocaines à des postes de plus en plus importants.

Mais en même temps il a affirmé — en termes assez peu protocolaires et qui rappellent l'ancien officier des Affaires indigènes — qu'il briserait tous ceux qui ne pensent pas comme lui, en langage clair, tous les jeunes évolués qui par l'action combinée du maghzen et de l'administration se sont ralliés au nationalisme souvent étroit et sectaire de l'Istiqlal, c'est-à-dire du parti de l'Indépendance. Or, il faut le répéter, presque tous les évolués appartiennent à ce parti, lorsqu'ils ne sont pas communistes. A vrai dire, ils ne sont pas rejetés des postes administratifs. On leur en refuse l'accès, ce qui est beaucoup plus simple. Mais en leur refusant cet accès, on persévère dans la politique des notables, malgré sa faillite évidente, et on maintient au Maroc les mœurs féodales des créatures du maghzen et de l'administration. On veut faire évoluer le Maroc. Mais sur un point précis et essentiel on lui refuse les moyens de cette évolution. C'est là que règne l'équivoque — et, cette équivoque, il est du devoir des Français qui réfléchissent de la souligner, dans l'espoir, assez lointain, qu'elle cessera un jour.

En veut-on un exemple récent ? Un avocat marocain, licencié en droit, inscrit à un Barreau depuis de longues années, avait été invité à un Congrès d'avocats du Moyen-Orient qui devait se tenir en janvier à Bagdad. Il sollicita un visa résidentiel. Après enquête, car il appartient au parti nationaliste, ce visa fut accordé par la direction de l'Intérieur. *A la dernière minute et sur ordre de la Résidence générale, alors que sa place en avion était déjà retenue et même payée, le visa lui fut retiré.*

Je pense, contre la très grande majorité de mes concitoyens au Maroc, que cette politique est à courte vue et

contradictoire. Il n'est pas possible de vouloir sincèrement l'évolution du Maroc et des Marocains et en même temps de rejeter les Marocains évolués dans une opposition négative et agressive. Le nationalisme des jeunes Marocains est un sentiment normal, des plus honorables et qu'on n'empêchera pas de se développer. Il est dans la ligne même du Protectorat. Sans doute, il y a une inconnue dans la conduite future de ces évolués. Les esprits timorés craignent que, repris par leur milieu, ils aient les dents plus longues et plus aiguisées que les féodaux actuellement en fonction. Ce n'est pas impossible. Mais en tout cas nous n'avons pas le droit de ne pas tenter loyalement l'expérience, sans violer l'esprit et la lettre du traité de 1912.

Le nationalisme des jeunes peut prendre deux directions. L'une est celle d'un nationalisme sain, désireux de voir le Maroc prendre sa place dans le monde moderne, désireux de voir progressivement des Marocains de plus en plus nombreux, instruits et formés à nos disciplines, contribuer à l'aiguiller dans cette voie. Cette direction me paraît seule correspondre à l'intérêt intelligemment compris du Maroc et de la France. L'autre est celle d'un nationalisme exacerbé, outrancier, xénophobe et antifrançais, dévié dans une opposition systématique faite de critiques acerbes et d'appels à l'O.N.U. C'est cette direction que je voudrais éviter. C'est celle dans laquelle s'engage la jeunesse évoluée.

Je crains qu'elle ne soit le résultat obligatoire de notre politique à son égard.

Et c'est pourquoi je souligne — *vox clamans in deserto* — l'équivoque de cette politique.

PAUL BUTTIN.

LITTÉRATURE ALLEMANDE DE NOTRE TEMPS

(suite)

IV

Le domaine de la littérature allemande contemporaine que nous avons parcouru[1] embrasse en étendue comme en importance une partie considérable de l'ensemble; et pourtant ses auteurs n'appartiennent pas seulement à la génération des aînés, mais se trouvent aussi parmi les jeunes qui, en général, inclinent au désenchantement et au scepticisme. Mais nous constatons en ce moment que le monde de l'éternel retour de toutes choses annoncé par Nietzsche, l'opposition désespérée de l'abîme et du moi font maintenant question. Est-il tellement certain que tous les événements du monde s'accomplissent dans le cycle des choses, polarisés par le chaos ou le néant?

Cette question est le ressort de l'œuvre de trois auteurs de notre époque qui représenteront ceux qu'il n'est pas possible de citer ici.

Franz Kafka fut le plus représentatif de ce groupe. Mort depuis vingt-cinq ans, il ne paraît qu'aujourd'hui parmi nous comme un vivant; en avance d'une généra-

1. Voir *La Vie Intellectuelle*, février 1952.

tion sur son temps, il n'est compris que maintenant. Le monde qui s'était élaboré en lui reste, il est vrai, encore obscur dans ses détails, mais, dans l'ensemble, son œuvre s'accorde au sentiment de la vie de l'après-guerre. A parcourir son univers, on ne trouve que troubles et confusions, mais c'est là précisément la substance de ses romans. L'homme qu'il a créé est l'homme déconcerté, dépaysé, désorienté. L'ordre dans lequel nous croyons vivre est démasqué comme un désordre. Dans le monde de Kafka les choses les plus étranges arrivent. Tout cela signifie que le moi ne voit rien de sûr dans le monde, que le monde est sans consistance. Ce qu'on a cru autrefois être un monde, ce sont des fragments; l'homme est dans un monde absurde; on ne peut s'accrocher à rien; les figures font l'effet de marionnettes. La première expérience fondamentale de Kafka est celle de la disproportion des êtres au monde. L'homme vit en ce monde comme un étranger. Toujours en route, il ne trouve jamais son chemin. Son désir est vain de se trouver une patrie et de se mettre à sa juste place; il en est pour sa peine. La deuxième expérience fondamentale consiste à se sentir impliqué dans une culpabilité objective et à ne se connaître pourtant aucune faute subjective. Dans le *Procès*, le fondé de pouvoir est puni sans qu'il apprenne jamais ce qu'il a fait. Sa vie entière n'est plus qu'une tentative de découvrir ce qu'on lui reproche. Ailleurs Kafka arrive à cette conclusion : « Le péché originel, l'antique faute que l'homme a commise consiste dans la conviction où il persiste, que le péché originel a été commis contre lui. » La troisième expérience fondamentale est l'invisibilité de ce que Kafka nomme « instance ». Son héros est toujours en route vers « l'instance ». « L'instance » est là, mais nous ne la trouvons pas.

Quel sens donner à tout cela? Schoeps, l'ami de Kafka, rattache ces déclarations à la situation religieuse du judaïsme moderne. Il s'agirait chez Kafka d'une théologie de l'état de chute et de désespoir où le salut est cherché à tout prix. Transposé sur le plan général, cela signifie que le monde s'est égaré loin de ses origines, mais qu'il leur demeure encore rattaché pourtant par cette faible relation qui nous permet de percevoir tout au moins leur voix, quoique indistincte. L'homme a donc oublié la révélation, mais elle se rappelle elle-même à son souvenir. La conscience étant trop émoussée pour se reconnaître directement coupable et pécheresse, elle a besoin d'expérimenter intensément le caractère pénitentiel des abus du monde moderne pour que nous comprenions le fondement moral de notre vie.

Ils sont rares ceux qui ont tiré avec une si remarquable exactitude autant de conséquences, tout en sachant clairement exprimer ce qui les émeut : l'oscillation désespérée entre la liberté et la contrainte, la sujétion à des puissances inconnues, l'ordonnance au mal, la participation à la faute, le guet épuisant vers l'espace obscur, d'où arrive un faible écho. Mais l'entêtement obstiné avec lequel les héros de Kafka recommencent leurs routes est un gage étrange de la certitude croissante que celui qui appelle est Dieu.

Nommer Ernst Jünger en même temps que Kafka peut paraître une audace ou une erreur, mais Jünger est également un homme qui, poussé par une inquiétude analogue de l'existence, franchit les frontières nihilistes de notre époque et hésite pourtant sur le seuil. Jünger montre l'insuffisance intellectuelle de toutes les formes du nihilisme, la lucidité spirituelle en face de tous les aspects du monde, la prudence dans le jugement porté

sur tous les événements, le « cœur aventureux » qui part découvrir et conquérir, — finalement aussi l'homme secoué par les catastrophes et les fatalités. Il a autrefois célébré la force et annoncé l'esprit de domination, il a réclamé un monde de travail total, et regardé comme un idéal la mécanisation de la vie. Mais depuis près de vingt ans, il est sur des voies toutes différentes; il s'est tourné vers les mystères de la vie. L'extraordinaire, l'inhabituel, il ne le rencontre pas réalisé dans ce qui est fort, mais dans le domaine de l'énigmatique, où il voit le signe de réalités cachées. Il observe les aspects limites de la nature et voit dans les lignes et les formes le chiffre d'une volonté créatrice inconnue. L'au-delà s'annonce aussi de manière directe. « Le tapis des connaissances humaines est très finement tissé d'avance et il y a des heures où l'on y devine la main du tisserand. » Il pressent la gravité redoutable de l'urgence de la vie. « Nous pouvons tout perdre et tout gagner. » Il développe une phénoménologie du sacrifice et de la douleur : dans les deux l'homme se transcende et parvient à l'autre rive. Il n'est pourtant pas un homme de risque, de foi ou d'églises. Il a avoué à plusieurs reprises qu'il n'accomplissait ni défrichements ni bouleversements, mais qu'il pensait sur des voies continues. « A notre époque la route vers Dieu est démesurément longue, comme si l'homme s'était égaré dans les espaces illimités que son esprit a inventés. Aussi la plus modeste approche représente-t-elle un grand mérite. Elle ne peut réussir sans une avance divine. Il faut concevoir Dieu à nouveau. Dans ces conditions, pour l'essentiel, l'homme ne peut que du négatif : il peut purifier le calice qu'il incarne. Il en sera récompensé par un éclat nouveau, une plus grande pureté. Cependant, même la règle la plus sublime qu'il puisse se donner ainsi, s'accomplit dans l'espace

athée, vide de Dieu, plus terrible que le sans-dieu. Puis, un jour, après des années, il peut arriver que Dieu réponde... »

Voici donc la position fondamentale de Jünger : il veut se libérer de l'étreinte du nihilisme par la force de sa propre intelligence. On comprend chez lui à l'évidence ce que signifie d'être envoyé dans le chaos du monde et de vouloir s'y frayer un chemin par soi-même. Les nouvelles organisations du monde ne sont pas assurées; en aucun cas elles ne sont encore une nouvelle patrie. L'important *Journal* de guerre est un témoignage unique de l'inquiétude continuelle de sa pensée. Dans son roman d'après-guerre, *Héliopolis,* les hommes se rencontrent au « symposion » comme les mineurs dans la fosse. L'homme, disent-ils, emploie les réserves qui lui sont restées. Une œuvre qui réussit, aujourd'hui, est arrachée aux abîmes du désespoir. Jünger se trouve à la limite de deux mondes; prisonnier de l'immanence, il regarde vers la transcendance. Il lui arrive de comparer la situation de l'homme à une lutte de chaudière; il suffirait d'un effort gigantesque pour atteindre l'explosion, — ou de la puissance qui vient en aide de l'extérieur. Le héros du roman, Lucius, pénètre dans le domaine des mystères, réfléchissant, observant, regardant et rêvant. Les hommes et le monde lui sont les transparents d'un monde au sens caché et créateur; il faudrait seulement pouvoir les saisir ou bien leur dire oui entièrement.

Quelques mots sur *La mort de Virgile,* de Hermann Broch, termineront ces considérations. Cette œuvre extraordinaire charge Virgile mourant des pensées et des expériences actuelles. Il partage le sort d'une époque qui s'épuise elle-même et qui désespère d'elle-même, mais au moment de la mort la transcendance s'ouvre. Dans

une langue qui appréhende vigoureusement le monde caché qui se révèle dans les paysages du rêve, l'auteur procède à des analyses grandioses; l'intervalle entre la vie et la mort, la réalité empirique et l'au-delà dominés avec une puissance verbale qui épuise les moyens d'expression. Les demi-tons de ce qui peut être entrevu, entr'entendu, rêvé, pressenti, sont touchés, éprouvés, renouvelés avec des nuances d'expression indiciblement délicates; le flux constant de la méditation, des rêves et des imaginations se manifeste dans une succession infinie de phrases. Au moment de la mort, Virgile a la vision de la Madone avec l'Enfant.

V

On a déjà remarqué que les expériences fondamentales du chrétien ne s'éloignent guère de celles de l'incroyant. Il sent lui aussi la puissance du mal, la force du chaos et du démoniaque, et surtout la précarité de l'existence humaine. Mais il les connaît d'une autre manière : uniquement comme une face d'un événement derrière lequel il y a la main conductrice de Dieu. Les différences et les points communs semblent être particulièrement mis en lumière dans l'œuvre de Werner Bergengruen. Son nom est depuis longtemps évocateur d'idées qui lui confèrent une note particulière parmi les personnalités de notre époque. Pour lui aussi il s'agit du problème de l'homme tel qu'il se présente aujourd'hui à un regard exercé, mais il l'examine d'un point de vue particulier. Il voit l'homme moins grand que fragile, exposé aux épreuves et aux dangers de la vie et y succombant si souvent! incertain de lui-même comme des hasards qui s'abattent

sur lui, un être de profondeurs et de mystères cachés et d'inquiétantes possibilités; en outre décidé à surmonter victorieusement toutes les menaces, qu'elles viennent de son propre cœur ou de l'extérieur, et à se faire le miroir de lois éternelles. Il y a, dans la philosophie chrétienne actuelle, un parallèle remarquable à l'image de l'homme tel que le conçoit Bergengruen. L'éminent philosophe Peter Wurst (de l'Université de Munster), dans son beau livre *Incertitude et risque,* a compris l'état d'incertitude comme un phénomène humain essentiel. C'est le propre de l'homme de ne pouvoir jamais jouir d'une sécurité complète en aucun domaine de la vie. La vie vient à nous comme un sphinx, impénétrable, imprévisible : l'homme se trouve toujours en face d'un danger invisible. Mais Bergengruen nous offre cette image sous une forme poétique. Ce n'est pas le grand héros invincible que nous avons si longtemps entendu célébrer, ou le rayonnant seigneur qui est pour lui l'homme réel, mais celui qui vit dans une continuelle tension, qui, l'œil en éveil, doit toujours être prêt à résister aux puissances étrangères, l'homme sans cesse en péril, abandonné même et souvent vaincu. Étant chaque jour, à toute heure, exposé à des dangers, des tentations, des séductions innombrables, il doit toujours être attentif à la chute. Et c'est pourtant la menace qui lui offre, justement, l'occasion de la victoire. Il n'arrive à se définir lui-même que dans son débat de chaque jour avec le monde.

Son intérêt est donc essentiellement dirigé vers l'homme. Il s'agit de scruter sa manière d'agir, ses mystères et ses tréfonds. Il l'oblige à livrer les replis les plus cachés de son cœur en l'exposant à un grave danger, qui menace généralement sa vie. Il faut que l'homme quitte un jour le rythme ordinaire de sa vie, renonce à toute sécurité et résiste par sa propre force, sans appui

et sans soutien, à un danger qui fonce sur lui des ténèbres.

C'est précisément le fond de ses grands romans. Du *Tyran* qui bouleverse toute une ville parce qu'il exige qu'on découvre le meurtrier d'un messager qu'il a lui-même tué, — ainsi qu'on le découvre plus tard. La pression à laquelle il expose le chef de son service de sûreté (Nespoli) se propage de tous côtés; pour se protéger des menaces, les habitants se réfugient dans les mensonges et les inventions et se chargent, eux et d'autres, jusqu'à ce qu'ils se trouvent dans un inextricable nœud. Dans le roman *Sur la terre comme au ciel,* la peur qui s'empare de toute une population est due à la menace soudaine d'une inondation. La crainte saisit bientôt la ville entière et ne peut être endiguée par aucune loi. Le prince électeur Joachim Ier lui-même ne peut échapper à la contagion générale. Certes Berlin et Kölln ne sont pas détruites, mais les signes dans le ciel ont apparu pour éprouver les habitants de la terre. Ceux-ci, arrachés au cours ordinaire de la vie, se sont soudain trouvés devant les suprêmes options. Une troisième fois, les forces secrètes de l'homme, les nobles et les basses, sont déclenchées à propos de trois faucons qu'a laissés en mourant un maître fauconnier. La noblesse s'enflamme à la noblesse, la bassesse se démasque.

Concluons : l'homme répond à la menace par la peur. Il riposte instantanément en essayant de se mettre en sûreté. La tentation s'installe d'échapper en toutes circonstances au danger imminent. La faute grandit par l'indulgence à la tentation. Elle est effacée dans la réconciliation et la rédemption par la grâce. C'est l'éternel cycle de ceux qui confient à Dieu leur faiblesse humaine. Dans le roman *Le crayon d'or* il est dit du héros : « Il naquit, pécha, se livra à la grâce. »

Bergengruen est un artiste de la nouvelle. L'événement a le pas sur les caractères; il existe avant l'homme; celui-ci y est engagé, il doit faire ses preuves dans ce qui lui arrive. Nous sommes introduits dans des situations limites qui exigent un oui ou un non nets, ou en tout cas un degré extrême de force de décision. L'auteur aime à placer ses personnages dans une situation qui ne les ménage en rien. Il prend ses normes dans le christianisme qui imprègne toute son œuvre.

Si l'œuvre de Bergengruen met au premier plan l'homme qui répond dans le risque à la menace qu'on lui oppose, et qui, en tout cas, se sait appelé à résister à ce qui l'opprime, Elisabeth Langgässer nous offre de nouvelles perspectives : son monde est composé des grandes puissances adverses de l'homme auxquelles il se voit livré dans le bonheur et le malheur. Dans la littérature allemande actuelle, il n'y a pas d'écrivain qui se soit plus éloigné de l'équilibre moyen, paisible et assuré en lui-même et qui ait plus opiniâtrément continué dans cette indescriptible situation; phénomène étonnant en son genre et qu'on a souvent considéré avec anxiété. D'autant plus que l'auteur — à en juger d'après son œuvre littéraire — ne s'est permis ni halte ni détente dans le domaine de la sainteté et de la béatitude; n'a jamais sombré ni fléchi, mais au contraire est restée tournée vers les puissances terrestres à un point aussi effrayant qu'étonnant; elle a possédé sa force propre dans la contemplation et la figuration du démoniaque et a vu, dans l'intrépide mise au jour des sombres réalités de la création, la condition de son bannissement et de son esclavage. Le sens du redoutable qu'elle a précisément reconquis à la littérature allemande dans une densité extrême s'incarne dans la personne de Satan, qui apparaît comme le prototype de tout mal, la perversion suprême de tout

ordre, de toute grandeur, de toute sainteté, présent en chaque créature, visible parfois sous des formes ordinaires. L'auteur attache une grande importance à prouver la part invisible de l'homme au monde du diable, le tribut inconscient ou semi-conscient qu'il apporte à son œuvre et à sa domination, sa simple coopération à l'édification d'un monde antidivin. Ainsi le diable est-il, en un certain sens, partout présent là où un cœur d'homme incline vers lui par faiblesse ou par instinct. Il maltraite les saints qui lui résistent ou qui se dressent dans le monde avec la mission de le vaincre par la force de leur cœur. Il ne laisse pas non plus en repos la nature extrahumaine; la nature animée des plantes et des animaux, la nature inanimée des eaux, des nuages le réfléchit en sons, en couleurs, en odeurs. La grandeur incomparable de cet écrivain réside dans sa manière incomparable d'appréhender ce sombre royaume. Elle est allée jusqu'à l'extrême limite de la concrétisation et de la saisie littéraire, comme si elle-même n'avait à craindre aucun abîme et aucune chute. Elle a pourtant inébranlablement persévéré dans une conception chrétienne de l'ordre. Elle l'a défendue ardemment avec la passion qui lui est propre, en dépit du paganisme qui apparaît dans son œuvre.

Pendant sa vie, sa célébrité a reposé sur son roman *Le sceau ineffaçable,* qui révèle le plus nettement sa manière : sa perspicacité qui s'empare des phénomènes du monde et du cœur humain, sa force pour dominer des sujets vastes et divers, sa langue inépuisable qui enrichit et renouvelle. Elle se montre aussi d'une force étrange dans la composition, l'analyse et la synthèse, la densité et la mouvance, totalement libre et souveraine dans l'emploi de procédés de style qui menacent les lois de la création poétique, obstinée aussi à peindre « à la fres-

que » dans un style rappelant le baroque, ajoutant pièce à pièce sans se soucier de la fidélité du détail ou de la cohérence de l'ensemble. Ces remarques ne sont pas toutes faites à sa louange.

S'il s'agit de l'histoire d'un choix de la grâce, le roman *L'expédition des Argonautes de la Marche* (c'est avec ce livre qu'il lui fallut poser la plume) est la tentative de surmonter spirituellement la catastrophe. L'auteur fait se rencontrer sept hommes, d'âges et d'origines différents, sur une route à la sortie de Berlin détruit. Les erreurs fondamentales de notre époque, qui ont conduit le peuple allemand à sa ruine, vont être élucidées pour ces hommes inquiets et qui cherchent. Le sujet du roman est donc grand, l'élan de sa composition impressionnant et énergique, il offre le tableau d'une vue d'ensemble qui domine les écrasants problèmes d'après-guerre dans la perspective propre à l'auteur.

Il convient sans doute d'associer en premier à Elisabeth Langgässer Stefan Andres, qui devient une figure de plus en plus caractéristique de la littérature allemande. Avec sa nouvelle, *Nous sommes Utopie*, il a pour la première fois causé une grande impression qui grandit avec chaque œuvre. La puissance du « vital » pénètre également avec force ce qu'il écrit; l'homme est surtout menacé par les forces de la terre et il doit compter avec leurs constantes irruptions, mais Andres est un homme absolument réaliste qui ne s'occupe pas tant des puissances cosmiques que de l'homme. En composant son image de l'homme, il se tient dans un juste milieu; à la double liaison, d'une part avec la conduite divine du monde, de l'autre avec les puissances de la nature déchue, correspond un type d'homme solide, qui pose carrément les pieds sur terre, manifeste sa volonté propre et peut ainsi être amené à rendre compte de sa conduite.

Mais son art est surtout caractérisé par son effort à montrer des destinées humaines dans une densité et une acuité extrêmes et à les placer directement sur le plan de la Providence. Il coordonne les confusions et les complications humaines aux forces de la Providence divine : là réside un des secrets de son œuvre.

Ses œuvres principales témoignent bien de cet effort. Dans la nouvelle *Nous sommes Utopie*, il arrive ce fait étrange qu'un prêtre apostat et un officier communiste de la guerre civile espagnole s'enthousiasment réciproquement pour le bien et la conversion, et l'événement est d'autant plus remarquable que les hasards de la guerre ramènent le prêtre prisonnier précisément dans le couvent qu'il a quitté il y a vingt ans. Dans *Les noces des ennemis*, une vie enfoncée dans le péché rentre dans l'ordre par la plus invraisemblable circonstance : pendant la première guerre mondiale, un médecin a séduit une Française; le mari, qui ne se doute de rien, devenu veuf et des années plus tard officier de l'armée d'occupation, sollicite la main de la fille du coupable. Dans *L'homme d'Asteri*, une œuvre construite avec un art consommé, une vie très agitée se range parce qu'un fils né hors mariage et abandonné en même temps que sa mère, cherche des années durant son père à travers l'Europe et le trouve. Faits remarquables où s'exprime toutefois l'admiration des voies étranges de la Providence qui poursuit les âmes dans leurs coins et recoins.

Parmi les écrivains plus anciens, Hans Cárossa témoigne, dans sa vie et dans son œuvre, d'une attitude confiante envers la vie. Il est depuis longtemps un symbole de calme et d'ordre aux yeux des Allemands, un des hommes qui représentent la sérénité et la sagesse. Il se dresse seul, pour ainsi dire, à notre époque; il nous faut remonter à Stifter, et même plus loin encore à Gœthe,

pour trouver des figures analogues. Moins actif qu'attentif, il écoute en lui-même, regarde les merveilles du monde, entend leurs messages. Il appartient aux réceptifs, non aux constructeurs. Il ne bouleverse jamais à proprement parler, mais il émeut. Il recueille les insignifiants propos des cœurs et les observe avec la sympathie de sa propre délicatesse. Il saisit les choses simples, un paysage, l'image d'une ville, les animaux, les malades auxquels il s'est longtemps consacré avec dévouement comme spécialiste pulmonaire. La foi dans les puissances, qu'aujourd'hui beaucoup doivent reconquérir, Carossa ne l'a jamais perdue. Ces puissances embrassent la vie individuelle comme les grandeurs d'ordre supra-individuel, dirigeant et protégeant. Elles se manifestent pour chacun dans la constellation des circonstances et de leurs obligations, sous la forme de l'occasion, de l'appel qui s'élève de telle situation de vie. Que la vie soit dirigée par une sagesse plus haute appartient aux expériences originelles de l'écrivain. Cette foi lui est en elle-même évidente : une sagesse plus haute est au service de tous, même de ceux qui ne l'ont pas expérimentée.

Rudolf Alexandre Schröder, né comme Carossa en 1878, est le plus éminent représentant de la littérature protestante en Allemagne. A une époque si entreprenante de nouveautés et qui coupe les ponts avec le passé, il est un des grands « mainteneurs »; il prend dans sa main protectrice l'héritage séculaire et le transmet à sa génération, renouvelé dans les termes et prudemment interprété, pour sa joie et son édification. Très attaché au germanisme, il est un des plus larges esprits européens : son regard n'embrasse pas seulement le courant commun des origines et des développements de l'Occident, mais il est aussi à son aise dans la pensée et les œuvres des pays européens, particulièrement de la France et de l'An-

leterre; il est un grand médiateur dans tous les domai-
es. N'y aurait-il de lui que ses traductions, il aurait à
on actif une tâche extraordinaire. Il a consacré de nom-
reuses années à offrir aux Allemands un nouvel Homère,
ue la critique proclame la plus vivante traduction depuis
'oss. Ainsi a-t-il conduit ses compatriotes à Molière et
Racine, à Shakespeare et Gezelle et, récemment, à
liot.

Mais à côté de la louange de la beauté terrestre, il y
dans son œuvre une note eschatologique, la conscience
'être placé devant l'éternité, la question kierkegaar-
ienne du salut personnel qui le conduit finalement à
ccomplir sérieusement et avec une absolue loyauté, ce
u'il est nécessaire de faire un jour : se convertir au
'hrist, l'annoncer et devenir un apôtre dans le monde.
Transformé de fond en comble », autant qu'un homme
eut le dire de lui-même, il publie son œuvre spirituelle
ans le recueil de poèmes *Le milieu de la vie*.

Schröder est en train de devenir un des auteurs d'hym-
es de la communauté évangélique; il est certainement
premier grand créateur après Paul Gerhardt. Dans ses
eux de Pâques, de l'Avent, de Noël, se retrouvent, sim-
les et sans artifice, les représentations bibliques de
étoile, de l'étable et de la crèche; le cœur fidèle revient
espectueusement aux origines du christianisme.

Traiter également en détail l'œuvre de Gertrud von
e Fort nous emmènerait trop loin. Elle possède un
rand renom; elle a depuis longtemps l'oreille du monde
ntier. Comme poète, comme philosophe, comme théolo-
ienne, elle a eu l'énergie d'abandonner d'anciennes
onceptions et de s'acclimater à des systèmes nouveaux
t en partie opposés aux premiers. Avec une profonde
xpérience des détresses essentielles de notre époque,
u'elle a elle-même traversées, elle est capable, mieux

que la plupart des écrivains actuels, de libérer l'homm de son isolement et de le placer dans un ordre qui em brasse le ciel et la terre. Comme théologienne parmi le écrivains, son devoir principal est de considérer le mond d'en haut, — comme acte créateur de Dieu, — et e même temps, de redonner à l'homme sa place dans l'o ganisation du monde. Ainsi peut-elle lui trouver la pos tion d'où il comprendra le sens de ses épreuves actuelle et lui procurer ce qui le sauvera, par la part qu'elle aux principes guérisseurs du monde. Aussi son œuv offre-t-elle une vaste vue d'ensemble du monde do l'homme tire sa vie et son sens.

Un examen plus attentif de son œuvre révélerait tro cycles de thèmes. Elle traite de l'Église, de l'Empire de la Femme. Le thème de l'Église est le plus importan Lui appartiennent les romans si discutés *La fondatio romaine*, *La couronne des anges* (sous le titre d'ensemb *Le voile de Véronique*) avec sa terrible actualité : qu doit faire le chrétien en un monde qui a succombé sa espoir à l'impiété ? L' « Empire » est considéré comme mission de Dieu confiée au peuple allemand. Le peup allemand a, comme chaque peuple, sa mission propre qu Dieu lui a confiée. Ce qui est le contraire d'une préte tion de politique nationale : les peuples et les natio doivent se comprendre comme historiquement salutaire A ce cycle appartient *Les noces de Magdebourg*. Un tie de son œuvre est consacré au thème de la Femme. D point de vue d'un ordre embrassant tout le créé, e dessine une image de la femme présentée comme charg d'un rôle fondamental dans le plan de la création. S livre *La Femme éternelle* développe de profondes pe sées. Puisque Dieu a établi une moitié de l'être « irrév cablement femme », elle limite nécessairement par là le fonctions de l'homme. Gertrud von Le Fort pense égal

ment que le fait que l'Incarnation, le plus grand mystère du monde, y soit entré par une femme, est digne de réflexion. C'est pourquoi elle entreprend de développer, à partir de la figure de Marie, les traits qui constituent l'image essentielle de la femme. Elle les voit dans la disponibilité au don et l'obscurité. Ces deux caractères demeurent ceux de la femme dans ses trois vocations : comme vierge, comme épouse et comme mère. C'est à partir de là qu'il faut comprendre ses nouvelles poétiques : *La dernière à l'échafaud*, *Le rappel de la damoiselle von Barby*, et *La fille de Farinata*.

Entre temps de nouvelles voix se sont élevées que nous ne devons pas méconnaître. La grande œuvre romanesque de Edzard Schaper est animée par *La force des faibles*. Horst Lange tend l'oreille vers les voix obscures de la création; Manfred Hausmann, dont la plume fut autrefois légère, n'a cessé de croître en gravité et écrit des œuvres lyriques et de prose poétique selon les principes de la philosophe barthienne. On n'oubliera jamais que Rheinhold Schneider, à la dure époque de la domination nationale-socialiste, fut un témoin imperturbable de la vérité. Le grand roman protestant du temps actuel manque encore; le dernier a été l'inoubliable *Lennacker*, de Iora Seidal. Le critique trouvera peut-être que la création littéraire en France, en Angleterre et en Amérique semble plus sensationnelle et plus grandiose, mais le champ de la langue allemande aussi est richement cultivé. L'ouverture de l'arc est vaste : elle embrasse deux infinis, le néant et la grâce.

WILHELM GRENZMANN,
Université de Bonn.

NOTES ET CHRONIQUES

Mgr FELTIN ET LA PAIX

« La paix est devenue non plus le premier, mais le problème de notre temps. » C'est pourquoi S. Exc. l'archevêque de Paris a cru répondre à un devoir pastoral en acceptant l'invitation des Conférences des Ambassadeurs à parler de la paix, le 21 décembre dernier, à la salle Pleyel.

Distinguant les deux aspects du thème selon qu'on le considère par référence à la guerre pour l'empêcher ou à un ordre pour le promouvoir, Mgr Feltin analyse d'abord :

La condition de la paix

La paix est conditionnée par la suppression de la guerre et de son cortège de ruines. La dernière a coûté la vie à 32.000.000 de soldats tués sur les champs de bataille, à 20.000.000 de civils écrasés par les bombes, à 26.000.000 d'êtres assassinés dans les camps de concentration; elle est responsable de 45.000.000 de déportés, de 30.000.000 de mutilés; les ruines matérielles sont évaluées à 375 milliards de dollars-or. Les désastres moraux ne peuvent se mesurer. Les menaces effroyables d'aujourd'hui provoquent des symptômes plus graves encore chez les hommes, révolte désespérée des plus lucides, hébétude prostrée et divertissement hystérique de la foule.

L'Église n'est pas demeurée insensible aux appels qui montent vers Elle. L'Histoire témoigne de son effort incessant pour mettre la guerre hors la loi : éducation des Barbares, apaisement des querelles féodales, protection des faibles par la paix de Dieu, restriction des conflits par la trêve de Dieu, transformation de la Chevalerie en sauvegarde du droit. Aujourd'hui l'Église offre une mystique, une doctrine, un programme.

La guerre c'est le péché contre l'amour, « l'outrage suprême au Christ en croix réconciliant tous les hommes dans son sang ». Il faut en convaincre les hommes, les chrétiens; il faut des missionnaires dévorés dans leur cœur par le tourment d'un François d'Assise, prêchant comme lui que « l'amour n'est pas aimé... Tant que les chrétiens n'auront pas compris que tuer un homme c'est tuer le Christ, la vie humaine ne pèsera pas lourd dans la balance des nations ».

La théologie nous le rappelle, l'Église ne compte pas sur la guerre pour résoudre les conflits, mais sur le recours aux arbitrages et le désarmement; elle souhaite la suppression des armements en tant que nationaux. Ce désarmement, Pie XII l'entoure de garanties, il le veut mutuellement consenti, organique, progressif, dans l'ordre politique comme dans l'ordre spirituel. Si l'objection de conscience demeure du domaine des questions controversées, la théologie moderne réduit à des cas extrêmement rares les possibilités d'une guerre juste, à deux cas exactement que Pie XII indique dans son message de Noël 1948 : sauvegarde des biens qui valent plus que la vie, solidarité à l'égard d'un membre de la communauté humaine iniquement attaqué. Ces deux cas, soulignons-le avec Mgr Feltin, sont mis en relation avec l'existence d'une organisation internationale des peuples. Ainsi ce n'est pas seulement l'enjeu, mais la nature du conflit qui se transforme.

« A partir du moment où un gouvernement mondial constituant une juste représentation des États et respec-

tant la part de souveraineté qui leur est nécessaire interviendrait par la force pour contraindre une nation coupable à respecter le droit, l'emploi de la force ne constituera plus, à proprement parler, une guerre, mais une opération de police internationale. »

Cet enseignement contient un programme d'action dont le magistère fait un devoir impérieux à tous les chrétiens.

La nature de la paix

La nature de la paix réside dans un ordre à promouvoir, une coordination des efforts des nations subordonnée au bien commun. Le président international de *Pax Christi* souligne la rapidité déconcertante avec laquelle les différentes techniques (cinéma, radio, aviation, télévision, etc.), raccourcissent les distances entre les peuples. Mais les hommes ne se sentent pas plus près les uns des autres; le progrès technique ne s'accompagne pas d'un progrès moral; les uns le subissent, d'autres prétendent le mettre au service d'un impérialisme mondial. De là ces blocs antagonistes, cette interrogation angoissée : faut-il préférer la même paix, imposée par la volonté du plus fort, ou la coexistence de trois ou quatre humanités distinctes qui ne se comprendront pas entre elles.

« Chrétiens, répond Mgr Feltin, nous croyons qu'au delà de ce dilemme de l'isolationnisme ou du messianisme unitaire, s'offre au monde un autre choix : à la catholicité religieuse qui rappelle à tous les hommes leur unité de race, d'origine et de destinée, doit correspondre dans les faits une catholicité sociale, économique et politique. »

Les circonstances y sont propices; ne vivons-nous pas à l'âge international? « Le devoir est clair pour chaque patrie de renoncer à ce qui les referme sur elles-mêmes et de s'ouvrir aux autres en renonçant à une part de leur souveraineté pour la remettre à une autorité plus haute. »

C'est pourquoi l'Église suit avec sympathie l'organisa-
ion des Nations Unies. Si elle ne dissimule pas ses
éserves quant à certaines insuffisances et certains à-
rioris doctrinaux, elle préfère infiniment ces efforts im-
arfaits à des critiques stériles. A cette structure mon-
iale des peuples, elle apporte des bases, sociologique :
a solidarité à tous les plans de la vie humaine; huma-
iste : la dignité de la personne humaine; morale : le
roit naturel; religieuse, enfin. Sur ces fondements se
onstruira l'édifice « supra-national », selon le terme
euf dont se servait Pie XII en 1946. Il suppose un
ouvernement mondial mais nullement unitaire, mandaté
ar les nations qui subsisteraient, bien vivantes. « La
aix que souhaite l'Église est une symphonie vivante des
atries », note très heureusement Mgr Feltin; « chacune
'entre elles, un peu comme chaque famille, a reçu de
Dieu une vocation particulière ». Pour y répondre, il est
lair qu'elle devra respecter ses voisines et aussi bien
'en faire respecter. Ce respect s'étendra aux minorités,
ux races, à la justice dans la répartition des matières
remières et des biens fabriqués, selon les besoins.

La paix commence en nous. « Comment devenir l'ami
e nos frères chinois, russes, américains, hindous, maro-
ains si l'on n'a pas le courage de renoncer à une mes-
uine querelle d'héritage, si l'on continue à salir ses
dversaires politiques, à mépriser son employé ou son
mployeur. »

Elle se continue en gestes concrets qui doivent se ma-
ifester sur tous les terrains, et notamment dans ce
omaine politique où Pie XI voyait le champ de la plus
aste charité.

Les paradoxes de la paix

La paix n'est pas de ce monde, et cependant il nous
aut l'y promouvoir. Il n'y aura pas de paix véritable

tant qu'il y aura un pécheur sur la terre, mais le chrétie qui ne confond pas le monde d'ici-bas avec la Jérusalen céleste sait aussi qu'il doit tout entreprendre pour rendr ce monde temporel moins indigne, moins éloigné de celu auquel il aspire.

La paix est mission d'Église et fonction de la cité L'Église, a dit Pie XII, est mandatée par le Sauveu pour conduire tous les peuples à leur salut éternel. Cett mission que nous rappelons au *Credo* par le mot « catho lique » amène à christianiser les relations internationale parce que celles-ci conditionnent pour une part le salut Mais la cité revendique pour elle-même ce domaine, l'ac tion du magistère y est surveillée, bientôt dénoncée, e ce d'autant plus facilement que l'Église a des fils dan tous les camps.

Au-dessus des conflits l'Église est une Mère qui en seigne à ses enfants à s'aimer. Voyant plus haut et plu loin que nous, elle distingue, par delà les oppositions qu nous aveuglent, les facteurs qui nous unissent. Mgr Fel tin cite le mouvement international *Pax Christi* comm une réponse d'Église à ces problèmes, l'union de la hié rarchie elle-même par-dessus les frontières dans un mou vement de prières, d'études et d'action.

En nous découvrant l'anatomie de la paix, l'arche vêque de Paris nous convie à un effort, celui-là mêm que s'assigne *Pax Christi* : une supplication au Princ de la Paix, une étude attentive, nous dirions volontier pénétrée d'humilité, des conditions dans lesquelles nou pouvons y travailler, et enfin l'action concrète, persève rante, au plan qui est le nôtre, celui du foyer, de la pro fession, de la cité, comme à celui, aux innombrable aspects, aux solidarités diverses, des relations interna tionales.

HENRI ROLLET.

QUESTIONS
SUR L'ACTION COLLECTIVE CHRÉTIENNE

1. Au début du XXe siècle le danger essentiel paraissait être une séparation entre la vie intérieure et le comportement temporel (en admettant que la vie intérieure fût authentique, car il y avait aussi le danger d'attitudes religieuses détachées de toute conviction, mais il n'en est pas question ici),

On constatait, par exemple, que des hommes individuellement soumis aux exigences morales du christianisme se trouvaient être dans la société les collaborateurs d'un monde injuste, fondé sur le mensonge et sur l'argent, écrasant pour les humbles.

2. En conséquence, le renouveau chrétien qui s'est manifesté en France entre les deux guerres s'appliquait beaucoup à « incarner le message de Dieu ». Chaque chrétien était invité à prolonger dans son action temporelle les exigences de vérité, de justice et de charité que lui inspirait sa foi.

3. Tant qu'il s'agissait de la formation des consciences (dans les mouvements de jeunesse par exemple), la question ne se posait guère de savoir si ce rayonnement temporel du chrétien devait être personnel ou collectif.

Toutefois, le renouveau chrétien s'étant caractérisé aussi par une mise en valeur du sens communautaire dans l'ordre ecclésial, il y avait une tendance à sentir et à agir de même dans l'ordre temporel.

4. D'autre part, il fallait une certaine valeur personnelle pour maintenir tout seul les exigences morales nécessaires dès lors qu'on avait échappé aux mouvements. Les milieux chrétiens cherchaient donc d'instinct à prolonger l'embrigadement de leurs militants.

5. Mais l'action collective des chrétiens pose des problèmes extrêmement graves. Il faudrait distinguer soigneusement les cas où l'on agit « en chrétien » et ceux où c'est « en tant que chrétien » ; mais cette distinction, relativement facile au plan personnel, est presque impossible dès lors qu'il s'agit d'un groupe.

En fait, les chrétiens ayant réfléchi collectivement aux problèmes temporels en sont arrivés :

— d'une part, à se mettre d'accord sur certaines solutions qu'ils avaient donc tendance à présenter comme des solutions chrétiennes, alors qu'il s'agit de questions disputées où la théologie laisse, dans certaines limites éventuellement tracées par le Magistère, toute liberté aux recherches de chacun ;

— d'autre part, à créer, pour promouvoir les dites solutions, des organisations à étiquette chrétienne plus ou moins visible.

Il est frappant de voir dans quelle large mesure les dirigeants des groupements catholiques de jeunesse ont fourni leurs cadres au syndicalisme C.F.T.C. et à la politique M.R.P. (pour ne rien dire de ce qui s'est passé, dans un sens différent, sous le régime de Vichy).

6. Or, il est évident que la présentation avec étiquette catholique de positions temporelles contestables entraîne un scandale pour tous les hommes de bonne volonté qui croient avoir des raisons valables de les repousser.

On a constaté que « l'Église avait perdu la classe ouvrière » pour s'être solidarisée avec un capitalisme pourrissant. Mais le remède n'était pas de créer un travaillisme chrétien pour substituer un conformisme à un autre. Au reste, les résultats sont là. Ce travaillisme continue de subir sur sa droite les attaques des conser-

vateurs, et il est débordé sur sa gauche du fait que son installation au pouvoir l'a amené à toutes sortes de compromis avec l'état de choses qu'il dénonçait au départ.

Il apparaît donc que le danger essentiel, en notre milieu du XXe siècle, n'est plus l'excessive séparation du spirituel et du temporel, mais bien au contraire leur confusion.

7. Sans doute pourrait-il apparaître comme théoriquement possible d'éviter cette confusion même sans renoncer à l'action collective. Mais en pratique c'est extrêmement difficile, en particulier à cause du tempérament grégaire et timoré de la plupart des chrétiens, — il s'agit là d'ailleurs, pour ainsi dire, de l'envers d'authentiques vertus (sens communautaire et sens de la discipline), — mais pour ce qui nous occupe ici ces tendances psychologiques sont fâcheuses.

8. On se trouve ainsi amené à conclure que, si bien entendu la vie religieuse doit rester communautaire, toute action commune des catholiques en matière temporelle est à éviter par principe, comme ayant des inconvénients extrêmement graves pour des avantages contestables.

9. Doit-on pour autant renoncer à assurer l'unité de la vie temporelle et spirituelle des chrétiens ? Évidemment non. Il est très légitime, et même indispensable, à cet égard :

— d'une part, de rappeler aux fidèles que ce serait une trahison de leur part que d'élever un mur entre leur vie privée et leur vie professionnelle et publique, et qu'ils doivent être chrétiens dans tous les actes de leur vie;

— d'autre part, que dans le monde moderne cette exigence ne saurait être satisfaite par de simples règles de comportement personnel, et que l'action du chrétien ne peut se dispenser de se hausser jusqu'aux problèmes de structure ; tel est exactement le sens des « encycliques sociales » et de telles autres motions du magistère.

10. Mais on doit s'en tenir à ces principes et laisser à

chacun la liberté de les appliquer. En particulier, si un chrétien juge bon de procéder à une recherche ou à une action collective, qu'il le fasse selon une formule pluraliste.

— Il y gagnera sans doute de grouper davantage de compétences techniques.

— Il évitera que les mêmes choses qu'il veut faire soient faites en même temps à côté de lui et sans lui, voire contre lui, de sorte que les non-croyants aient l'impression de son absence ou de sa sécession.

— Il ne risquera plus de compromettre l'Église et la religion dans les positions qu'il aura prises.

— Et par surcroît, s'il est chrétien authentique, il y trouvera une occasion de rayonnement.

11. Quant au danger d'être « mis en minorité », « noyauté », « utilisé », etc... On remarquera qu'il n'y a pas d'efficacité sans risque, — qu'il faut cesser de considérer les chrétiens comme des incapables ayant besoin de tuteurs, — et que c'est un cercle vicieux que de bouder les organisations pluralistes pour constater ensuite que les chrétiens y sont peu nombreux.

12. *Excursus :* Il y aurait peut-être beaucoup à dire sur l'interprétation de la sentence : « Rendez à César... » Ne peut-on y voir l'expression d'une attitude de désintéressement radical à l'égard de l'ordre politique, bien plus qu'une invitation à la soumission fondée sur des raisons positives ? Il est, au surplus, devenu banal de rappeler que les premiers siècles chrétiens ont laissé subsister l'esclavage avec beaucoup d'autres injustices, et que l'idée de transformations de structure est absente de l'Écriture et des textes de l'Église primitive. Sans doute nos pères dans la foi ne jugeaient-ils pas utile de se prononcer sur les institutions tant que la bonne nouvelle n'avait pas transformé le cœur des hommes.

André Fayol.

LES SIGNES DU TEMPS

Tunisie : la guerre ou la paix?

Lorsqu'il y a un an furent arrêtées les premières réformes tunisiennes, le résident général de France déclarait qu'il s'agissait de la première des étapes devant conduire la Tunisie à « l'autonomie interne ». Après deux mois de négociations, le gouvernement français opposait une fin de non-recevoir aux doléances tunisiennes. La note du 15 décembre ne pouvait qu'ouvrir les vannes au ressentiment et à la colère. On sait comment ce ressentiment et cette colère se sont manifestés, et par le canal d'informateurs étrangers aux deux pays on a pu savoir aussi comment la « répression » s'était exercée.

Geste spectaculaire du gouvernement tunisien : le recours à l'O.N.U. La faiblesse juridique de la position tunisienne ne retire rien à la signification de la démarche effectuée. Les Tunisiens, qui depuis plus d'un an ont cru en la possibilité d'une négociation directe avec la France, ont perdu tout espoir. Le recours, rédigé en termes modérés, laissait cependant percer le désir de revenir aux négociations directes lorsque les responsables français auraient « repris » conscience de la situation. Cette prise de conscience ne se manifeste guère que par des mesures de police : interdiction du congrès du Néo-Destour, et, devant l'insurrection, proclamation de l'état de siège, « ratissage » du cap Bon, dynamitage d'habitations des membres du Néo-Destour, intervention de la Légion étrangère en même temps que des C.R.S.

Est-ce à cela que l'on voulait arriver? Car, enfin, l'on ne mène pas pendant des mois une politique alternée d'encouragements et de faux-fuyants sans que le partenaire avec lequel on négocie ne perde confiance et patience.

Que veulent les Tunisiens? Réforme municipale, élargisse-

ment de la fonction publique, ne sauraient constituer que des questions de détail. L'affirmation claire et sans restriction de la souveraineté tunisienne est une question de principe de laquelle toutes les autres dépendent. Les traités qui ont établi le protectorat de la France sur la Tunisie, traités auxquels nos gouvernants et nos colons se réfèrent avec constance, n'ont pas fait disparaître la souveraineté de l'État tunisien. Alors qu'en coûte-t-il de proclamer cette souveraineté ?

Ici, déjà, interviennent les colons tunisiens, et avec les colons des grands domaines, les directeurs des sociétés et leurs employés, les fonctionnaires, du directeur qui a rang de ministre au douanier ou au gendarme, soucieux de l'avenir de leurs enfants sur une terre qu'ils considèrent comme leur. « Il n'y a pas, il n'y a plus, disent-ils, de souveraineté tunisienne; la Tunisie, c'est nous qui l'avons faite; tout au plus peut-on parler de *co-souveraineté franco-tunisienne,* et c'est cette co-souveraineté qu'il s'agit d'aménager. » Qui soutiendrait ce monstre juridique ? Nos gouvernants ne s'y sont pas risqués, mais je suis moins sûr que G. Luzy que ce mythe, comme celui de la « prépondérance », ait perdu beaucoup de son crédit parmi les Français de Tunisie.

Aussi le gouvernement préfère-t-il, avec M. Edgar Faure, parler de « souveraineté beylicale ». En cela, M. Faure se révèle plus beylical que le bey lui-même, qui demande à devenir un monarque constitutionnel. Le Quai d'Orsay a eu beau expliquer que dans l'état actuel des choses le bey est dépositaire de la souveraineté tunisienne, les Tunisiens, qui regardent vers l'avenir au lieu de se tourner vers le passé, savent ce que souveraineté tunisienne appelle : constitution démocratique, assemblée, régime représentatif. Les colons le savent aussi et rétorquent que dans de telles institutions leur minorité ne saurait demeurer prépondérante; qu'elle ne pourrait même pas se trouver à égalité en face des éléments tunisiens. Les fonctionnaires savent qu'ils ne seraient plus en « prise directe » et que les rouages tunisiens ne seraient plus, entre leurs mains, des instruments dociles. On se trouve ainsi devant ce paradoxe d'un gouvernement républicain qui, ayant fait sien le point de vue des colons, au mépris de sa constitution et de ses engagements internationaux, s'oppose aux aspirations d'un État « protégé » à être doté d'institutions parlementaires et démocratiques.

Le nœud du problème est là; celui-ci résolu, les autres ne souffriraient que difficultés d'application, non négligeables, mais de second plan. Et l'on ne peut invoquer dans cette affaire l'influence communiste, minime en Tunisie, ni l'influence de la Ligue arabe, qui n'est sensible qu'au travers du Vieux Destour minoritaire. Certes, l'exemple des pays arabes est assez proche, mais on a vu avec quel retard les pays arabes se sont décidés à porter la plainte tunisienne devant le Conseil de Sécurité.

L'on peut donc dire que toutes les chances se trouvaient réunies pour aboutir à une solution qui aurait pu servir de modèle à d'autres associations, qui aurait sur le plan international fortifié la position française, aux yeux des pays arabes et asiatiques, comme vis-à-vis de l'Amérique elle-même.

Comment ne pas comprendre dès lors la réaction violente du peuple tunisien ? Contrairement aux assertions du « Rassemblement français de Tunisie », le peuple tunisien a prouvé son unité. Il ne tenait qu'à la France que cette unité ne se tourne pas contre elle. Bourguiba et les chefs du Destour en prison ou en résidence surveillée, l'on avait pensé que le désordre cesserait du même coup; l'erreur de ce calcul est assez manifeste pour que l'on n'insiste pas. Aucune des mesures prises, de « la mise en surveillance » de Bourguiba aux exploits de la Légion étrangère, n'est de nature à favoriser le rétablissement de la paix. Dès lors peut-on se demander si la fin de non-recevoir opposée aux négociateurs tunisiens, comme auparavant la nomination des chefs militaires ayant fait leurs preuves dans la répression de Madagascar, n'étaient pas le fruit d'un plan sciemment calculé ?

Nous voulons espérer qu'il n'en est rien. Nous voulons espérer, au contraire, qu'il n'est pas trop tard pour revenir aux négociations.

« En pays d'Islam, ce qui est plus dangereux que la faiblesse, c'est de donner l'impression de la peur », déclarait récemment au *Monde*, M. Colonna. Et le représentant au Conseil de la République des Français de Tunisie d'avouer que jamais il n'avait eu aussi peur qu'au cours des derniers événements. Une autre peur n'avait-elle pas précédé chez les

colons : la peur de perdre des positions acquises, des privilèges, une prépondérance de minorité ?

« Il n'y aurait pas de pire comportement pour la France que de paraître être lâche », dit encore M. Colonna. Mais en quoi résiderait la lâcheté ? Dans l'instauration d'une politique de force destinée non seulement à rétablir l'ordre, mais à couvrir un ordre de choses périmé ? Ou à faire œuvre d'intelligence novatrice, d'ouverture, de justice ? Va-t-on une fois de plus s'acheminer dans la voie des erreurs qui nous a conduits à la terrible impasse d'Indochine ? Va-t-on une fois de plus se cramponner à une politique de prestige, abstraite et à courte vue ?

Il est temps, au contraire, de voir clair dans les aspirations des peuples qui se trouvent parvenus au seuil délicat de l'émancipation politique. Il est bien évident que cette émancipation ne peut être totale sur tous les plans, économique, technique, social. Les peuples au seuil de l'indépendance savent bien qu'ils ne pourront du jour au lendemain se passer de conseillers et de techniciens étrangers, du moins veulent-ils être libres de les choisir.

Des spécialistes nous disaient le nombre d'appels adressés par de jeunes États étrangers en vue d'obtenir le concours d'ingénieurs, de statisticiens, de professeurs français. Qui ne verrait là l'indice que notre pays a encore une mission à accomplir dans le monde d'aujourd'hui, même si cette mission ne le conduit plus à dominer.

Le problème tunisien mérite aussi d'être posé sur ce plan. Que veulent nos gouvernants ? Voir la France considérée de plus en plus en ennemie jusqu'à ce que la Tunisie revendique sa pleine indépendance par l'élimination de toute présence française ? Ou bien, favoriser délibérement et franchement cette marche à l'indépendance afin que dans la paix une libre association économique, technique et culturelle puisse s'établir durablement entre les deux pays ?

Si quelques intérêts particuliers doivent momentanément souffrir de la réponse donnée, l'intérêt général et l'amitié de deux peuples y sont pourtant subordonnés.

P.-A. MARTEL.

Angoisses britanniques

La mort de George VI survient à une heure où la Grande-Bretagne se trouve en face de graves décisions prendre.

La couronne échut à Victoria alors que la suprématie mon-ale de l'Angleterre était incontestable. Reine du commerce des mers, la jeune souveraine qui devait pour un demi-ècle s'identifier à la Britannia symbolique, allait aussi deve-r reine de l'Industrie.

Élisabeth s'assied sur le trône alors que le commerce inter-ational est paralysé dans de vastes secteurs du monde : urope de l'Est, Extrême Asie, Iran; tous liés hier aux ban-ies, aux assurances, aux maisons de commerce de la City. e trident de Neptune passe aux mains de l'oncle Sam et ndustrie britannique est depuis longtemps, et de loin, dis-ncée par celles des États-Unis, de l'U.R.S.S. et risque de tre de nouveau par celle de l'Allemagne même, demain levée de ses ruines au prix d'un prodigieux labeur.

Affaiblie par deux guerres ruineuses pour les vainqueurs êmes, diminuée dans son rayonnement économique, atteinte ns le prestige de sa monnaie, la Grande-Bretagne n'a pas, mme la France, la possibilité de se replier momentanément r son économie interne pour panser ses plaies et recomposer s forces. Son île exiguë peut nourrir à peine un tiers de sa pulation; à tout prix, il faut exporter pour gagner littéra-ent le pain quotidien.

Or, le peuple anglais a manifesté depuis la guerre ce qui rut n'être d'abord qu'une fatigue excusable, mais qui a rfois semblé révéler une lassitude proche du décourage-ent.

C'est que l'orgueil d'une grande tradition incite les diri-ants de ce peuple à des efforts disproportionnés. Après la emière guerre mondiale ce fut le téméraire redressement de livre sterling qui allait valoir au pays sept années de chô-age et finalement la faillite monétaire de 1931. Après la conde, ce fut le désir de ne pas renier deux milliards de

livres sterling de dettes de guerre contractées principaleme envers les Indes, l'Égypte et le Proche-Orient et de conserv encore une parité insoutenable à l'égard du dollar, cela to en introduisant de larges réformes sociales dont la char allait grever les prix.

L'épuisement qui en résulte s'est traduit par les sévèr privations que l'on connaît, et par une nouvelle dévaluati monétaire en 1949. Mais la dévaluation monétaire ne réso rien — elle n'est qu'un expédient qui recule de quelques mo l'échéance des options inéluctables. La guerre de Corée, et hausse subséquente des matières premières produites da la zone sterling dont Londres reste le centre, a prolongé répit. Mais à nouveau le baromètre monétaire est à tempê depuis plusieurs mois, et, malgré les contrôles, des fuites in vitables se manifestent dans le vaste système. Dévaluer nouveau sera peut-être nécessaire mais certainement insuf sant. Va-t-on en venir à ce qui eût été logique et raisonnab dès 1945, le blocage total des créances extérieures et la cré tion d'une nouvelle monnaie allégée et celle-ci librement co vertible? La cité de Londres conserve une suprématie tec nique incontestée et pourrait peut-être reconquérir, à faveur d'une audacieuse opération chirurgicale, la liberté manœuvre qu'elle a perdue depuis des années.

Peut-on galvaniser les énergies nationales assoupies redonner à la production charbonnière, devenue déficitai malgré les progrès de la technique, l'élan qui en faisait il y vingt ans encore, un des soutiens de l'économie anglaise?

Et, tout en conservant une politique autonome de chef communauté internationale, faut-il pencher davantage ve l'alliance atlantique ou n'entrer dans celle-ci qu'après avo participé à la création d'une Europe plus cohérente dont, bo gré mal gré, on dépend aussi?

Problèmes angoissants dont l'énoncé peut être clair ma dont les solutions ne sauraient être simples puisqu'au surpl elles sont interdépendantes.

Puissent nos voisins d'outre-Manche y faire face avec lucidité héroïque qui les inspira en 1940.

Les techniciens de Grande-Bretagne, qui ont su réaliser u aviation à réaction supérieure à celle des États-Unis, sont ce tainement capables de jouer un grand rôle. Il faudrait que l *Trades Unions* largement bénéficiaires du *Welfare stat*

comprennent que l'accroissement de la productivité est une condition essentielle du maintien du niveau de vie récemment atteint.

R. TRUPTIL.

Mesures de Barrage

Le nouveau gouvernement, en arrivant au pouvoir, a trouvé vides les caisses qui auraient dû contenir des dollars et de la monnaie européenne. Il s'en est fort étonné, encore qu'il ressemble comme un frère au gouvernement précédent. Il a trouvé, en outre, une spéculation contre le franc se traduisant dans tous les domaines : manœuvres sur les marchés étrangers et propagation du bruit de dévaluation à l'intérieur du territoire français. Aussi a-t-il pris certaines mesures spectaculaires qui ont fait beaucoup de bruit et dont il faut préciser un peu la nature.

Il est d'abord incontestable que les chiffres relatifs au commerce extérieur sont assez peu réconfortants ; on a, pendant l'année dernière, expliqué que cette détérioration de la balance de paiement provenait des *terms of trade*, c'est-à-dire du rapport du prix des importations sur celui des exportations. Malgré une amélioration à la fin de l'année 1951, le rapport du prix moyen des exportations au prix moyen des importations n'est que des quatre cinquièmes par rapport à 1949, et presque des deux tiers par rapport à 1948. Une partie importante du déséquilibre de la balance des comptes vient donc de l'enchérissement du prix de nos importations, dont n'a pas bénéficié le prix des exportations. Néanmoins, récemment, l'évolution en volume du commerce extérieur s'est également aggravée. Alors qu'envers la France d'outre-mer nous sommes en position excédentaire, ce

qui ne nous rapporte aucune monnaie étrangère, la balance envers l'étranger se détériore. Ce n'est pas tant les exportations qui diminuent; au contraire, le volume des exportations est sensiblement supérieur à ce qu'il était en 1950, le dernier trimestre excepté (ce trimestre a vu, comme l'on sait, un affolement des exportateurs et ne peut être pris comme référence). Par contre, les importations nécessaires augmentent considérablement et sont, en volume, un tiers plus élevées qu'il y a un an. La responsable de notre déficit est donc l'augmentation de notre production.

Mais le danger en février 1952 est devenu subitement important en raison des spéculations qui se sont mises à jouer contre le franc. Or, en ces matières, la spéculation est plus importante que les faits eux-mêmes; c'est pourquoi il a fallu agir brutalement et réglementer de nouveau les importations. Certes, une telle opération est contraire aux engagements internationaux qu'a pris la France; néanmoins, elle a été comprise dans les milieux de l'O.E.C.E., qui ne voyaient eux-mêmes aucun autre moyen pour notre pays d'améliorer sa situation. Chacun de nos interlocuteurs était plutôt inquiet de savoir comment lui-même serait affecté par ces décisions plutôt qu'il ne protestait contre le principe du retour au contingent d'importation.

Il ne suffit pas, toutefois, d'arrêter les importations excessives; encore faut-il prendre des mesures pour essayer de développer malgré tout les exportations. C'est, d'ailleurs, cet objet qui est le principal argument de ceux qui propagent la nécessité d'une dévaluation. En réalité, une dévaluation faite à chaud, en pleine crise sociale, n'aurait probablement aucun autre résultat que de faire monter les prix dans une mesure à peu près équivalente à la perte du taux d'échange du franc, et de nous remettre trois mois plus tard dans le *statu quo ante*. Par ailleurs, s'il est vrai que l'augmentation des prix nuit au commerce extérieur, ce n'est pas dans tous

les domaines. Il y a d'abord les pays pour lesquels il n'y a pas de marchés, comme l'Argentine, l'Espagne, la Russie, où le taux des changes importe peu. Il y a, en outre, un certain nombre de marchandises qui s'exportent facilement à l'époque actuelle et qu'il est inutile de souligner. Pour les autres, le gouvernement a pris des mesures consistant essentiellement en une subvention de 11 %, représentant le remboursement de taxes internes ; certes, déjà on cite l'exemple d'exportateurs qui ont pu ne pas abaisser leurs prix et garder pour eux le cadeau qui leur a été fait, mais c'est là, néanmoins, l'exception et, dans l'ensemble, nos exportations doivent connaître un regain d'actualité.

Dans quelle mesure ce coup de fouet sera-t-il durable ? Le taux de soutien de 11 % donne lui-même la réponse : tant que les prix internes n'auront pas monté d'autant.

Les exportateurs, il est vrai, pourraient, de leur côté, faire un sacrifice au moins équivalent. Si l'Allemagne a eu une excellente balance entre les deux guerres, c'est parce que les marchandises envoyées hors de ses frontières n'étaient pas grevées des frais généraux : c'est la politique générale des pays exportateurs. On n'a pas toujours compris en France cette nécessité. Mais il est évident qu'une hausse continue des prix rendrait inutiles dans quelques mois ces mesures de protection.

C'est donc un barrage que M. Robert Buron a voulu élever devant le danger. Cette tactique rappelle singulièrement celle qu'il avait préconisée il y a dix-huit mois devant l'augmentation du prix des matières premières, conséquence de l'invasion de la Corée. Robert Buron avait demandé des subventions passagères, prophétisant le retour de la formule du prix international des matières premières. On peut voir, maintenant, que les matières premières sont effectivement revenues sur les marchés mondiaux à leur prix d'il y a deux ans. On n'en dira pas autant des prix français, puisque le barrage n'a pas été sérieusement construit et que la politique de résis-

tance à la hausse internationale a été officiellement désavouée en année d'élections. On en voit maintenant le résultat.

Il en est de même des mesures qui viennent d'être prises : elles donnent trois mois de répit pour que nous nous décidions à arrêter la hausse continuelle des prix. Techniquement, la chose est possible, mais le climat politique n'y est pas, et ceci est une autre histoire et un autre signe des temps.

JACQUES DUMONTIER.

Le franc et les Français

Le franc semble voué à une mort bien ingrate. Certes chacun trouve des mots émouvants pour rappeler le bon temps où, resplendissant de jeunesse et de vigueur il imposait sa loi, sa juste loi, à tous les contractants. On énumère à loisir les conséquences de sa faiblesse, l'incertitude de tout ce qui a perdu un prix, l'extrême prudence à laquelle il contraint ceux qui sans son appui n'osent plus s'aventurer sur les voies toujours risquées de « paris » sur l'avenir, et les oraisons presque funèbres dont il fait l'objet se terminent par des invocations à autrui dont « dépend la défense du franc ».

Cependant, sitôt ces discours achevés, chacun retourne à ses affaires pour trouver le meilleur moyen d'éviter les effets de cette mort, sinon de s'en servir pour accroître ses revenus on achève le moribond sans même s'en rendre compte.

Pour mesurer les efforts déployés par chaque groupe social dans cette lutte *contre* le franc, il faut nous rappeler quelques caractéristiques essentielles de l'inflation en France. La demande de produits reste depuis la Libération très supérieure à l'offre dans de nombreux secteurs. La hausse de prix provoquée par toute hausse de revenus, de salaires en particulier prend sur ces marchés « tendus » des dimensions imprévisibles.

Supposons une augmentation des salaires provoquée ou non

une spéculation commerciale ou par une hausse des prix ustriels. Les revenus accrus des travailleurs vont se diriger s le marché de détail des produits et services fournis par commerçants, intermédiaires, petits entrepreneurs, profes- ns libérales. Les « milieux indépendants », exagèrent la sse des prix puisque les produits sont rares ou volontai- ent raréfiés par un stockage, qui est payant en période nflation. Les mêmes milieux augmentent sans crainte leurs x puisqu'une longue expérience leur a appris à user de flation et non plus de la craindre comme après l'expérience emande de 1923.

e grand nombre de ces « milieux indépendants », en nce, leur permet d'empêcher, politiquement, et en fait, t contrôle efficace des prix. Il leur permet également d'évi- que le manque de revenus pour acheter des produits à it prix ne freine l'inflation : leurs propres revenus, qui gmentent avec la hausse des prix, forment une masse assez ge pour maintenir élevée la demande.

l est frappant d'observer l'ordre dans lequel se déroulent hausses de prix dès que l'inflation s'accélère. Jusqu'en 8, les produits alimentaires dont les prix sont libres (œufs, mages, etc...) augmentaient après l'or et les devises, mais nt les produits industriels non contrôlés, les salaires et les oduits socialisés : gaz, électricité, matières premières, blé. s « milieux indépendants » ont devancé la hausse. Sans ite en 1949 et en 1950, les prix socialisés ont « regagné » r retard; mais depuis que la hausse des prix a repris un rs rapide, les prix des produits et services des « milieux épendants » (en particulier les marges des intermédiaires) vancent à nouveau l'inflation.

En résumé, on peut distinguer quatre attitudes caractéristi- es des groupes français face au franc.

— Les « *milieux indépendants* » *échappent* aux méfaits de nflation parce que personne *ne peut contrôler* les hausses de x qu'ils effectuent avant les autres parties de la population. rtes, ils ne vivent pas tous dans l'opulence, mais ils *vivent vivent bien* à un moment où, beaucoup trop nombreux, tains devraient sans l'inflation quitter leur fonction. De rir devant l'inflation par ces hausses de prix, ou par des culations très « honnêtes » d'achat à crédit, leur permet de vivre.

— *Les grands entrepreneurs s'accommodent* de l'inflatio en répercutant les hausses. Toutefois elle gêne leurs calcu économiques; elle ne *profiterait* à certains que si elle devena galopante, leur donnant la possibilité de racheter les petite entreprises (cf. l'expérience allemande de 1923).

— *Les salariés* qui, par pression, ont obtenu des échelle mobiles de fait, *souffrent* malgré tout de l'inflation car le hausses de salaires sont souvent tardives.

— *Les rentiers* qui n'ont que leurs rentes pour vivre et n savent pas spéculer ont été *réduits à la misère* malgré le quelques emprunts indexés et les revenus « réels » de fer mage.

La majorité du pays est donc arrivée à se défendre contr les méfaits de l'inflation; mieux, une minorité puissante, « le milieux indépendants », *vit à l'abri de cette inflation* auss longtemps qu'elle n'est pas galopante, et détruit jour aprè jour le franc. Il devient difficile d'arrêter l'inflation, lorsqu pour certains « l'intérêt » particulier satisfait l'intérêt parti culier, au moins en « courte période », n'en déplaise à l'*Eco nomist* [1]. Pour comprendre son erreur, on peut se demande si la nation ne devra pas en arriver à un état de pauvreté e de misère collective dont le signe, plus que la cause, serai les derniers râles du franc.

GUSTAVE CHABOT.

Les Allemands face à leur réarmement

En France, on a généralement été surpris par l raidissement de la politique extérieure du chance lier Adenauer, qui était considéré comme un homme rela tivement modéré, en comparaison d'une opposition socia liste se distinguant par un nationalisme de plus en plu violent. Ce raidissement, dont l'habileté diplomatiqu peut être fort discutable, s'explique par un certain nom bre de circonstances d'ordre intérieur.

1. *The Economist*, août-septembre, 1951.

La présence d'une opposition socialiste énergique n'en est qu'une cause accessoire. L'hostilité du parti de Schumacher envers le plan Schuman a été beaucoup plus forte qu'en face du projet de l'armée européenne. Les sociaux-démocrates ne se sont jamais prononcés d'une manière très nette contre le principe même du réarmement. Leurs critiques ont été dirigées, en premier lieu, vers ses modalités et notamment vers le refus allié d'accorder à l'Allemagne une égalité de droits sans aucune réserve. Le chancelier Adenauer craignait donc moins l'opposition socialiste en soi que sa possibilité d'exploiter à chaque instant en sa faveur le mécontentement profond des masses envers sa politique de réarmement.

On néglige trop un phénomène entièrement nouveau dans la politique allemande, c'est-à-dire le fait que la majorité du peuple a rompu avec la tradition militariste et voit, à présent, dans l'uniforme, non pas un symbole d'honneur, mais un habit hautement indésirable. Les fervents de la remilitarisation ne représentent plus qu'une faible minorité, agissant en partie par intérêt personnel. La jeunesse se souvient encore trop bien des dures années de guerre pour conserver le moindre attrait pour l'uniforme. L'aversion est encore beaucoup plus forte dans les milieux ouvriers. La direction des syndicats avait pris la décision de principe d'appuyer, avec certaines réserves, la politique de réarmement — d'ailleurs dans l'espoir d'obtenir en contrepartie l'accord du gouvernement et de sa majorité pour une extension du système de la co-gestion à l'ensemble de la grande industrie d'outre-Rhin. Ces syndicalistes responsables avaient bien mal apprécié les réactions possibles des masses. Leurs déclarations ont immédiatement provoqué une véritable vague de protestations dans toutes les organisations de base. Dans plusieurs grandes entreprises allemandes, les ouvriers organisèrent même des grèves de protestation contre le réarmement. Bien entendu, les communistes, qui gardent, en dépit de leur faible importance numéri-

que, une influence qu'on ne devrait pas sous-estimer, exploitent à fond la situation.

L'antimilitarisme allemand peut être considéré comme purement provisoire et ne pas inspirer beaucoup de confiance aux Français. En attendant, il est néanmoins une réalité certaine dont la diplomatie internationale devra tenir compte. A notre avis, il n'est pas exclu qu'il devienne un phénomène permanent de la mentalité allemande. Des coupures historiques brutales dans les conceptions d'un peuple ne sont pas rares. La catastrophe hitlérienne a été suffisamment forte pour déraciner de la mentalité allemande ce qu'on considère être sa tradition militariste.

Quoi qu'il en soit, le chancelier Adenauer a fort bien compris qu'il ne pourra faire accepter par le peuple allemand son réarmement qu'en lui expliquant que le sacrifice qu'il s'impose en vaille politiquement la peine. Pour cette raison, il exige des Alliés un maximum de concessions. Fort probablement, l'Allemand moyen trouvera toujours la dot du mariage atlantique insuffisante. Les discussions germano-alliées dans ce domaine sont d'ailleurs dominées par un malentendu psychologique profond. Du côté français, on estime faire à l'Allemagne un cadeau extrêmement généreux en lui restituant le droit de former des divisions. Du côté allemand, par contre, et surtout en ce qui concerne l'homme de la rue, on voit dans ce cadeau une invitation aussi coûteuse que gênante à participer à la défense commune de l'Europe occidentale, c'est-à-dire à un sacrifice qui ne lui impose pas la moindre obligation de reconnaissance. Les Alliés attendent de l'Allemagne le prix de leur générosité et l'Allemagne réclame la contrepartie de son sacrifice. On comprendra aisément, dans ces conditions, les difficultés psychologiques d'une entente.

15 février 1952.

ALFRED FRISCH.

Albion et la perfide Europe

Le refus britannique de contribuer à « faire l'Europe », pour user de ce slogan très déplaisant, rrite plus les Français qu'il ne les instruit. Un essai l'explication peut donc n'être pas inutile. Nous voulrions présenter quelques remarques aidant à une telle xplication. Il ne s'agit pas de définir *la* position anglaise, car ceci supposerait qu'il existe une telle posiion, consciente et uniforme, sinon officielle.

Deux notes liminaires : la première est qu'il importe le se rendre compte que l'impossibilité tactique de s'engager dans la voie d'une fédération européenne est de la nême mesure à Westminster que l'impossibilité de faire payer des impôts aux paysans l'est au Palais-Bourbon. Jn parti qui s'engagerait dans cette voie serait sûr de on sort aux élections suivantes, et un chef de gouvernement qui s'y engagerait serait sûr de ne pas rallier la majorité de son parti. La seconde a trait à l'étonnement manifesté en France devant la position présente de M. Winston Churchill. L'expression de celui qui est le neilleur prosateur de son temps n'a certes aucun mal à listiller des ambiguïtés volontaires, mais ce serait témoigner d'une lecture bien distraite de ne pas admettre que et étonnement soit feint.

Venons-en au fond en partant de l'économique. L'argument le plus fort en faveur de cette Europe qu'on nous propose est qu'un marché limité aux frontières d'une nation petite ou moyenne est une condamnation à a médiocrité. Ou, pour parler plus franchement, que certaines modifications profondes et urgentes de la structure de l'économie française ne seront possibles que si l'on fait éclater un cadre national dans lequel l'équilibre social et politique interdit l'espoir de telles modifica-

tions. Bien que ce problème ne se pose pas pour la Grande Bretagne, centre d'une zone monétaire à l'intérieur de laquelle se fait près de la moitié du commerce mondial, l'opinion éclairée en comprend l'importance et l'urgence. Mais non l'esprit dans lequel nous entendons le résoudre. Ceci pour trois raisons entre beaucoup d'autres.

La première est une méfiance des institutions et des constitutions artificiellement conçues, sans être précédées d'un changement des comportements. L'Anglais est beaucoup plus conscient que le Français du risque qu'une entreprise aussi louable que le Plan Schuman n'aboutisse en fait qu'à changer les responsables de pratiques malthusiennes ou autarciques contraires à l'ordre économique international. Plutôt qu'un abandon de souveraineté (accompagné de combien de restrictions mentales), l'esprit d'une bonne part de l'opinion britannique préférerait que l'on sache retrouver certaines « règles du jeu » dans les rapports entre individus et gouvernements, dont il suffirait qu'on les suive pour que nombre de nos difficultés soient fort réduites. Dans ce sens, pour nous borner au domaine de l'économie où nous sommes plus compétents, l'Organisation Européenne des Paiements semble un pas plus sûr que le Plan Schuman et l'attitude — disons de la Belgique, pour nous borner à l'œil d'autrui — beaucoup plus nocive à l'Europe que le refus britannique de se fédérer.

La deuxième raison est très liée à la première. On parle souvent sur le Continent d'une incompatibilité possible entre le Commonwealth et une union européenne. Il risque d'y avoir là un contresens. La position britannique serait beaucoup plus d'ignorer le problème et d'affirmer que, le Commonwealth fonctionnant fort bien sans institutions ou constitution formelle mais sur la base, ici encore, de quelques règles du jeu très évidentes, la collaboration entre les États européens gagnerait peut-être à s'inspirer de cette forme sans qu'ils sacrifient trop lé-

ièrement leur souveraineté sur l'autel de divinités sou-
ent très impures.

La troisième raison découle de la démonstration
u'une union économique, ne serait-elle qu'une union
douanière, est impossible sans une union politique préa-
ble. La Grande-Bretagne, à juste titre pensons-nous,
'envisagera jamais de pouvoir se lier à une organisa-
ion politique limitée à l'Europe de l'Ouest. La seule
ossibilité est une communauté atlantique (communauté,
ais certes pas fédération). Les liens naturels entre les
ays de langue anglaise, malgré les querelles de ménage,
ont tels qu'aucune autre solution n'est concevable. Pour
assurer le lecteur, il convient d'ajouter que, pour aucun
nglais, l'esprit atlantique n'implique une disposition à
endre son âme pour quelques dollars, et que cette posi-
ion n'est pas un monopole à M. Bevan.

On propose souvent le dilemme : « L'Europe se fera
vec l'Angleterre ou ne se fera pas. » Bien que quelques
ournaux de Londres aient récemment évoqué ce di-
emme, il est douteux qu'un Anglais l'accepte aisément.
On sait trop bien ici que des choix aussi brutaux et tran-
hés n'existent pas dans le domaine politique. Il serait
ependant plaisant que les hommes d'État du Continent
gnorent tellement l'esprit britannique que toutes ces re-
marques ne leurs soient pas très familières. N'y aurait-il
as alors le risque d'une troisième possibilité, et qu'il se
oit agi pour eux de « faire l'Europe » sous une forme
olontairement inhabitable pour des Anglais. Cette poli-
ique serait matériellement possible. Elle serait, à notre
ens, particulièrement dangereuse.

D'autres fantômes que celui du colonel Lawrence sem-
blent avoir une vie très dure.

Londres, 16 février 1952.

GEORGES ROTTIER.

La France et l'armée européenne

Les nécessités de l'impression nous contraignent à imprimer cette note au moment même où s'ouvre la conférence atlantique de Lisbonne, conférence qui devait en principe prendre une décision sur la contribution allemande à la défense de l'Europe. Il semble cependant que la décision sera remise à une date ultérieure. Armée européenne ou réarmement national allemand ? La question reste posée.

Sous l'étiquette d'une armée européenne, n'est-ce pas en fait l'armée nationale allemande qui sera reconstituée ? On peut le craindre. Les dernières négociations relatives au Plan Pleven ont gardé la raison sociale du projet, mais l'ont peu à peu vidé de ce qui était sa substance. Faute d'une réelle autorité européenne — le Benelux n'en a pas voulu et la France ne l'a pas demandé avec une extrême énergie — c'est en réalité une sous-coalition à l'intérieur de la coalition atlantique qui nous est proposée.

A vrai dire, au cours du débat parlementaire, les défenseurs du projet ont manifesté assez peu d'enthousiasme et n'ont pas caché qu'il s'agissait là d'un moindre mal. En revanche, de nombreux opposants ont montré les dangers évidents du militarisme allemand, dangers aussi réels dans le cadre de la Werhmacht que dans le cadre actuel de l'armée européenne. Au reste, l'Allemagne ayant des revendications territoriales à l'égard de l'Est, ce militarisme n'est pas spécialement un facteur de paix.

On ne s'attardera pas ici sur cet aspect sans nul doute capital. Mais il faut souligner comment, dans les circonstances actuelles, cette armée européenne retarde la construction de l'Europe.

Que l'Europe doive être fondée sur le binôme France-Allemagne, nul ne peut le nier. Encore faut-il qu'il y ait une relative égalité de puissance entre les deux partenaires. Or la France, qui dépense en budget militaire une part importante de ses ressources, est incapable, pour le moment, de créer une armée forte en Europe. Tant que dure le conflit d'Indochine, il est apparemment impossible de redresser la situation. La tentation est alors grande, dans certains milieux militaires américains, de confier aux Allemands l'essentiel de la défense européenne, pendant que les Français tiennent le front du Sud-Est asiatique. Mais ne voit-on pas que ceci, précisément, provoque la méfiance entre Français et Allemands ? Puisqu'ils sont sollicités d'apporter leur concours, les Allemands veulent évidemment en obtenir le meilleur prix et se tournent vers les Américains, où ils sont assurés de trouver l'audience la plus compréhensive. Les Français s'en inquiètent et se plaignent à leur tour auprès des Américains. L'organisation européenne, dans toute cette affaire, n'est-elle pas un vain mot ?

En réalité, cette expérience rappelle qu'on ne peut poursuivre tous les objectifs à la fois. Pratiquement, les nécessités du programme atlantique s'opposent à la mise en place de l'édifice européen. Raison de plus pour différer jusqu'à une date indéterminée le réarmement de l'Allemagne, en utilisant pour ce faire les atouts que nous possédons. « On commence à réaliser pleinement, écrit l'*Observer* de Londres, au Département d'État, sinon au Congrès, qu'on ne peut perdre le soutien de la France, alors que le soutien de l'Allemagne ne sera pas effectif avant plusieurs années. » C'est une chose qu'il est bon de rappeler au gouvernement.

BERNARD FÉRON.

Les élections aux Indes et le communisme

L'Inde vote, pour la première fois, au suffrage universel. Cela fait partie du programme démocratique de M. Nehru et des Nations Unies. On ne s'est pas demandé ce que vaut le suffrage universel dans un pays où les illettrés sont légion, où les femmes vivent cloîtrées, où l'obéissance absolue et le système des castes sont la règle depuis toujours, où l'idée même de scrutin, pour beaucoup, n'éveille aucune image précise, et nous entendons raconter des histoires pittoresques de femmes qui viennent faire leurs dévotions devant l'urne commue devant un dieu et s'en vont sans avoir déposé leur bulletin... Libre au cardinal Spellman de citer en exemple cet esprit religieux. Après tout, en maint pays d'Amérique Latine, la proportion des illettrés est presque aussi grande, et la fiction de la volonté populaire se porte bien.

En pareil cas, le plus souvent, la classe dirigeante fait des élections ce qu'elle veut. Mais la surprise des élections indiennes, c'est qu'elles ne se sont pas déroulées ainsi. Le parti congressiste, celui de M. Nehru, tout en obtenant la majorité absolue des sièges, ne recueille que 38 % des suffrages. Les orthodoxes de l'hindouisme, cette opposition de droite dont le fanatisme a tué Gandhi, se sont révélés beaucoup plus faibles qu'on ne croyait. En revanche, les communistes remportent des succès retentissants : ils auront au moins vingt et un députés à la Chambre des communes; aux Assemblées provinciales (chaque province ayant son Assemblée et son cabinet propres, comme au Canada) ils rendront difficile aux congressistes de gouverner avec une majorité stable dans l'État de Travancore-Cochin, et s'assurent une représentation considérable dans ceux de Madras et d'Haïderabad.

Ce sont là des États du Sud : sous le régime anglais, Travancore, Cochin et Haïderabad avaient leurs rajahs autonomes; ils ne sont entrés dans l'Union que sous la contrainte, et pour Haïderabad il a fallu une expédition militaire. Leur population, dravidienne et non pas aryenne comme les brahmanes du Nord, parle des langues à elle, l'urdu, le telugu, et il a été question plusieurs fois de la regrouper

uivant des affinités ethniques. Elle réagit volontiers contre l'autorité centrale, et comme ailleurs elle vit dans la misère : ans la région de Telengana (État d'Haïderabad) des troubles ociaux ont même établi quelque temps un gouvernement ommuniste qui rappelle un peu celui que les communistes hinois avaient naguère expérimenté dans le Kiangsi.

Il y a des élus communistes en d'autres lieux, et la misère st générale. Elle frappait le voyageur au temps où j'ai visité es Indes en 1928; en lisant l'excellent livre de M. Tibor Mende, on retrouve les mêmes spectacles, encore aggravés. A comparer l'Inde et la Chine, c'est l'Inde qui paraissait desinée le plus sûrement aux agitations nées de la faim. Peutre l'abrutissement de ses masses l'en a-t-elle seul préservée usqu'ici, — et l'habitude d'être écrasées, l'impression d'un nonde figé, le fatalisme basé sur la métempsychose. Mais e départ des Anglais est un changement suffisant pour branler la certitude du retour éternel, et un paganisme dégradant ne tiendrait pas contre un soupçon de lumière : il aut bien dire que l'Inde (non la Chine) semble un des rares ays où l'on peut se demander si une crise d'athéisme alayant l'idolâtrie ne serait pas le chemin le plus court vers a conversion...

Le nationalisme a servi jusqu'ici de dérivatif. Mais le pandit Nehru se trouve maintenant devant les mêmes problèmes que Tchiang Kaï-Chek. Très injustement, l'Asie entière, en rande partie sous l'influence de l'anticolonialisme américain, ccusait l'Europe de sa misère, alors que l'Europe, malgré rop de lenteurs et d'abus individuels, avait déjà fait beaoup pour relever son niveau millénaire. Maintenant l'Asie e voit théoriquement libre, mais avec ses effroyables inégatés de fortune, ses vieilles castes dirigeantes qui ne demanent qu'à la reprendre en main et ses vieux impérialismes – indien, annamite ou javanais — qui ont commencé par ouloir anéantir de force les particularismes les plus légitines. Mais une restauration ne dure jamais; celle-ci serait lus anachronique encore que toute autre. Personnellement, M. Nehru est un progressiste — comme Tchiang Kaï-Chek; nais échappera-t-il mieux que lui à la solidarité des profieurs, en des pays où de temps immémorial le pouvoir a été onsidéré comme un moyen de profit ? Déjà l'on explique les uccès communistes par le dégoût qu'inspire la corruption

administrative. Et à mettre les choses au mieux, il faudrait au moins un demi-siècle pour la tâche énorme de corriger un système aussi invétéré : les appétits attendront-ils ?

Tout ceci nous fait mieux comprendre les atermoiements de la politique extérieure indienne. M. Nehru a peut-être ambitionné le rôle de porte-parole des nations asiatiques affranchies de Moscou comme de Washington, et le prestige qui avait été un moment celui de Tchiang Kaï-Chek; mais aussi, comme les dirigeants arabes, il cherche dans le nationalisme un moyen de tenir les esprits en haleine, et il connaît ses faiblesses; privé, avec la mort du sardar Patel, de l'homme à poigne qui jugulait les oppositions, il voudrait au moins ôter à l'U.R.S.S. tout prétexte à une intervention extérieure.

Cela suffira-t-il ? Et l'U.R.S.S. a-t-elle besoin d'intervenir ? La tache d'huile communiste ne s'étendra-t-elle pas d'elle-même, comme celle qui maculait à Yenan la carte de la Chine ? En vérité, l'on ne voit pas ce que gagnerait Staline à se départir de sa prudence. Peut-être qu'une Europe désarmée le tenterait, ou tenterait autour de lui de moins prudents que lui; mais la doctrine marxiste elle-même l'incite à compter plutôt sur les bouleversements économiques nés du réarmement, et sur le vide que laisse dans les nations orientales la disparition des armatures façonnées par les colonisateurs. Que le barrage tonkinois saute, et la marée peut déferler jusqu'en Méditerranée; mais si le barrage tient bon militairement, il peut être tourné par des révolutions indiennes ou arabes; déjà les jeux se disposent, le climat est propice, et pour peu que la distraction ou les hésitations de leurs adversaires ajoutent aux chances des calculateurs russes, ils peuvent gagner la partie sans envoyer au dehors un seul soldat.

AUGUSTE VIATTE.

Sommes-nous subitement devenus fous ?

« Sommes-nous subitement devenus fous ? » demande *La Cité,* organe démocrate-chrétien de Bel-

gique, au sujet d'une affaire qui ne regarde que les Belges [1].

La même question, ne pourrions-nous pas nous la poser, nous Français, à propos des affaires nationales ? Il ne suffit pas d'accuser le gouvernement et le parlement. Ils sont ce que nous les avons faits et font ce que nous leur avons laissé faire.

Il y a sept ans, la France était libérée, et du même coup elle se croyait rétablie dans une sorte de droit historique au miracle national. Qui lui fera grief d'avoir été éblouie au sortir du tombeau ?

Nous entrevoyons maintenant qu'elle s'adapte mal au monde nouveau, qu'elle souffre de déséquilibres organiques et d'une disproportion épuisante entre les tâches qu'elle veut assumer et les moyens qu'elle y met. Mais si nous regardions mieux notre patrie, peut-être penserions-nous qu'elle traverse une crise de croissance et qu'elle la surmontera.

Nous avons mis en train plusieurs grandes politiques à la fois, dont aucune n'est de la fausse grandeur, et dont toutes sont nées de la nécessité où nous sommes de réparer les ruines de la guerre et de construire la paix. Il y a la politique de l'Union française, la politique de l'Europe nouvelle et la politique de rénovation dans la métropole même. Elles se tiennent toutes trois et aucune sans les autres ne se fera bien.

L'Union française : il s'agit de vivre ensemble, entre peuples différents, dans une solidarité de tous ordres et dans une confluence de civilisations. Rien qui ne soit mieux dans le sens de l'avenir comme dans la droiture de notre vraie tradition. Pour toute une partie de l'Union française et par une chance remarquable en matière d'outre-mer, il se trouve que nous pouvons faire la politique de la géographie. Je m'explique : la métropole et

1. La querelle autour de la représentation belge aux obsèques de George VI (voir *Le Monde* du 14 février 1952).

l'Afrique sont à portée de travail. Aucun pays d'Europe, à l'exception de la Russie, n'a une telle base de concentration, une telle possibilité de groupements. Paris-Brazzaville, vingt-quatre heures d'avion ; ce n'est pas seulement une annonce d'Air-France, mais un signe du destin.

L'Europe nouvelle, la communauté européenne du charbon et de l'acier, l'armée européenne, la confédération européenne, autant d'idées que la France a le mérite de lancer, mais qui tomberont dans le désordre ou qui nous retomberont sur la tête si nous voulons que l'Europe se fasse sans tenir compte de l'Afrique.

Et pour équiper l'Afrique comme pour réorganiser l'Europe, il faut rénover la métropole française. Comment agir efficacement en Europe et en Afrique avec une métropole dégoûtée du civisme par une fraude fiscale équivalente au tiers du budget, par une incapacité de loger les jeunes ménages et de moderniser l'outillage national ? Non, ce n'est pas une métropole de taudis, de bistros, et de féodalités économiques et de mystifications sociales, qui sera de taille à empoigner les grandes œuvres africaines et européennes à l'intersection desquelles la France a l'avantage d'être située pour ainsi dire physiquement.

Qu'est-ce qui ne va pas ? Qu'est-ce donc qui risque de nous rendre absents aux événements et aveugles à nos chances d'Afrique et d'Europe ?

Nous sommes occupés en Asie, engagés et même engrenés dans une guerre qui décime nos promotions militaires, accapare notre armée et qui nous coûte cinq cents milliards par an. — Nos investissements annuels en Afrique du Nord sont le sixième de cette somme ; dans nos territoires d'outre-mer, le seizième ! — Et il faut tenir en Indochine, quand ce ne serait que pour pouvoir honorablement partir. « Nous avons donné notre chemise et nous donnons notre peau », disait le maréchal de Lattre, avant d'en mourir.

Mais cette terrible épreuve asiatique n'explique pas le vertige qui nous a saisis.

Il y a quelque chose qui se passe dans la conscience française et qui nous rend d'abord comme étrangers à nous-mêmes. Du côté de l'Union française comme du côté de l'Europe nouvelle, nous sommes devant une œuvre qui semble nous imposer un étrange commencement, un dépouillement de nos anciennes notions de souveraineté, une sorte de renoncement à notre personnalité nationale. Du côté de l'Union française, nous devons modifier l'essence de notre citoyenneté pour vivre en communauté avec des concitoyens qui n'ont pas les mêmes structures familiales et sociales et les mêmes formes de pensée que nous. Du côté de l'Europe nouvelle, nous devons nous établir dans des structures supranationales dont notre droit n'a pas encore fixé les modalités. Et nous nous demandons : Sommes-nous subitement devenus fous ? Nous ne reconnaissons plus les esprits et les choses dans le mouvement qui nous emporte, sous les euphémismes lamentables qui essaient de nous rassurer.

Mais non, nous ne serons pas fous si, au lieu de regarder l'avenir avec les habitudes du passé, nous supportons le choc des impératifs nouveaux. Des grandes tâches que nous avons à faire ensemble, il n'en est pas qui soient impossibles si nous avons d'abord le courage de les appeler par leur nom, de les examiner et de les embrasser, en rentrant en nous-mêmes pour mieux nous mettre en présence de leurs obligations.

Nous cherchons sans cesse des garanties extérieures, mais les véritables garanties sont en nous, dans notre capacité de réorganisation et notre faculté de renouvellement.

ROBERT DELAVIGNETTE.

ce qui concerne les forces économiques, reconnaître les réalités de la conduite des affaires, et celle de l'oppression sociale par l'appareil totalitaire de la sécurité et du planing. Pareillement au plan politique et culturel... autrement nous courons le risque d'un ghetto, de modèle rajeuni mais également dépassé.

Jusqu'ici, cette critique n'est pas sans intérêt, et mériterait des adeptes. Mais avant de passer avec Montesi aux eschatologistes et consorts, je voudrais donner la parole à quelques civilisateurs-chrétiens; à moins qu'ils ne se collent eux-mêmes une étiquette, c'est sous toutes réserves que je les colloquerai à droite ou à gauche, n'étant point doué, que je sache, du discernement des esprits. De l'*American Ecclesiastical Review* j'aurais volontiers pensé qu'elle penche à droite, entre autres pour cette raison difficile à expliquer qu'elle désire que Thérèse Neumann soit une authentique mystique (déc., pp. 417-431). En tout cas, l'auteur d'un article sur les relations entre l'Église et l'État, G. W. Shea (*ibid.*, pp. 405-417), s'affirme plutôt conservateur. Contre les révolutionnaires qui voudraient par un coup d'État (en français dans le texte) renverser la traditionnelle notion d'État, il fait appel à la compétence du jésuite allemand von Nell-Breuning, qui a une grosse autorité dans les encyclopédies et manuels d'outre-Rhin, et qui j'ai entendu attribuer une collaboration importante à *Quadragesimo Anno*. Shea, en terminant, renvoie aux articles d'un jésuite espagnol, Guerrero, et d'un jésuite romain, Messineo, ceux de ses lecteurs qui « peuvent lire les Latins sans larmes ». Les autres, ses adversaires, auront plus de respect, pense-t-il, pour un théologien germanique.

Ce nationalisme également déplacé à gauche comme à droite, m'avait frappé un jour, en certaine revue connue de nos lecteurs, où l'un de nos auteurs, traitant de l'amour des ennemis, se voyait qualifié de « cet Allemand... cet Allemand », cette fois pour le disqualifier. Il s'agissait d'ailleurs d'un Autrichien. Mais revenons à l'Église et à l'État. Ce problème a été très agité, on le sait, en U.S.A. Un observateur observait récemment dans le *Tablet* (26 janv., pp. 68-69) qu'en l'année 1951 deux crises ont secoué la nation américaine : l'une entre patrons et ouvriers, l'autre entre catholiques et protestants. Ici, aux polémiques autour de Franco se sont substituées celles qui ont pris parti pour ou contre la nom-

nation d'un ambassadeur de Truman au Vatican; cependant qu'au plan des idées elles se rallumaient autour d'un deuxième livre, également *best-seller,* de Paul Blanshard, contre l'action sociale et politique du catholicisme. Le correspondant du *Tablet* regrette pour sa part que la hiérarchie états-unienne n'ait pas donné à Blanshard la réplique qu'il mérite. Mais il faudra revenir sur tout cet ensemble. Dans le *Tablet* encore (9 février, p. 114) on pourra lire un article du P. Copleston sur l'Église et la politique; cette note sur la morale politique et la diplomatie vaticane n'avait malheureusement pas à soulever le problème par quoi B. Schultze (dans le quatrième numéro de *Zeitschrift Für Katholische Theologie*) commence son article sur « les principes sociaux dans la philosophie de la religion, chez les auteurs russes ».

On a récemment soulevé et discuté les questions de savoir pourquoi, du côté catholique, on a donné aux principes sociaux un fondement presque exclusivement philosophique — et non théologique, comment on en est venu à cette méthode, et si elle est légitime.

J'aimerais en particulier, voir des théologiens expliquer comment joue à l'égard de peuples païens, supposé qu'on les puisse définir sous cet angle, la Chine ou l'Inde par exemple, le droit de l'Église à intervenir dans les problèmes moraux, et sur quoi se base ce droit. J'y pensais en lisant l'article du P. Daniélou dans *Sources* (n° 5, pp. 2 et 3) sur « Christianisme et Civilisation ». Son propos, évidemment autre et d'une autre envergure que mon point d'interrogation, s'élève en quelques coups d'ailes :

Jusqu'à présent, nous avons identifié la civilisation avec la civilisation occidentale. C'est cette civilisation que nous avons christianisée (p. 2).

« Nous », je veux bien, quoique je n'y sois pas pour grand' chose et que des observateurs d'un autre bord assurent avoir, eux, civilisé occidentalement le christianisme.

Or nous prenons conscience d'autres civilisations qui, elles, ne sont pas chrétiennes... Le christianisme s'est étendu à tout l'univers

par la colonisation, mais il est en recul actuellement, nous dit le P. Daniélou.

Devant cette situation, la nécessité pour le christianisme de péné-

trer les civilisations d'Orient, de Proche-Orient, d'Afrique apparaît dans toute son exigence...

Les cultures autres que l'occidentale restent intégralement païennes fautes d'avoir trouvé un Augustin, un Dante, un Pascal, un Camoëns.

Le christianisme y apparaît comme un corps étranger... Il reste étranger aux élites qui sont essentiellement gardiennes de la tradition culturelle d'un peuple... La christianisation de la culture apparaît donc comme une condition de la version des élites, c'est-à-dire, finalement d'une insertion durable du christianisme dans un peuple.

Mais alors d'immenses difficultés se présentent. Car (p. 3),

la première réaction d'un indigène qui se convertit est de rejeter avec le paganisme les formes d'art ou de pensée qui y étaient liées, et d'adopter le catholicisme sous la forme que lui a donnée l'Occident... Enfin, une question se pose : cette transposition est-elle utile ?... L'avenir ne nous réserve-t-il pas une unification du monde par la culture occidentale ?... Par ailleurs, au simple point de vue historique, il est bien clair que deux millénaires d'expression occidentale ont fait qu'il sera toujours nécessaire, pour bien connaître le christianisme, de connaître la culture de l'Occident...

Ce sont là de solides questions, que le P. Daniélou se contente de poser. L'histoire, qu'il connaît bien, et à laquelle il allude ici ou là, semble indiquer que des pays où les élites étaient chrétiennes, l'Afrique du Nord par exemple, ont apostasié. D'autre part, quelle civilisation chinoise christianiser, celle de Confucius, ou celle de Mao Tsé-Tung ? Enfin le christianisme primitif n'a-t-il pas dû sa force concrète au fait qu'il luttait contre des valeurs culturelles, païennes ou judaïques, jouissances des élites qui les célèbrent, souffrances des pauvres : mais les pauvres n'écrivent pas leurs mémoires de captivité, ni de libération, les vrais pauvres n'ont pas de place dans l'histoire terrestre : si elle les évoque, c'est pour les utiliser, c'est pour une nouvelle aliénation.

Voici maintenant quelques phrases de la conclusion du P. Daniélou.

Le christianisme est autre chose que la civilisation chrétienne, son objet premier n'est pas d'aménager la cité terrestre, mais de conduire les hommes dans la cité céleste... Le réduire à un aspect

temporel, c'est lui enlever sa dimension essentielle. Mais il n'en reste pas moins que le christianisme doit s'incarner dans la civilisation. Il n'est pas seulement une action de Dieu : Il est aussi la réponse de l'homme, et c'est à travers leurs activités diverses que les hommes répondent à Dieu. Faute de cela, il resterait comme étranger à l'existence humaine, il ne serait plus une incarnation. Cette civilisation chrétienne enfin, comment la concevoir historiquement ? En fait, elle coïncide jusqu'ici avec la civilisation occidentale classique. Cet héritage il ne peut être question de le renier. Mais c'est y être fidèle que de ne pas se replier sur lui. Le christianisme doit pénétrer désormais les formes nouvelles de la civilisation présente. C'est la tâche qui s'offre aux chrétiens d'aujourd'hui. La civilisation chrétienne n'est pas seulement un grand passé. Elle doit être aussi un grand avenir.

Pour reposer mes lecteurs de cette éloquence, j'aimerais signaler à partir d'une correspondance du *Tablet* (2 février, p. 88) des essais plus concrets de civilisation chrétienne :

Le Saint-Père a mis sur pied récemment un comité international permanent de l'apostolat laïc... Le choix naturel pour le poste de secrétaire général était celui du Dr Veronese, qui prit une part prépondérante au succès du récent Congrès. Le Saint-Père a donc nommé le Dr Veronese à cette place nouvelle, où sa première tâche sera d'établir un secrétariat pour travailler, avec la Commission ecclésiastique présidée par le cardinal Pizzardo, à l'élaboration d'un statut pour le nouveau Comité permanent. Son propos général sera de fournir une direction centralisée à l'Action catholique organisée des différents pays, où jusqu'ici la coordination n'a pas été très poussée; cette tâche apparaît nécessaire en nos temps, bien qu'on ne l'envisage pas sans un certain regret parmi ceux qui croient qu'en certains pays du moins l'apostolat laïque a dû sa force au fait d'être divers et inorganisé.

Il fallait remplacer Veronese à la tête de l'Action catholique italienne. On a nommé là le vice-président, le professeur L. Gedda,

un homme qui est pour une forte intervention de l'Action catholique dans les affaires publiques. C'est lui qui organisa les *Comitati Civici* qui jouèrent un rôle si important dans l'appui donné aux démocrates chrétiens lors des élections de 1948... A sa nomination on a donné une signification spéciale, à un temps où les partis commencent à se préparer aux élections générales de l'an prochain, sans compter les élections locales de ce printemps.

Les non-civilisateurs-chrétiens.

Montesi terminait tout à l'heure par l'exigence d'une nouvelle incarnation occidentale, le P. Daniélou se chargeant des orientales. Le penseur autrichien sait qu'on ne peut obtenir de l'Évangile et du dogme, par distillation, aucun programme politique ou économique : qu'il n'existera jamais *la* culture catholique, *la* constitution catholique. Il faut cependant, dit-il, en approcher par tâtonnements, en fonction des exigences actuelles. Autrement on tomberait dans l'anarchie anachorétique et l'eschatologie négative, les deux grands dangers qui ont menacé l'Église primitive.

Les néo-anachorètes, ce sont pour lui les individualistes forcenés qui nient tout droit à quelque recherche que ce soit d'une quelconque unité des catholiques dans la vie publique : ce sont les amateurs et promoteurs d'une « Éthique de la situation ». (Sur laquelle on trouvera dans le *Supplément de La Vie Spirituelle*, n° 18, un bel article de W. Dirks.) Ce spiritualisme veut ignorer les éléments hiérarchico-juridiques et « organisatorisch » de l'Église. L'Église n'est pour eux que la pure somme des rachetés dialoguant avec Dieu sans intermédiaire.

Les néo-eschatologistes marchent souvent de conserve avec les précédents. Ils isolent un élément authentiquement chrétien et le pervertissent par des calculs du Jour et de l'Heure, interdits cependant à nos spéculations. Ils refusent de s'installer dans la durée. Leur parti, c'est l'Absence, la non-résistance. Ils demandent au chrétien devant l'histoire l'attitude du martyr devant la Bête, ils font ainsi une norme d'une situation-limite. Le martyr dans l'arène, dit Montesi, est au seuil du paradis : nous sommes, nous, en plein monde tombé, dont nous devons porter en partie la responsabilité. Nous, nous avons à frapper du glaive le lion rugissant et non à mettre notre tête dans ses mandibules. Exception faite, bien sûr, pour ceux qui ont la vocation du martyre.

A ces deux groupes, Montesi oppose que le *corpus catholicum* pris en son unité, et non seulement l'individu isolé en sa conscience, doit être reconnu comme un sujet d'action, un sujet collectif. Sans doute, mais je crains ici quelque chose; ces métaphores guerrières ne me disent rien qui vaille. Saint Pierre parle, lui aussi, du lion rugissant, pour ne lui opposer

que la vigilance et la prière, non le glaive. L'ordre du Christ de remettre l'épée au fourreau, qui a fait de Pierre un proto-eschatologiste, ne vaut-il que pour lui ? En tout cas, je ne vois pas quel programme sans mythe ou idéologie pourra animer le corps catholique; et alors, avant la croisade il faudra recourir à des épurations internes plus efficaces que le tri de Gédéon : mettons une petite guerre civile entre ligues catholiques.

A ceux qui répugnent à cette sorte de civilisation chrétienne dont on définit la nécessité mais non les objectifs ni les méthodes, je signale des exposés, ou des discours sobrement eschatologiques ou anachorétiques : l'article de W. Dirks dans *Frankfurter Hefte* de décembre; du même, et dans la même revue, en janvier, une présentation du dernier livre de Romano Guardini : *La fin des Temps Modernes*. Ce dernier livre a suscité dans *Hochland* de décembre un échange entre Guardini et Cl. Münster. On trouvera dans *Sources*, n° 6, un résumé et la conclusion traduite du livre. J'aurai l'occasion d'y revenir, je pense. Plus près de nous, on sait que *Dieu vivant* s'est fait l'apôtre d'un eschatologisme parfois hardi, mais dont les tâtonnements successifs s'équilibrent assez bien. Le cahier 20 en offre des expressions dues à M. Moré, et, chose curieuse, au P. Daniélou, qui (pp. 127-131) donne un compte rendu critique de « Dieu pourquoi faire ? » de *Jeunesse de l'Église*. Il est vrai qu'il ne s'agit plus de cultures orientales, mais de politique occidentale.

Nous n'avons pas l'habitude *ici* (il s'agit de *Dieu vivant* et non de *Sources*) de majorer cette action du christianisme sur la civilisation, ni surtout d'en faire l'essentiel (p. 128)... Nous ne croyons pas beaucoup à l'idée de civilisation chrétienne, surtout quand elle obscurcit le caractère essentiellement eschatologique du christianisme (p. 13).

Ça fait plaisir à entendre. Du reste il y a dans ces pages du P. Daniélou quelques phrases que j'aurais aimé signer. D'autres me laissent rêveur, par exemple celles-ci (p. 131) :

Là où le christianisme n'est plus, l'homme ne cesse pas seulement d'être chrétien. Il devient aussi moins homme.

Le second aphorisme dépend tellement de la définition

qu'on donne de l'homme qu'il faudrait des tonnes d'apologétique pour la justifier à des non-chrétiens.

Il faut conclure. De ces vastes nuées que chevauchent, pour parler bibliquement, nos avocats pour ou contre, il peut sortir des foudres agréablement éblouissants. Mais le tonnerre passé j'ai envie de chercher une statue de l'Électricien, pour lui brûler une lampe.

Des termes moins poétiques seront plus éclairants. Tous ces discours généraux et générateurs de généralités, où l'on prône une civilisation chrétienne avec des arguments mi-historiques, mi-déductifs, élevés à un plan où ils ne sont ni du ciel ni de la terre, où l'on nous dit que seuls la Loi évangélique, ou le Sacré-Cœur, ou la Vierge immaculée, introduiront la paix terrestre, et l'économie satisfaisante et réjouissante, où l'on parle de civilisation chrétienne, sans définir ni civilisation, ni chrétienne, ni l'union des deux mots, en termes qui fassent appel à un concret palpable ou même évocable; où l'on attaque les civilisations chrétiennes qui auraient existé pour faire place aux civilisations chrétiennes dont on rêve, sans se demander si les arguments avancés contre celles-là ne risquent pas de dissoudre celles-ci; tout cela, je comprends fort bien que des incroyants s'en moquent et le moquent, et que des historiens commencent à y voir une édition revue et socialisée des sermons du XVIIIe siècle. Il y a de quoi devenir kerygmatique et liturgique en diable; on en vient à se demander si la forme la plus fondamentale et efficace d'action sur le monde n'est pas celle que cherchent des chrétiens désemparés, mais attachés de toutes leurs fibres à l'Église : ils appellent des communautés non spécialisées, accueillantes, centrées sur l'Eucharistie; la paroisse perdrait la quantité sociologique indifférenciée dont l'a gonflée l'urbanisme, pour rechercher la diversité active de ses membres; l'avant-messe ouverte aux désaccords sociaux, aux inquiétudes spirituelles, apporterait l'unité d'un enseignement biblique construit; la communion apporterait l'unité de la charité aux oppositions nécessaires; la messe enfin déboucherait sur le scandale salutaire, donné au monde, de pécheurs qui, s'avouant pécheurs, se montrent chrétiens aussi, en aimant non en paroles, non en idéologies, non en partis, non en structures, mais en actes et en vérité.

A.-Z. SERRAND.

LES FACHEUX

LA LIBERTÉ DES ENFANTS DE DIEU

Nous sommes payés dans ce pays pour savoir que la liberté coûte cher, qu'on ne fera jamais trop pour la garantir envers et contre tout, qu'il vaut mieux enfin, face aux menaces d'esclavage, prévenir que guérir. En aucun cas, cela ne va jusqu'à nous élargir par provision, c'est-à-dire jusqu'à l'offensive comme consolidation de nos droits.

Il paraît que les choses ne sont pas aussi claires outre-Atlantique. Naguère, la presse de là-bas nous apporta quatre informations curieuses — de celles qui vous font vous frotter les yeux dans la crainte d'avoir la berlue. Voici.

Du *New-York Times,* en date du 10 décembre 1951 : « L'archevêque de Los Angeles déclare Mme Roosevelt indigne de représenter les États-Unis à l'O.N.U. parce qu'elle ne croit pas à l'immortalité de l'âme. » Du *Boston Daily Globe,* en date du 5 décembre : « Le Révérend Abbé, pasteur à Annisquam, Massachusetts, vient d'être révoqué pour la raison suivante : il a affirmé en public que tout en ne partageant pas les opinions du mathématicien Struik, accusé de communisme, il estimait qu'il fallait lui laisser le droit de les exprimer. » Du *Christian Science Monitor,* le 21 décembre : « Une sous-commission du « Loyalty Review Board » vient de condamner le fonctionnaire du département d'État John Service à la révocation, en déclarant qu'il était possible d'élever un doute raisonnable sur son loyalisme. » Du *New-York Times,* enfin, le lendemain même : « A la demande de Mme Loudin, membre du « West Virginia board Education », une jeune fille, Luella Mundel, profession d'histoire de l'art au « Fairmont State College », a été révoquée sous l'inculpation de *danger pour la sécurité* et d'athéisme. »

Toutes les armes ne sont pas bonnes au maintien des libertés. Celles qui consistent à réduire les droits du voisin pour fortifier les siens propres sont comparables au *boomerang*. Il y a la paix civique et il y a le pharisaïsme. On passe de l'une à l'autre dès qu'on oblige autrui à prendre une attitude contraire à ses opinions. Il y a douze ans, cela s'appelait du fascisme, ou tout au moins du pré-fascisme. L'essence n'en peut changer sous prétexte que ce n'est plus à Rome mais aux États-Unis d'Amérique qu'ont lieu de telles impostures. Qu'en pensent les chrétiens de là-bas ?

MAURICE CHAVARDÈS.

RIMBALDITE ET ATHÉITE OU SEIZE MILLE FICHES EN SORBONNE

Écoutez, bonnes gens, et même vous, vilains papistes, mystiques et croyants : M. Etiemble, des *Temps Modernes*, illustrissime démolisseur en littérature et savant professeur, vient d'avoir en Sorbonne son petit, son grand succès. Faites silence : s'approchent les sorbonneries et les mythes du « haut lieu de l'esprit », et les pompes de l'actualité, et les cérémonies d'initiation du grand corps de l'Université.

Si l'onanisme certain des pâles soutenances dernières (et la monotonie du genre) ne m'incitait guère à pénétrer dans cet amphithéâtre Liard, arcane où l'intelligence allait surgir, mes doutes furent arrachés par le souvenir de cette récente thèse où l'on célébrait l'importance de la couleur des cheveux dans le mariage.

Ce mélodrame atone de la tradition devait suivre les règles impavides. Petite thèse (*Genèse du Mythe de Rimbaud*) fiel et miel des juges. Les décors, accessoires et costumes étaient inspirés par l'archéologie universitaire, sous l'œil de Richelieu et le regard des astres (au plafond doré). Les portraits — grand format — d'illustres écrivains veillaient à la bonne tenue de l'assistance très choisie (le tout-Paris-qui-pense), les

rillades de l'impétrant, assis face au tribunal du jury, bien protégé par un rideau de fiches, allaient à ses nombreux amis et, nerveusement pâle, il serrait dignement la main des futurs spectateurs de son triomphe aimable.

Mon incompétence ne saurait parler de l'intelligence qui entre dans les mœurs avec son apparat critique, comme le coca-cola avec sa publicité, l'intelligence qui entre pavillon haut et narquois comme le chiffon rouge des pêcheurs de grenouilles. Mais il faut bien contenter M. Etiemble, qui craint par ses thèses de ne pas se faire beaucoup d'amis.

Début magique pour exposé de thèse secondaire : « J'apporte deux mille six cents numéros de bibliographie... » Ainsi parlait cet hagiographe qui déteste l'hagiographie; ce scandaleux qui n'aime pas le scandale (« grand moyen de faire des lieux »). Et déjà sourient les éloges flatteurs dans « un silence aigu » : « l'esprit critique le plus pur », « extirpe le mal des imaginations françaises », « fureur sacrée au nom du poète », « votre verve ». Et un second professeur d'enchaîner : « par le calcul des probabilités vous avez prévu articles et cadres du mythe ». (Diable!) A un soupçon de critique jaillit de mémoire la réponse : « 2114 *ter*, article de Turquie, je crois. »

A l'entr'acte une vieille dame venue se chauffer et écouter rouler les mots polis des universitaires, déclare tout haut : « Je ne savais pas que ce poète (Rimbaud) avait tant de réputation. » Et bientôt, sous le soleil rapide du journaliste photographe, vibre la gloire sur l'assistance médusée. (Ah! comme elle est belle l'intelligence, ainsi la grosse caisse du régiment... mais je passe pour ne pas être accusé de lèse-majesté envers dame Raison.) Ah! quel beau mythe nous élaborons, nous, les derniers évangélistes de la fable « étiemblesque », ce mythe-de-la-mystification-de-la-tradition-sorbonnarde (qui, elle, ne pense qu'à « annexer » le dieu en gestation — le petit dieu Etiemble qui grandit très vite, avec un sourire en couteau, sous la fraîcheur des fleurs). Ah! messieurs, craignez ce rose nœud de vipères qui danse sur ses fiches!

Je m'égare. Venons à la thèse principale : *Structure du mythe*, M. Etiemble le croyant ne voit pas de définition satisfaisante pour ce mot (et pourtant, je vous le dis en confidence, il a déclaré au jury posséder *trois* exemplaires du Littré, et le

président du jury n'en avait que *deux*! C'est injuste. Si seulement j'en détenais un petit exemplaire, quel article « profond » j'aurais pu écrire, mais hélas!...).

Distinguons, dit notre candidat, les mythes littéraires, les mythes politiques, les mythes moraux et le mythe religieux (« partie la plus riche » de sa thèse, disait ce grand pontife de la raison pure). En général, les mythes littéraires brodent une interprétation aberrante du poète fondée sur un très petit nombre de textes « Bateau ivre » pour symbolisme (déraison), « Stupra », « un cœur sous une soutane », et prose antimilitariste pour surréalisme (= irraison). Les mythes politiques prolifèrent tout autant que les familles spirituelles de France. L'inattendu qu'il fallait attendre est de voir situé dans ce compartiment le catholicisme. Ce dernier, selon M. Etiemble, fait de Rimbaud ou un ange, ou un prophète, ou un héros et invoque pour cela son hypothétique conversion. Mais pourquoi ce classement dans le politique? Allons, ne soyez pas naïf, *parce que* cette interprétation fait partie de la grande campagne d'irraison, de la grande campagne contre l'intelligence menée par ce dit catholicisme (à bon entendeur salut!). Les mythes moraux voudraient transformer le poète soit en honnête bourgeois, soit en voyou pervers. Quant au mythe religieux, c'est déjà toute une religion structurée : un dieu, des hérésies, un culte, des interprétations sacrées. On parle de diopète, d'aséité, d'unicité, de don des langues, d'imposition des mains. Bref, un antichristianisme imitant en tout point le christianisme. Et, pour terminer, le deuil sied à la voix de M. Etiemble, héraut d'une triste nouvelle : sa conclusion le « navre » : les peuples ont un besoin incoercible de mythes. Notre siècle est un grand siècle religieux (Staline, etc.). Et bien pis : « Les phénomènes mythiques échappent à ceux qui veulent les cerner. » Ils renaissent toujours. Ah que nous sommes bien malheureux! Mais ce pathétique nous écarte de la clarté et, pour mieux dire, du rationalisme ouvert — ou fermé.

Dernière bénédiction d'un grand juge (qui avoue : « Je ne suis plus à la page »). « Documentation vertigineuse... Lucidité implacable... non pas jeu de massacre, mais sottisier géant... Prenez garde : le mythe se défendra. » Allait-on s'arrêter au mythe de préfecture? Deux membres du jury, ardennais, devaient se plaindre : « Vous avez été très dur pour le

patriotisme local. » Mais voici, corrosif, M. Jasinski, le seul insatisfait : « Vous avez la hantise de la sottise, vous vous en nourrissez... votre thèse est une machine de guerre anticléricale... un canular patronné par la Sorbonne... un paradoxe qui a un air de vérité... » Cependant, triomphent les louanges; M. Etiemble est docteur ès lettres avec mention très honorable.

Qui oserait ici conclure ? Comment parler d'un auteur embaumé ? Plus j'écoute M. Etiemble, moins je l'aime. Plus je relis ses articles sur Supervielle, Ponge, Yassu Gauclère, Jacques Paoli, plus il m'attire. Mais je pense alors à sa chronique sur Jésus et Israël, sur le commentaire au commentaire d'Habacuc, et il redevient exécrable, réduisant son travail à son athéisme virulent. Le jury a comparé sa manière à celle de Diderot et de Voltaire; de fait, il peut apparaître comme un salmigondis d'Encyclopédie et de Positivisme. Mais si nous songeons à Remy de Gourmont et aux pages que lui consacra Gide, la comparaison crée un jugement de valeur plus précis. « Pour lui, en toutes choses, la première question est, non pas ce qui est vrai, mais ce qui est faux; non pas ce qui est digne d'être aimé, et maintenu fermement et gravement pris à cœur, mais ce qui est à dédaigner, à tourner en dérision et à jeter en plaisantant à la porte », disait Carlyle de Voltaire (cité par Gide, lequel écrit : « Avec la tournure d'esprit que voici, qui fut, avant et après Voltaire, celle de bien d'autres, il y a de grandes chances pour que la pensée la plus injurieuse paraisse aussitôt la plus vraie. Et comme elle découvrira toujours quelque faiblesse, quelque paresse ou quelque ignominie, hypocrite paraîtra celui qui refusera d'en convenir. » Mais avec tous ces mythes « explosés », que devient Rimbaud ? Peut-être dans la troisième partie de la thèse, tome non présenté au jury... Peut-être dans un ancien livre de Yassu Gauclère et son mari... Pour le moment j'ai cru M. Etiemble sur *parole*. J'attends ses *écrits*. Etiemble tue les solutions du problème Etiemble. Il faudra y revenir.

AUGUSTE LIHOTELLIER.

QUI BAISSE LE RIDEAU DE FER?

« Accusée, avec trop de raison, d'abaisser autour d'elle un infranchissable rideau de fer, l'Union Soviétique convoque à Moscou pour le prochain mois d'avril — jusqu'ici dans un assez grand désordre — des industriels et des économistes de tous pays. Va-t-on sauter sur l'occasion? Bien au contraire. Non seulement le gouvernement n'enverra aucune délégation officielle, mais on fait savoir aux intéressés qu'ils sont parfaitement libres d'aller en Russie et... de perdre ainsi toute possibilité de jamais remettre les pieds aux États-Unis. Qu'est-ce à dire? Le climat de Moscou serait-il contagieux que nul patron — fût-il de droit divin — ne pût y résister? » (*Le Monde*, 20 février 1952, « Situations impossibles... », par SIRIUS.)

Depuis des années on réclame que s'entr'ouvre le rideau de fer. N'est-ce pas à cette occasion que devait être pratiquée la méthode préconisée à la récente assemblée de l'O.N.U. « pas à pas »? Que signifieront les protestations à venir si l'on refuse les offres qui sont faites?

LITTÉRATURES

« De nos jours, excepté en Angleterre, où voit-on absoudre les accusés contre lesquels le gouvernement est en colère? » (Stendhal).

Ce mois a vu paraître le mille et deuxième livre consacré à Péguy. Consacré? Péguy, s'il en sort vif, c'est qu'il a l'âme bien chevillée au corps et ce pouvoir de prouver sur-le-champ sa vitalité alors qu'on l'étend sur une surface plane tenant de

a table de dissection et du tapis vert. Péguy, si riche qu'on n'épuise que les mots qu'on lui donne et si étroit qu'aucune nterprétation n'est assez fine pour le transpercer. Péguy, nort des critiques, massacre des imbéciles, hécatombe des péguystes à la queue-leu-leu se lardant de leur propre épée. Péguy encore seul comme il était seul quand il fallait être péguyste devant Péguy, avec Péguy, après lui avoir serré la main.

Et ce pauvre cher vieux Péguy, vieille branche universelle où toutes les feuilles de chêne et de pommier, de poirier et de bissenlit, de tilleul, de camomille et de ronce, toutes les feuilles de laurier ou de cactus, toutes les feuilles de chèvre-feuille viennent se coller, viennent se planter avec des pots de colle forte colle-tout-même-le-fer, ce pauvre cher vieux Péguy qui a un air de copain, de copain pour tout le monde et du monde entier et qui, parce qu'il avait cet air de copain, se trouve maintenant le copain des noirs et des blancs, des roues et des bleus, des rouges-sang et des jaunes-pipi, et que l'on voit maintenant couvert de feuilles en tas majestueux, touffant sous les feuilles plus ou moins mortes, après tant d'automnes, lui, pauvre vieille branche qui était faite pour pouetter, les fesses au moins autant que les cerveaux, et qui ne peut même plus remuer sous l'amoncellement des feuilles de laurier.

Ce pauvre cher vieux Péguy couvert de gloire et d'autre chose par les maréchaleux, les généraleux, les veuves de colonels, les commandants en retraite, les jeunes boutonneux et les douairières, les suisses d'église, les suisses de Suisse, les andréroussseaux et les Jean-Jacques de la dernière pluie, et pas-y donc que je te pousse, que je te repousse, que je te décore, que je te dédécore, que je te redécore, dore et dédore, que je te prépare à la sauce Mistral ou à la sauce du petit père des peuples, cher vieux Péguy, copain de tout le monde, joujou national, yoyo d'une France qui tire des explosifs de l'innocence et qui se mettrait elle-même au guignol si ça pouvait servir à hausser le ton, le niveau et la tournure des moyens de l'esprit à la guimauve, des fonctionnaires de l'espérance sucrée dont 92,8 % sont péguystes d'après les dernières statistiques du gouvernement.

GABRIEL VENAISSIN.

ART — LETTRES — LIVRES

Du rire aux armes

Éloge de la lâcheté, par Robert Amadou (Julliard).
Mémoires d'infra-tombe, par Julien Benda (Julliard).
Conversations avec André Gide, par Claude Mauriac (Albin Michel).
Le plaisir et la mort dans la philosophie d'Épicure, par Jean Fallot (Julliard).
Métamorphose de la littérature, par P. de Boisdeffre (Alsatia).
Commentaire de l'Évangile, par Lanza del Vasto (Denoël).
Penser chrétiennement notre temps, par Jacques Leclercq (Téqui).
Les Indiens qui meurent, par M.-H. Lelong (Julliard).

On dit que le rire tue. La formule demande à être précisée : qui donc est tué par lui ? Celui qui porte le ridicule ou bien celui qui le montre du doigt ? La relative longévité des régimes nazi et fasciste (un tiers de siècle à eux deux) inclinerait à croire que la véracité du proverbe se vérifie dans la seconde hypothèse. César fait rire. Mais il défend qu'on rie. Bergson disait, je crois, qu'un défilé de troupes était risible. Dans un récent essai, *Éloge de la lâcheté*, Robert Amadou ayant écrit qu'une revue militaire donne envie de rire, ajoute : « En cette occasion, le rire serait refuser de participer au sentiment, à la situation collective que ce défilé est destiné à créer. Refuser cette participation exposerait aux effets de la réaction sociale, de violence variable, depuis le regard désapprobateur jusqu'à l'expulsion, voire à l'arrestation. »

Qu'en pense Julien Benda, lui qui a passé à rire de ses semblables environ douze lustres ? Exemple récent : définition d'Édouard Herriot : « La dernière guitare de la République », — de François Mauriac : « Le grand sympathique », — de Churchill et de Gaulle : « Les sauveurs abusifs ». Citant Joubert (« Quand mes amis sont borgnes, je les regarde de

profil »), Benda remarque : « Je n'ai jamais aimé personne ce point... » On le lui a, semble-t-il, libéralement rendu. e ne crois pas que ce soit pourtant si grave que cela. L'auteur de *La France byzantine* énerve, se plaît à énerver (ce qui est plus regrettable), joue les Auguste (cf. « Je suis maître de moi comme de l'univers »), mais il a senti, il a démontré sans relâche, dans une clarté de soleil latin, les grandes constances de l'esprit français. Il se moque de bien des gens. Jamais sans motifs. On peut récuser ceux-ci. On ne peut nier qu'il en soit de bons. J'approuve tout particulièrement ce que, dans les *Mémoires d'infra-tombe,* il écrit de Barrès qui « eût mis le feu au monde pour éprouver une sensation ». A juste titre, il stigmatise le dilettante en quête d'un enrichissement de l'âme. Rappelant le voyage que fit Barrès en Orient, à la veille d'une guerre (1914) qu'il avait désirée et attisée, il note que Jeanne d'Arc, Calvin, Marx ni Lénine ne sont jamais partis à la recherche d'un enrichissement de l'âme : « Leur âme trouvait dans leur foi, dit-il, toute la richesse qu'ils désiraient. »

Je me demande si c'est pour de semblables raisons que Claude Mauriac, dans ses *Conversations avec André Gide,* avoue qu'il n'aime pas Barrès. A quoi son père répond : « Il fut vraiment un Maître... Ce titre lui-même me ravissait, ce titre me sauvait du mépris où je tenais ce qui m'entourait : *Sous l'œil des Barbares...* » Quant à Gide, il se frottait les mains, paraît-il, en entendant Claude Mauriac lui avouer son ennui à la lecture de Barrès... Mais le même Gide écrivait — en 1945, il est vrai — au sujet du général de Gaulle : « Je crains un peu de m'être mal fait voir de lui la seule fois qu'il m'a été donné d'avoir une conversation particulière avec lui. » *Risum teneatis!*

Mieux vaut, à tout prendre, le Gide épicurien et non conformiste qui eût souscrit à cette remarque d'Épicure que cite Jean Fallot, au cours de son bref essai sur *La Philosophie d'Épicure* : « Il est risible de courir à la mort par dégoût de la vie. » D'où il apparaît que la nausée existentialiste, par exemple, échappe au ridicule du moment qu'elle assume une vie qui lui donne à tout instant le hoquet. Si, par l'usage des habituels clichés de la critique littéraire, j'ai l'air de classer irrémédiablement un écrivain qui n'a pas toute son œuvre derrière lui, mon devoir est de préciser quelle noblesse j'inclus

dans ce « vivre quand même ». Il est facile, il est malhonnête de mêler (sans toujours l'avouer, en le niant au besoin) le plan moral et le plan de la création artistique. Il est facile, il est malhonnête de prendre à partie la conception sartrienne de la liberté et d'écrire, comme le fait P. de Boisdeffre dans son deuxième tome de *Métamorphose de la littérature* : « Libre de quoi ? Libre de rien. » Il est vrai qu'à partir d'une certaine adhésion politique (P. de Boisdeffre est, comme tout le monde, partisan de l'ordre, et, comme quelques-uns, effarouché par la gauche intellectuelle et la postérité de Mounier), une formule aussi simple que « libre de vivre », par exemple, ne représente rien (Barrès eût, lui aussi, fait la moue, ou ronronné).

Le vice de ces gens est qu'ils ne savent pas rire. C'est encore celui du neveu de saint Thomas d'Aquin, le poète-pèlerin-laboureur Lanza del Vasto. A trop se prendre au sérieux, on devient un chef. De la charrue, on passe à l'épée. De la découverte, à la tradition... Portant sur le *Commentaire de l'Evangile*, le reproche manque peut-être de nuances. Ce lourd volume de cinq cents pages est sûrement émouvant : il a le ton de la sincérité. Et puis, ne jugeons pas trop vite un enseignement oral, non destiné à être lu, mais seulement à édifier quelques compagnons. Puisqu'on nous le donne (quand même) à lire, disons que l'ensemble révèle un grand souci de poésie, une simplicité, mais aussi une élégance qui recouvre par-ci par-là plus d'indétermination que de doctrine. Quoi qu'il en soit, l'expérience actuellement poursuivie par cette communauté rurale dont Lanza del Vasto est le maître vaut qu'on y regarde de près. Surtout, qu'on ne se hâte ni de louer ni de dénigrer ces hommes. Ils portent témoignage en milieu paysan (après l'avoir fait en milieu ouvrier, à Paris même, rue Saint-Paul) d'un catholicisme que les classes moyennes, conservatrices, bourgeoises, sont à peu près les seules à afficher aujourd'hui.

Le chanoine Leclercq, dont les lecteurs de cette revue connaissent la perspicacité, affirme à ce propos que nous ne devons pas nous étonner « de la collusion si souvent dénoncée entre les milieux catholiques et toutes les formes de conservatisme politique ou social ». Mais, dans l'essai qui a pour titre *Penser chrétiennement notre temps*, il s'attache à démontrer que, si nous croyons que le christianisme est la vérité et

le salut du monde, cette situation doit changer. C'est notre témoignage qui est requis, sans qu'il soit pour autant nécessaire d'apporter aux hommes une civilisation. Celle que nous avons héritée d'une quinzaine de siècles (dits) chrétiens a abouti à l'industrialisation, au capitalisme et au prolétariat. Ni le capitalisme ni la dictature prolétarienne ne sont des solutions humaines : « Je crains que, dans cinq cents ans, aux yeux des historiens, le capitalisme actuel ou ce que nous appelons capitalisme, et le communisme actuel ou ce que nous appelons communisme, paraissent se ressembler comme des frères. »

Certes, il est vexant pour un Européen de reconnaître l'échec de notre civilisation. Nous qui fîmes des guerres pour l'imposer, cette civilisation, aux peuples arriérés! Nous qui avons institué pour les indigènes des services de protection (qui ne protègent plus rien, sinon la couardise et les intérêts des Blancs). Qu'avant de crier à l'exagération on lise et médite un peu le livre inquiétant que le P. Lelong a ramené du centre brésilien : *Les Indiens qui meurent*. Oui, des Indiens meurent là-bas, assassinés sous les regards des civilisés par d'autres Indiens. Revenu de son expédition, l'auteur retrouva des chrétiens — de bons chrétiens habitant de bonnes maisons. Pas un ne lui demanda des nouvelles du massacre collectif. « Quel intérêt pourrait offrir une aldéia d'Indiens, demande amèrement le P. Lelong, fût-elle la dernière d'un peuple, pour des civilisés de cette sorte ? » Et de conclure, à la fin de l'ouvrage : « La mission éducatrice que les nations surévoluées se sont attribuée avec une superbe assurance qui n'a d'égale que l'hypocrisie n'est pas loin de m'apparaître, avec l'idée de la guerre juste, comme une des plus grandes escroqueries de l'espèce. »

Le stade du rire (et du plus provocant) est dépassé. L'objecteur de conscience[1] éprouve « le besoin de faire justice ». Ainsi apparaît — par-dessus tous les principes — la transition du rire aux armes...

MAURICE CHAVARDÈS.

1. Voir *La Vie Intellectuelle*, janvier 1950, p. 62.

LIVRES EN VIE

Comment l'esprit vient aux veufs (*Mémoires d'un veuf*, par Patrick Imbert-Vier. Éd. du Seuil).

En gros et en bref, Stéphane est un garçon pâlot qui devient veuf comme on prend un rhume, rate la condition de veuf, parce qu'il ne peut jamais qu'épouser les gestes et les attitudes du veuvage, poursuit en vain les sentiments adéquats, goûte la vie de garçon et réussit parfaitement la condition de célibataire, bien qu'il se laisse prendre de nouveau par le mariage, et qui... Mais là tout recommence. A signaler l'habileté de l'auteur quand il décrit l'espace qui sépare les situations des sentiments qui devraient leur correspondre, — ce Stéphane qui croit souffrir quand il dit : « C'est cela, souffrir », et se perd dans l'accomplissement des rites du deuil. M. Imbert-Vier mime là un roman romanesque en le décomposant. Stéphane, qui se met à connaître sa femme parce qu'elle est morte, représente entre les mains de son auteur un phénoménologue qui imiterait la psychologie classique pour mieux la détruire.

Un exercice donc. Et quoi d'autre ? Le reproche, notez-le, n'est nullement dans la maigreur du sujet. Mais, derrière le pétillant, l'amusant, le relativement fin, je vois un livre dans le genre de ceux que je n'aime guère. Car ils n'engagent jamais que l'intelligence de leur auteur.

Le Tournant obscur, par Victor Serge (« Les Iles d'Or », Plon).

L'Allemagne en 1923, la Géorgie en 1924, l'Autriche et la Bulgarie en 1925, la Russie de l'an VII (1926), l'affaire de l' « Opposition » de Léningrad et du « schisme de 1927 », c'est toute la chronique de l'échec de la Révolution. Dix ans après la prise du pouvoir, le 2 novembre 1927, le Thermidor soviétique s'accomplissait. Victor Serge répète par chapitres entiers ses *Mémoires d'un Révolutionnaire*, encore qu'on ne puisse lui en vouloir de céder à une obsession de cette taille. Chemin faisant, il se pose quelques problèmes, par exemple : du rôle de l'individu dans l'histoire. Et il est bien vrai que, pour lui, c'est là le point essentiel. La Révolution lui apparaît

moins sous les traits d'un dieu antique qui avance fatalement que dans l'image de quelques hommes comme Lénine et Trotsky (« Lénine était unique à l'égal de Beethoven »). Ces hommes disparus, l'échec réintroduisait l'idée de fatalité, il était prévisible et nul ne pouvait contre lui.

Victor Serge maintient, lui, dans ce monde redevenu fatal, l'idée de l'homme, l'individualité, la personne. Son beau chapitre sur Essénine est moins d'un historien que d'un vaincu, de quelqu'un à qui s'appliqueraient les paroles de Trotsky prononcées sur la tombe du suicidé Essénine : « Notre époque est dure... Il était intime, tendre, lyrique. La Révolution est publique, épique, catastrophique. »

Technique et civilisation, par Lewis Mumford (traduit de l'américain par Denise Moutonnier. Ed. du Seuil).

J'ai lu ce gros volume, j'en ai feuilleté les pages et les illustrations, j'en ai relu des chapitres, avec l'appétit de celui à qui on offre un panier de fruits exotiques dont il ne goûte habituellement que l'écorce une fois l'an. C'est une histoire de l'humanité en même temps qu'une critique violente et amoureuse du machinisme et c'est une introduction à la conception nouvelle qui devra tôt ou tard remplacer la conception mécanique du monde. Ce n'est pas une histoire de la machine ni de la technique. Lewis Mumford, rigoureux ou hirsute, lent ou brûleur d'étapes, procédant par grands panneaux, par coups de pouce et par coups de sonde, se place, pour en bouger rarement, là où le complexe technologique appuie sa masse énorme sur le complexe culturel. Il relève donc des empreintes, au nombre de trois : l'éotechnique (X^e^ au XVIIe siècle), la paléotechnique (XVIIe siècle à 1900), la néotechnique. Peut-être est-ce un peu primaire. Aussi bien, ce n'est pas le plus intéressant. En dehors des empreintes, Mumford relève des chocs (n'en provoque-t-il pas quelques-uns ?) et enregistre des myriades d'étincelles. Son livre est bourré de petits voyages de franc-tireur, de corrélations curieuses, de trouvailles, en bref d'aventures dont je suis loin d'être sûr qu'elles soient toutes « démontrables ». En un si gros livre, on est rarement si peu universitaire que Mumford. Cela ne me gêne pas, mais en gênera plus d'un.

GABRIEL VENAISSIN.

Enracinement des immigrés, par F. Nourissier et A. Pillepich. Collection « Réalités du travail social », Bloud et Gay, édit., 1951.

M. F. Nourissier dans *L'Homme humilié,* Spes, Paris, 1950, nous a présenté une fresque d'ensemble du problème des réfugiés dans le monde actuel. Après avoir analysé le mal unique, celui d'un monde fermé, il y indiquait déjà la condition nécessaire à toute solution, à savoir : une référence explicite aux règles spirituelles. Dans son dernier ouvrage, en collaboration avec M. A. Pillepich, il étudie un point particulier de cette fresque, celui de l'enracinement dans un pays d'accueil, la France, de trois groupes d'immigrés : immigrés économiques, réfugiés politiques et raciaux, travailleurs nord-africains, groupes qui se distinguent aussi bien par les forces de poussée expliquant le départ du pays d'origine, que par les forces d'attrait expliquant le choix par l'immigré du pays d'accueil, dans la mesure où ce choix est possible.

Cette diversité dans les forces de poussée et d'attrait, traduisant des souvenirs et des aspirations propres, entraîne des différences notables dans l'équilibre qu'il convient dans les trois cas d'établir entre les droits et les devoirs réciproques du pays d'accueil et des immigrés.

Les immigrés économiques ont choisi de partir et ont choisi la France pour se recréer une nouvelle patrie. La France, de son côté, qui les a souvent appelés, en a presque toujours besoin. Il semble donc que soient facilement remplies les conditions nécessaires à une assimilation harmonieuse des immigrés. Il faut cependant qu'une législation souple et non tatillonne ou mesquine du pays d'accueil soit sans cesse vivifiée par une amitié toujours attentive de ses nationaux.

Le problème de l'assimilation des réfugiés politiques et raciaux est beaucoup plus délicat à résoudre. L'étude de M. Nourissier, essentiellement psychologique et sociologique, est ici à la fois très fine et très ferme. Le réfugié politique ou racial a un passé. Souvent très longtemps, parfois toujours, il considère sa situation actuelle comme étant seulement un état provisoire. Des déclassements sociaux et professionnels, des barrières linguistiques et psychologiques, des conflits politiques le dressent contre le milieu au sein duquel son destin l'a conduit, le plus souvent malgré lui. C'est un homme certes que le pays d'accueil se doit de respecter tel qu'il est,

tel que l'ont fait les événements de l'histoire contemporaine dont nous sommes tous les agents. Mais, réciproquement, le réfugié a des devoirs. Les nationaux, eux aussi, ont une histoire. Ils sont plus ou moins favorisés par leurs origines et leurs milieux. Nous sommes tous, à quelques points de vue, des victimes, et pourtant nous ne tirons pas que des droits de notre situation. Tous nous avons des devoirs. Le réfugié a les siens; devoirs d'assumer son passé, d'accepter sa situation actuelle, son nouveau milieu et de bâtir sa vie à partir de ces données telles qu'elles sont. La condition essentielle pour réaliser cet équilibre des droits et des devoirs est de dépolitiser le processus de l'assimilation, de le situer dans son contexte spirituel de relations humaines, celui de l'amour, tout au moins celui de l'amitié.

L'enracinement dans la communauté française des travailleurs nord-africains, même quand ceux-ci sont français — algériens — pose un problème encore plus difficile. Ce qui les pousse à venir, c'est la situation démographique de pays que nous avons éveillés, mais dont nous n'avons pas su ou pu encore réaliser l'équilibre économique. S'ils viennent, c'est que la misère les chasse. Et que deviennent-ils en France? Des déracinés. S'ils repartent, ils se retrouveront chez eux des déracinés. Des deux côtés de la Méditerranée il n'y a pas pour le moment de solution, et l'auteur conclut que ce n'est pas de ce côté-ci de la mer que sera la solution définitive, vu les barrières trop grandes qui se dressent entre deux grandes civilisations, barrières qu'il n'est pas souhaitable de voir tomber, « car ce serait au détriment de l'intégrité des civilisations en présence ». C'est sur la terre natale qu'elle doit être recherchée. Cependant, en attendant, et pour longtemps encore sans doute, un problème d'accueil se posera dans la métropole. Il est alors de notre devoir de ne pas laisser se créer ici un sous-prolétariat dont nous sommes responsables et que, bien souvent, nous avons appelé pour remplir les vides laissés par la promotion de notre propre prolétariat. Tout en souhaitant que l'immigration nord-africaine reste provisoire, il ne faut pas oublier que « c'est en France, quotidiennement, que se joue l'avenir des relations humaines entre la France et l'Afrique du Nord française ».

Ce qu'il faut louer dans cette étude de trois immigrations posant le problème de l'enracinement dans l'ordre croissant

de difficulté, c'est, à la fois, le souci, d'une part, de ne pas appliquer des solutions toutes faites et d'étudier les aspects particuliers de chaque problème et, d'autre part, cependant, de mettre pleinement en lumière le problème sous-jacent aux trois cas, celui de l'équilibre à trouver entre les droits et les devoirs des parties en présence.

Nous nous permettrons toutefois d'ajouter une remarque. Si, dans l'examen de l'immigration des travailleurs nord-africains, l'auteur replace très justement le problème particulier des relations entre immigrés et pays d'accueil dans le cadre général des relations entre pays d'origine et pays d'accueil, ce même souci n'apparaît pas dans l'analyse de l'enracinement des réfugiés politiques et raciaux. Il nous semble au contraire, pour notre part, essentiel de souligner combien l'enracinement des réfugiés dans le pays de refuge ne constitue qu'un des volets du diptyque qu'est le problème des réfugiés, l'autre volet étant représenté par les relations internationales entre pays d'origine et pays de refuge. Plus vite et mieux sera résolu le problème de l'enracinement des réfugiés dans le pays de refuge, plus vite et plus définitivement sera crevé l'abcès que nourrit toujours sur le plan international un problème de réfugiés. Il suffit de rappeler l'exemple des néo-réfugiés anticommunistes en Europe occidentale, dont certains s'enrégimentent dans les forces américaines. Il est certain que tant que l'enracinement dans les pays de refuge ne sera pas accompli — sans esprit de retour — la tension internationale subsistera dans ce domaine et sera encore alimentée par ce problème. Cet esprit de retour est-il à condamner ? C'est tout le problème de la conscience démocratique occidentale, c'est le fond de la question. Mais ceci montre que l'existence de réfugiés politiques dans un pays de refuge pose un problème infiniment plus large que le seul problème de leur enracinement. M. Nourissier répondrait sans doute en renvoyant à son premier livre et à sa thèse, qui est la nôtre, qui affirme que le problème des réfugiés demeure essentiellement un problème international appelant une solution internationale. Il est bon de le rappeler au moment où l'Organisation internationale pour les Réfugiés est dissoute et où trop de personnes, même parmi les plus officielles, ont trop tendance à l'oublier, notamment en France.

R. Nathan-Chapotot.

La critique fut sévère pour *La Valse des toréadors*. M. Jean Anouilh est victime d'un « climat ». Il fit ses vrais débuts à la Maison de l'Œuvre avec Lugné-Poe. *Le Voyageur sans bagage* fut présenté par Georges Pitoëff, et les élèves de Copeau groupés dans la Compagnie des Quinze donnèrent d'inoubliables représentations du *Bal des voleurs*. *Antigone* fut joué sur la scène de l'Atelier, où Charles Dullin avait révélé *Chacun sa vérité* de Pirandello, et *La Valse des toréadors* est sur l'affiche de cette Comédie des Champs-Élysées, où Louis Jouvet nous fit connaître *Knock*, *Intermezzo*, *La machine infernale*... M. Jean Anouilh est prisonnier d'une histoire où chaque souvenir évoque « jeunes auteurs », « théâtre d'art », « avant-garde » même. Or, s'il est encore un auteur jeune, il y a longtemps qu'il n'est plus un « jeune auteur » et rien ne prouve actuellement qu'il soit en train de rajeunir; son théâtre relève maintenant moins de l'art que du métier; quant aux mots « avant-garde », ils font sourire ici... On serait beaucoup plus juste pour *La Valse des toréadors* si l'on voulait bien considérer qu'avant d'être une pièce de M. Jean Anouilh elle est un vaudeville selon la formule la plus traditionnelle et que le général Saint-Pé est cousin germain du colonel de *Tire-au-flanc*.

Le vaudeville est à la comédie ce que la caricature est au portrait. C'est dire que l'humain ne disparaît pas nécessairement avec les hommes : la « mécanisation » qui transforme l'homme pitoyable en pantin comique peut sauver la *vérité* en quittant la *réalité*. L'art de Georges Feydeau fut de faire jaillir cette vérité de l'action elle-même : au moment où l'enchevêtrement des quiproquos les plus invraisemblables crée une situation cocasse, un mot, un geste, un regard nous rappelle qu'il y a un homme dans chaque fantoche parce qu'il y a un fantoche dans chaque homme. L'erreur de M. Jean Anouilh dans cette *Valse des toréadors* est d'avoir isolé des moments de *vérité* dans des dialogues spécialement destinés à expliciter la « philosophie » de l'auteur.

Le dialogue entre la ganache militaire et la ganache médicale esquisse des thèmes d'une réelle puissance dramatique.

« On m'a dit : il faut rentrer en soi-même; je suis rentré en moi-même : y avait personne! » Et surtout : « nous avons une âme, c'est là qu'est le mal » : le pantin s'aperçoit qu'il n'est pas seulement une mécanique; une inconnue qu'un vocabulaire périmé appelle « âme » empoisonne une vie qui serait bien peu exigeante pour ses plaisirs.

Le dialogue entre la ganache militaire et la mégère qui lui sert d'épouse a pour thèse : je suis ta femme pour l'éternité. Si nous comprenons bien la vérité de M. Anouilh, ce qui confère au mariage la dignité d'un sacrement, ce n'est pas l'amour mais la haine que nourrit l'amour. « Je t'aime parce que tu es ma boîte à ordures », déclare Amélie à Léon. Cette vérité n'est peut-être pas assez vraie pour se glisser dans un sourire ou une larme, pour dicter un de ces mots qui découvrent une personne sous le personnage : son seul moyen d'expression est le grimacement.

Il n'y a pas de scandale Marais-Britannicus; il n'y a même pas de cas Britannicus-Marais : il y a simplement une représentation inégale, souvent discutable, toujours intéressante. Quand le rideau se lève on applaudit le décor dont la brutale beauté impose l'impression tragique : ensuite, on se demande ce qu'il signifie et l'énorme statue qui semble jeter un mauvais sort à chaque personnage reste une énigme. « Ma tragédie, écrit Racine, n'est pas moins la disgrâce d'Agrippine que la mort de Britannicus » : l'Agrippine de Mme Marie Bell n'est pas indigne de cette place au centre du drame, il est très heureux qu' « elle frôle la vulgarité », comme un critique le lui a reproché; cette impératrice est une aventurière; il faut penser ici à Goya plutôt qu'à Watteau. La Junie de Mme Renée Faure est racinienne : on ne saurait dire plus. Burrhus est un général cornélien - « On n'aime point, Seigneur, si l'on ne veut aimer. » M. Chevrier se montre très classique dans ce rôle, où les maximes morales exigent un accent militaire. C'était une bonne idée de confier Narcisse à M. Aimé Clariond, qui fut jadis un Iago intelligent, malheureusement son Narcisse se désintéresse totalement de l'action; il se retire du jeu, et toutes les fois qu'il apparaît, c'est pour dire à Racine : « Puisque vous y tenez, je vais trahir, être affreux, empoisonner, et tout ce que vous voudrez, mais, vraiment, pourquoi ? pourquoi ? »

Cette conscience de sa totale inutilité est d'ailleurs en partie stifiée par le Néron de M. Jean Marais. Dès qu'il apparaît, us savons que Rome est vouée aux flammes. La scène III de cte I est complètement faussée : le jeune Néron et Junie t étudié tous les chemins sur la carte du Tendre et ils ne aient pas dépaysés si Marivaux leur faisait signe; le dialo-e doit justement nous révéler et peut-être révéler à lui-me Néron : « ... c'est ici un monstre naissant... » Or, ant même que Jean Marais ait ouvert la bouche, son re-rd crie : « je suis le monstre ». Comment Junie, Burrhus, itannicus, et Agrippine, qui n'est pas précisément une en-nt de Marie, ne comprennent-ils pas un langage si clair? rcisse-Clariond est le seul qui ne semble pas frappé de cité; il est bien naturel qu'il reproche à l'auteur de l'avoir rangé, l'inutilité de son rôle le gêne.

M. Jean Marais a une conception essentiellement cinémato-aphique du rôle. Au théâtre, mimique, geste, attitude sont commentaire visuel du texte; ici, l'idée du personnage ouve directement son expression dans la mimique, le geste, ttitude; le texte s'ajoute comme une espèce d'éclaircisse-ent. La recherche plastique commande toute la mise en ne : elle inspire de beaux moments et éclaire le côté comédien » de Néron. Il y a de cela dans le rôle. Et autre ose.

Le souvenir de *La Nuit des Rois* au Vieux Colombier, de peau, nous rend un peu injuste toutes les fois que nous yons sur une grande scène une de ces comédies où Shakes-are a l'air de laisser sa fantaisie dessiner des arabesques. cadre de l'ancien Odéon, les décors de François Gaveau, s costumes trop précis, tout semble écraser *Comme il vous aira,* tout concourt à créer un sentiment de réalité là où le alogue suggère un jeu d'ombres, à donner une consistance des êtres dont la vie a l'épaisseur d'un songe; tout accuse pplication alors que spectateurs et acteurs devraient avoir mpression d'être emportés dans une improvisation.

Nous n'avons pas oublié la belle présentation que Copeau a nnée de *Comme il vous plaira* quelques années avant la erre : il n'avait pourtant pas retrouvé la grâce qui lui avait spiré la mise en scène de *La Nuit des Rois.* Reconnaissons nc le courage de la Comédie française. Il est trop facile de

dire de certaines œuvres qu'elles sont injouables : toute œu vre d'un grand poète *dramatique* est jouable, sinon il ne sera pas un grand poète *dramatique*. Il faut donc essayer, et suivr avec sympathie ceux qui essaient.

La dernière affiche du Théâtre Marigny annonçait *L'E change*, de Claudel. Comme c'était déjà le cas pour *Partage d Midi*. Jean-Louis Barrault a mis en scène la pièce dans l'es prit de la nouvelle version. De là une certaine surprise si l'o a relu avant la représentation le texte de 1893-1894. Claud a élagué, refait le troisième acte et renforcé l'aspect comiqu de la pièce. L'élagage permet de jouer *L'Échange* sar entr'acte : continuité et rapidité, on le voit bien ici, sont sou vent synonymes d'intensité dramatique. Il est difficile d'appré cier la seconde opération sans comparer les deux textes : semble que le personnage de Lechy Elbernon soit humanis que Louis Laine soit moins vil, que le thème de la justice a été sacrifié. Enfin le texte ne paraît pas sensiblement amélior quand Louis Laine parle de « cette sacrée saloperie de vieill terre » ou quand, devant les dollars de Thomas Polloc Magloire, il s'écrie : « Qu'est-ce qu'il a sorti de son frig daire ? », alors que le dialogue primitif disait : « Qu'est-c qu'il a retiré là ? »

Madeleine Renaud, Germaine Montero, Jean-Louis Bar rault, Jean Servais expriment fidèlement l'idée que Pau Claudel se fait aujourd'hui de sa pièce; l'interprétation et l mise en scène sont, à notre sens, plus satisfaisantes qu celles de *Partage de Midi*. Ce n'est sans doute pas par hasar que *On ne badine pas avec l'amour* accompagne *L'Échang* sur le programme. Rien de plus différent que le style de ce deux grands poètes de la scène; mais, ici et là, il s'agit d'u drame qui se joue à l'intérieur d'une comédie; ici et là, le ba dinage tue quand l'amour est vrai; ici et là, il faut avoir piti du cœur des hommes. La présentation de l'œuvre de Musse est excellente en dépit de deux erreurs : Mlle Dominiqu Blanchar semble ne pouvoir faire plus que réciter le rôle d Camille; la musique d'Honegger s'ajoute inutilement au dia logue.

HENRI GOUHIER.

Filmer de la musique

Les arts plastiques, nous l'avons vu le mois dernier, fournissent depuis une dizaine d'années une matière nouvelle à l'inspiration des auteurs de films. Depuis que le cinéma est parlant, la musique elle aussi est devenue un élément capital du film. Ce n'est pourtant pas la musique d'accompagnement, utilisée comme un ingrédient dramatique, que nous voudrions aujourd'hui étudier, mais l'utilisation de la musique comme sujet, comme matière du film.

Un film récent nous y invite, *Of men and music* (titre bien mal traduit par : *Enchantement musical*), qui reprend en la perfectionnant la tentative de *Carnegie Hall* : film des virtuoses en train d'interpréter des œuvres célèbres. Tentative qui ouvre la voie à toute une recherche de pédagogie musicale par le film et dont le principal mérite consiste à se situer aux antipodes des films de fiction consacrés aux musiciens célèbres, avec histoires d'amour, histoires de coulisses et histoires à dormir debout sur l' « inspiration » et la « vie d'artiste ».

Mais « filmer de la musique » ne veut pas dire seulement filmer des exécutants en train d'interpréter de la musique. Jean Mitry vient de présenter un film *Images pour Debussy*, dont le titre définit bien l'intention. L'œuvre musicale sert ici de thème d'inspiration pour une recherche plastique qui vient s'inscrire en contrepoint de la musique. Le film devient, au bon sens du mot, illustration de la musique.

Il est possible d'aller plus loin encore dans la recherche d'une « correspondance » parfaite entre la musique et l'image. Tel fut le fil conducteur des recherches de toute une avant-garde cinématographique, de l'Australien Len Lye à

dire de certaines œuvres qu'elles sont injouables : toute œu vre d'un grand poète *dramatique* est jouable, sinon il ne serai pas un grand poète *dramatique*. Il faut donc essayer, et suivr avec sympathie ceux qui essaient.

La dernière affiche du Théâtre Marigny annonçait *L'E change*, de Claudel. Comme c'était déjà le cas pour *Partage d Midi*. Jean-Louis Barrault a mis en scène la pièce dans l'es prit de la nouvelle version. De là une certaine surprise si l'o a relu avant la représentation le texte de 1893-1894. Claud a élagué, refait le troisième acte et renforcé l'aspect comiqu de la pièce. L'élagage permet de jouer *L'Echange* sar entr'acte : continuité et rapidité, on le voit bien ici, sont sou vent synonymes d'intensité dramatique. Il est difficile d'appré cier la seconde opération sans comparer les deux textes : semble que le personnage de Lechy Elbernon soit humanis que Louis Laine soit moins vil, que le thème de la justice a été sacrifié. Enfin le texte ne paraît pas sensiblement amélio quand Louis Laine parle de « cette sacrée saloperie de vieil terre » ou quand, devant les dollars de Thomas Pollo Magloire, il s'écrie : « Qu'est-ce qu'il a sorti de son frig daire ? », alors que le dialogue primitif disait : « Qu'est-c qu'il a retiré là ? »

Madeleine Renaud, Germaine Montero, Jean-Louis Ba rault, Jean Servais expriment fidèlement l'idée que Pa Claudel se fait aujourd'hui de sa pièce; l'interprétation et mise en scène sont, à notre sens, plus satisfaisantes qu celles de *Partage de Midi*. Ce n'est sans doute pas par hasa que *On ne badine pas avec l'amour* accompagne *L'Echan* sur le programme. Rien de plus différent que le style de c deux grands poètes de la scène; mais, ici et là, il s'agit d'u drame qui se joue à l'intérieur d'une comédie; ici et là, le b dinage tue quand l'amour est vrai; ici et là, il faut avoir pi du cœur des hommes. La présentation de l'œuvre de Muss est excellente en dépit de deux erreurs : Mlle Dominiq Blanchar semble ne pouvoir faire plus que réciter le rôle Camille; la musique d'Honegger s'ajoute inutilement au d logue.

HENRI GOUHIER.

bien en deçà du théâtre quant à la *présence de l'acteur*, mais suscite beaucoup plus que le theâtre *l'identification du spectateur avec le personnage*. Dans *Enchantement musical* le « personnage » sans cesse présent c'est la musique ou le musicien-auteur, et l'interprète, moins impérativement présent qu'au concert, devient pour ainsi dire transparent, de cette transparence particulière de l'acteur de cinéma qui n'est qu'un médium irréel entre le spectateur et le personnage.

Cette comparaison ne signifie pas que les artistes ainsi présentés doivent jouer devant la camera. Le principal souci du réalisateur devrait au contraire viser à éliminer tout cabotinage et toute incursion gênante dans la « vie privée » du musicien. *Enchantement musical* y parvient dans une large mesure. Ces virtuoses ne jouent pas dans le film leur personnage, ils jouent de la musique. Et si le film les rend plus transparents qu'au naturel ce n'est pas en diminuant leur rôle d'interprète, c'est au contraire en le détaillant. Le montage cinématographique diminue la présence de l'homme dans sa singularité mais peut rendre vivante sa technique et la lier à la musique même comme le corps à l'âme.

La plus grande réussite en ce domaine est sans doute atteinte dans la séquence consacrée au jeu de Jasha Heifetz : les gros plans des doigts en action alternant avec ceux de l'ensemble du violon, l'utilisation du ralenti pour saisir la virtuosité des mouvements donnent à ces mains liées à l'instrument une réalité prodigieuse et indépendante de celle même du virtuose. L'étude consacrée à Arthur Rubinstein est moins convaincante : on s'étonne de ne pas voir mieux et plus souvent le clavier (est-ce par fidélité à la tradition des films de fiction où l'on est obligé de cacher le clavier dans les scènes où des acteurs qui ne jouent pas de piano interprètent le rôle d'un musicien ?). Moins convaincante aussi, du point de vue qui nous intéresse, est la scène de la *Traviata* interprétée par Ellen Dosia; l'instrument ici s'identifie avec l'interprète (ce sont les cordes vocales qu'il faudrait montrer, comme l'avait fait *Carnegie Hall*, pour donner l'équivalent de l'analyse cinématographique du jeu de Heifetz...). Le réalisateur se borne à « faire de l'opéra filmé », comme on « fait du théâtre filmé », avec cet inconvénient superflu qu'un gros plan de chanteuse n'est guère photogénique, comme on dit. Dimitri Mitropoulos dirigeant le *Philarmonic symphony orchestra*, au

contraire, grâce à la camera, offre un vivant commentaire de *Faust Symphonie*.

Sans doute les musiciens trouveront-ils plus à critiquer dans ce film que je ne l'ai fait. Mais il importait à mon avis de souligner la nouveauté apportée par *Enchantement musical* et les immenses possibilités qu'elle ouvre pour l'utilisation du cinéma dans la vulgarisation et même l'étude technique de la musique et de l'exécution. Comme le fait remarquer un personnage du film, que ne donnerions-nous pas pour pouvoir revivre sur un écran une interprétation de Chopin par lui-même ? Le ralenti des doigts de Heifetz est un document aussi extraordinaire que celui du coup de pinceau de Matisse enregistré naguère par la caméra. Et il est possible désormais d'analyser l'interprétation d'une œuvre, mieux sans doute que le film de Irving Reis mais après lui, comme Alain Resnais a analysé dans ses films l'œuvre de Van Gogh ou le *Guernica* de Picasso.

Mais les images d'un film ne sont pas seulement moyens d'analyse de l'exécution. Elles peuvent prétendre aussi rivaliser avec la musique par leur pouvoir d'évocation.

Illustration de la musique : IMAGES POUR DEBUSSY, de Jean Mitry.

On n'a peut-être pas assez souligné, dans le programme de films sur l'art que nous signalions le mois dernier l'importance que revêt dans ce domaine le petit film de Jean Mitry. Savant professeur d'Histoire du cinéma à l'*Institut des Hautes Études cinématographiques,* Mitry qui connaît tous le cinéma par cœur a été mêlé aux bouillonnements de la fameuse avant-garde des années 1930. Son film vient ajouter aux essais si féconds de cette époque l'application d'une vieille théorie : celle de la plastique musicale. On sait les nombreuses recherches suscitées au temps du muet par l'idée que la nouveauté essentielle rapportée par le cinéma était l'introduction dans le domaine plastique de la dimension temporelle. Canudo qualifiait le cinéma de « septième Art » parce qu'il réalisait la synthèse des « trois arts de l'espace » avec les « trois arts du temps ». De là découlait la volonté d'appli-

uer au domaine des images les principes mêmes de la musique : recherche par le montage d'un rythme cinématographique comparable au rythme musical, introduction de leitmotive visuels dans le déroulement du film, etc.

Mitry se situe dans cette perspective en essayant d'établir ne correspondance extrêmement poussée entre des suites mélodiques de Debussy et des déroulements d'images. Le film st donc construit à l'inverse des films ordinaires en « composant des images » sur une musique préexistante.

Ces images pouvaient n'être qu'illustration de la musique. Mitry établit au cours du film une progression de la simple lustration figurative inspirée par les « tableaux » que la usique évoque jusqu'à des images non figuratives mais ourtant non abstraites. Le thème d' « En barque » est en ffet accompagné d'une suite de photographies (d'ailleurs fort elles) prises d'une barque qui dérive le long d'une petite vière. Mais les thèmes musicaux suivants inspirent à l'auur des images beaucoup plus neuves faites de reflets et de des sur la surface de l'eau. Finalement les images, toujours hotographiques, deviennent purs jeux de lignes en mouvement, d'ondes concentriques, coupées de lignes droites plus ombres. Le rythme de ces lignes en mouvement et de ces asses d'ombres et de lumière est admirablement accordé à lui de la partition. Mitry, à la fin de son film, dépasse l'illstration pour atteindre à la correspondance.

Nous parvenons ici à la limite d'abstraction à laquelle peut étendre la photographie. Tout naturellement, pour découir l'équivalent cinématographique de cet art non figuratif 'est la musique, on en vient à s'interroger sur les possibiés d'un cinéma non figuratif et non photographique.

usique peinte et peinture animée : NORMAN MC LAREN.

En marge du cinéma officiel, appuyé sur le sérieux indusel de ses usines et de ses bureaux, on peut suivre, en effet, puis des années, la recherche discontinue d'un cinéma qui rait au film ordinaire ce qu'est la peinture abstraite à la otographie. Les amateurs de ciné-clubs connaissent tous le tit film en couleurs intitulé *Colour box* réalisé en Angleterre

avant la guerre par le peintre surréaliste australien Len Lye sur l'écran se déroule un ballet de couleurs et de formes qu suit exactement le rythme de la musique et qui analyse mêm la composition de l'orchestre en établissant des correspon dances visuelles et auditives entre le graphisme des dessins e le timbre de certains instruments.

Vers 1930 l'Allemand Fischinger faisait les premières expé riences d'une technique plus originale encore : celle de l musique synthétique, *peinte* sur pellicule. Au lieu d'enregis trer la musique d'un instrument (qui se traduit sur la pellicul par des traits noirs et blancs) il peignait directement ces trait pour composer une musique qui n'avait jamais été jouée.

D'autres chercheurs suivirent depuis des voies parallèles Mais voici qu'un Canadien, *Norman Mc Laren*, nous apport aujourd'hui un ensemble de films qui sont à la fois l'aboutis sement et le renouvellement de ces recherches.

Mc Laren fait du *cinéma sans caméra*. Il peint directemen sur la pellicule l'image et le son. Technique qui rappelle cell de Fischinger pour le son, mais qui, notons-le, est une révo lution pour l'image, par rapport au dessin animé. Si un film de Walt Disney exige des années de travail, des milliers d'ou vriers et d'immenses usines, c'est que chaque image de ce films (il y a vingt-quatre images par seconde de film) est obte nue en photographiant un dessin avec une caméra. Mc Laren tout seul peint sur la pellicule même.

Que peint-il ?

Dans *Dots, Loops*, des points et des courbes colorés qu traversent l'écran, vibrent, s'entrecroisent, disparaissent e reparaissent en une symphonie de lignes et de couleurs admi rablement synchronisée avec la musique (synchronisme absol puisque l'image et le son sont l'un et l'autre peints).

Dans *Hen Hop* apparaît un élément figuratif : une poul qui d'ailleurs perd bientôt son corps pour être réduite à deu pattes qui dansent un ballet effréné. Le film ne renonce pa pour autant aux effets de peinture animée (très différents d ceux du dessin animé : il s'agit de passages d'une couleur à une autre, du jeu des taches dont la teinte importe plus qu le contour et de rapports de couleurs qui ne s'établissent pa seulement dans l'espace, mais dans le temps, dimension jus qu'à présent interdite à la peinture).

Fiddle dee dee est peinture animée réalisée sur une musique connue et cette fois enregistrée.

Ces œuvres sont très différentes les unes des autres et témoignent d'une imagination créatrice inépuisable. Pour en rendre compte par écrit on se trouve pourtant aussi gêné que le critique d'art qui essaie de décrire un tableau abstrait ou le critique musical qui essaie de *décrire de la musique*.

Cette comparaison n'est pas due au hasard. L'œuvre de Mc Laren ne présente pas seulement un intérêt expérimental et esthétique pour l'amateur de cinéma. Elle ne peut laisser indifférent l'amateur de musique. Par elle se trouve réalisée cette « correspondance » (au sens baudelairien) des images et des sons que le cinéma parlant laisse espérer depuis vingt ans. Correspondance dont l'intérêt esthétique est évident. On parle souvent du contrepoint musical d'éléments visuels au cinéma, mais l'expression est profondément inexacte quand il s'agit d'une musique symphonique qui suit *grosso modo* les images d'un film. Dans les meilleurs cas, ce « contrepoint » se réduit à des *coïncidences* entre des images photographiques et une musique enregistrée. Dans l'œuvre de Mc Laren il s'agit vraiment d'une orchestration visuelle d'une mélodie sonore. La plastique et la musique sont ici conçues l'une par rapport à l'autre par un même auteur qui jouit d'une liberté créatrice totale dans l'un et l'autre domaine, sans même se trouver contraint de recourir au truchement d'exécutants (pour la musique) ou d'une photographie de la réalité (pour l'image).

L'exploration par le cinéma de ses propres possibilités n'est pas achevée. On sourira sans doute, dans quelques décades ou quelques siècles, de ceux qui veulent aujourd'hui définir le cinéma et inventorier définitivement ses domaines d'expression. Le cinéma a cinquante ans : c'est l'âge de l'enfance pour un art. Parallèlement à la production courante des « grands films » le court métrage offre aux chercheurs la possibilité de découvrir de nouveaux usages de la machine merveilleuse. Filmer de la musique, entreprise paradoxale, sera peut-être demain un moyen d'expression courant dans une civilisation de l'image.

J.-L. TALLENAY.

DOCUMENT

LA QUESTION SOCIALE AU CANADA

I. — Données du problème

Le Canada subit le contre-coup des crises mondiales; il a, en outre, ses problèmes particuliers, ceux d'un pays neuf qui se peuple par l'immigration et que l'industrialisation transforme rapidement. Nous emprutons aux recensements du Canada les chiffres de la population urbaine et rurale en 1911 et en 1941, pour l'ensemble du pays et pour la province de Québec, qui constitue la majeure partie du Canada français :

	Population urbaine		Population rurale	
	1911	1941	1911	1941
Canada	3.272.947	6.252.416	3.933.696	5.254.239
Province de Québec.	966.842	2.209.684	1.038.934	1.222.198

De là, une transformation de la psychologie et des structures sociales :

Depuis vingt-cinq ans, le petit univers canadien-français — hier jardin clos et jaloux ermitage de nos ancêtres — a vu céder son enceinte sous la pression de réalités et de forces venues des pays voisins. Le Canada vit un moment d'éveil et de transformation fiévreuse. Le pays passe par une mue prestigieuse; il est emporté dans le large courant du monde.

... Il faut, en outre, au Canadien, répondre promptement à d'impérieux besoins, à des tâches urgentes, qu'aucune tradition ne peut l'aider à évaluer : force lui est d'inventer sur place, de créer dans l'inconnu, d'aménager une vaste contrée, d'exploiter d'immenses ressources naturelles, d'équiper des usines, de faire face à un pro-

blème ouvrier, de mettre sur pied un commerce international et des services diplomatiques. Hier l'avocat, le médecin, le notaire étaient rois dans notre société, à maints égards très étroite; aujourd'hui ils sont supplantés par le magnat de la finance internationale ou par le directeur d'une compagnie minière. Hier, Québec était à quelques jours de navigation de New-York et à trois semaines de Londres. Aujourd'hui, Montréal est situé à seize heures de Paris, c'est-à-dire dans la grande banlieue. Malgré une longue tradition qui le marque, le Canadien ne peut plus vivre comme un isolé, à une époque où se sont abattues les frontières fictives qui le séparaient jadis de ses voisins. (*Relations*, Montréal, juin 1951, p. 151.)

Comme le reste du monde, le Canada connaît le problème du logement, et celui de la vie chère. Dès 1941 « ...33,4 % des travailleurs chefs de familles urbaines et 59,7 % des chefs de familles rurales avaient un revenu inférieur au budget de vie convenable d'un couple, soit moins de $ 1.000 » (*Ibid.*, p. 160). Récemment, la situation s'est aggravée :

Depuis janvier 1951, les prix montent avec une rapidité vertigineuse : l'indice général des prix a bondi de 172,5 en janvier à 179,7 au 1er mars, ce qui signifie un saut de 7,2 points en deux mois. Les ouvriers, les fonctionnaires, les gens de bureau n'en peuvent plus. A mesure que les jours s'écoulent, la valeur du salaire fond entre leurs mains. Le pouvoir d'achat du dollar diminue à vue d'œil.

Imaginez : le bifteck le plus commun se détaille à 90 sous (il s'agit du sou canadien, centième partie du dollar dont le cours officiel est à 315 francs); les œufs se vendent 65 sous la douzaine; le beurre, 65 sous la livre; le thé, $ 1,00, et le café, $ 1,25 la livre (la livre canadienne égale 450 grammes). Le filet se détaille à $ 1,90 la livre; le lait, à 20 sous la pinte; le petit pain, à 14 sous; les pommes de terre, à 25 sous le sac de 10 livres; un petit panier de carottes se vend 15 sous. Et le pauvre, qui vit de denrées inférieures ou de substituts, doit débourser 85 sous pour une livre de viande hachée. Un père de famille, qui doit nourrir une femme et trois ou quatre enfants, doit débourser, seulement pour la nourriture, un minimum de $ 35 par semaine. Qui reprocherait aux unions ouvrières de s'alarmer? Chaque fois que l'indice du coût de la vie monte, chaque fois le salaire réel diminue. Qu'on ajoute à ce malheur une augmentation d'impôt de 20 %, une hausse de la taxe de vente à 10 % et le refus de régir les prix et l'on comprend la panique et la consternation qui saisissent les ouvriers et les petits

salariés. Coincés entre la hausse des prix et le revenu fixe, qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? (*Relations*, Montréal, mai 1951, p. 123.)

II. — Conflits sociaux et organisation du travail

La crise des prix est la cause immédiate de la plupart des conflits sociaux :

Au cours des cinq dernières années, les effets de la hausse continuelle des prix sur le budget familial des travailleurs canadiens se sont manifestés par le nombre et l'importance des grèves et lock-out occasionnés par les demandes d'augmentation de salaires. En 1950, la demande de salaires plus élevés, associée souvent à d'autres questions relatives aux intérêts syndicaux et aux conditions de travail, a été la cause principale de 48 % des conflits, a impliqué 82 % des travailleurs et causé 94 % de la perte totale de temps. (Supplément à la *Gazette du Travail*, avril 1951.)

A la fin de 1948, les syndicats ouvriers comptaient 977.594 membres (sur un total de 5.109.000 personnes employées), soit presque le tiers des salariés en dehors de l'agriculture : le Congrès des Métiers et du Travail groupait 439.029 membres dans 2.779 syndicats ; le Congrès canadien du Travail, 338.097 membres dans 1.187 syndicats; la Confédération des Travailleurs Chrétiens, 99.370 membres dans 428 syndicats; les fraternités indépendantes de cheminots, 41.026 membres dans 376 syndicats; les syndicats locaux indépendants, 4.340 membres dans 39 syndicats. Terre-Neuve, réunie plus tard au Canada, comptait environ 35.000 travailleurs syndiqués. (*Annuaire du Canada*, 1951.)

Historique du mouvement syndical.

Les premiers syndicats, organisés après 1850 et d'origine américaine, groupaient surtout des travailleurs venus de Grande-Bretagne.

Mais il faut attendre 1872 pour qu'à la suite d'une grève des imprimeurs de Toronto, dont les chefs sont emprisonnés pour « conspiration criminelle » contre la liberté du travail, une campagne d'opinion aboutisse à une modification de la loi criminelle permettant le développement et l'activité canadienne des syndicats. En 1873 se fonde le premier organisme central : l'Union canadienne du Travail, qui interrompt ses activités en 1877.

En 1883, vingt et un syndicats se réunissent et en 1886 en naît le Congrès des Métiers et du Travail.

D'une scission naît en 1908 la Fédération Canadienne des Travailleurs, qui s'amalgame en 1927 avec le Syndicat canadien des Travailleurs ferroviaires pour former le Congrès canadien du Travail, affilié à la C.I.O américaine en 1940.

Les syndicats chrétiens résultent d'un arbitrage de Mgr Bégin, archevêque de Québec, à la suite d'un lockout dans l'industrie de la chaussure à Québec en 1900 : les patrons exigeaient des travailleurs une déclaration solennelle, attestant « ... qu'ils n'étaient membres d'aucun syndicat, qu'ils s'étaient séparés de tout syndicat dont ils avaient antérieurement été membres, et qu'ils se tiendraient à l'écart de tout différend qui pourrait survenir entre l'employeur et ses travailleurs dans l'avenir». Mgr Bégin reconnaissait la légitimité de syndicats poursuivant une fin équitable par des moyens moraux. « Les syndicats catholiques acceptaient alors deux points fondamentaux. Ils reconnaissaient d'abord que leurs principes devaient être conformes à ceux de l'Église, puisque l'Église avait le droit d'être représentée en toute circonstance afin qu'elle puisse s'assurer que rien de contraire à ces principes n'était envisagé. »

Le premier syndicat catholique se forme à Chicoutimi en 1922; les vingt-sept syndicats catholiques existants se fédèrent en 1918 à Québec, et deviennent en 1920 la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada.

Les syndicats et le communisme.

Catholiques ou non, les syndicats sont tous violemment opposés au communisme. Le Congrès canadien des Métiers et du Travail, à Calgery en 1949, adopte « ... une résolution exigeant la prestation du serment d'allégeance et l'expulsion de tous les communistes du congrès et des unités locales ». Et M. H. A. Bradley, président international de l'International Chemical Workers Union (affiliée à la Fédération américaine du Travail et au Congrès canadien des Métiers et du Travail) déclare à sa réunion de Niagara Falls, en novembre 1949 :

J'ai certainement été stupéfait d'apprendre qu'ici même, à Niagara Falls, notre bureau a servi encore tout récemment au parti communiste. Ses tracts polycopiés se trouvaient dans notre bureau, on pouvait se procurer le manifeste communiste dans notre bureau, des livres communistes (une véritable bibliothèque) se trouvaient sous les tablettes de notre bureau, et le *Canadian Tribune* (journal communiste) était livré en quantité à notre bureau pour distribution. Je ne puis certainement pas comprendre comment des hommes qui sont ou qui étaient à notre emploi ont pu être dans l'ignorance de ce qui se passait...

Pourquoi suis-je si intéressé ? demande M. Bradley. Parce que dans l'ensemble, vous êtes un groupe de gens fort bien au moral et autrement. J'estime injuste que tant de monde nous montre du doigt simplement parce qu'il se trouve parmi nous un mouton noir. Comme je le disais au Congrès des Métiers et du Travail du Canada, à Calgery, 9.990 de quelque 10.000 membres canadiens sont des gens admirables et on ne doit pas les dénigrer à cause de dix autres qui sont communistes...

Je vous demande donc de vous débarrasser maintenant de ces quelques individus et vous prie d'exercer votre droit autonome pour les mettre définitivement à la porte. (*Canadian Chemical Worker*, reproduit dans la *Gazette du Travail*, février 1950, p. 155.)

Les pouvoirs publics, les employeurs et les syndicats.

Trois textes successifs caractérisent l'évolution de leurs rapports.

— Recommandations de la Commission royale d'enquête sur le capital et le travail, en 1889 :

Les syndicats ouvriers sont nécessaires pour permettre aux travailleurs de traiter sur un pied d'égalité avec leurs employeurs.

... Vu le bien déjà accompli, vos commissions recommandent que la fondation d'un plus grand nombre de ces organismes soit encouragée par tous les moyens légitimes.

— Constatations de la Commission royale sur les relations industrielles, en 1919 :

Les patrons peuvent être divisés en trois classes :

1° Ceux qui nient à leurs employés le droit de s'organiser et qui prennent des mesures actives pour empêcher cette organisation.

2° Ceux qui, tout en ne déniant pas à leurs employés le droit de s'organiser, refusent de reconnaître l'organisation parmi leurs employés, sans égard à leur affiliation à l'organisation.

3° Ceux qui non seulement admettent le droit de leurs employés à s'organiser, mais reconnaissent l'organisation, agissent au nom de leurs employés et traitent avec elle.

Il n'y a pas au Canada de patrons appartenant à la première classe, mais il y en a un très grand nombre qui appartiennent à la seconde classe. Les patrons qui s'opposent ouvertement à ce que leurs employés s'organisent ne sont pas nombreux, mais, à tort ou à raison, les travailleurs croient que nombre de patrons qui déclarent ouvertement qu'ils consentent à ce que leurs employés s'organisent mettent secrètement des obstacles à cette organisation, et que les employés qui sont actifs dans l'organisation de leurs compagnons en trade-unions sont renvoyés ou punis de quelque autre manière. A la troisième classe appartiennent les grandes compagnies de chemins de fer, de télégraphe et de mines, et beaucoup d'industries du bâtiment.

— Enquête publique du Conseil national du Travail en temps de guerre, en 1943 :

D'une manière générale et jusqu'à une époque relativement récente, la grande majorité des employeurs ont recouru à tous les moyens à leur disposition pour résister au mouvement ouvrier et pour le décourager... D'une manière générale, les témoignages nous ont conduits à cette conclusion que, dans la situation de guerre actuelle, l'intérêt national exige le principe de la convention collective obligatoire... sous le régime d'un code édictant une série de règles équitables pour les deux parties, conformes à l'intérêt

national et appliquées par un arbitre irrécusable. Une telle mesure doit tenir compte de la primauté de l'intérêt national sur celui de l'industrie ou de la main-d'œuvre syndiquée.

Deux grèves-types.

Ce furent la grève de l'amiante, dans la province de Québec au printemps 1949, et la grève des chemins de fer, en août 1950.

La grève de l'amiante a eu pour motif des revendications de salaire et les mauvaises conditions hygiéniques du travail. Les grévistes avaient l'appui moral des autorités religieuses, en particulier de l'évêque de Sherbrooke (le diocèse intéressé) et des archevêques de Montréal et de Québec, qui autorisèrent des quêtes en faveur de leurs familles à la sortie des églises; en revanche, le gouvernement de la province de Québec soutenait le patronat et la police prêtait main-forte aux briseurs de grève, recrutés à Montréal, et auxquels les ouvriers tentaient de barrer l'accès des mines. Après quatre mois et demi, les deux parties acceptèrent de recourir à un arbitrage. L'accord conclu en février 1950 reconnaissait aux travailleurs une augmentation de salaire de 10 cents l'heure, rétroactive au 1er janvier 1949, plus une allocation de vie chère de 2 cents l'heure avec échelle mobile (augmentant d'un sou chaque fois que le coût de la vie augmenterait d'un point). Ils obtenaient, en outre, deux jours de congé payés supplémentaires, une protection contre le danger des poussières, la retenue syndicale irrévocable, plus quinze jours de vacances par an après cinq ans de travail et huit jours après un an.

La grève des chemins de fer a débuté le 22 août 1950. Treize syndicats internationaux demandaient une augmentation de 7 sous l'heure, et deux syndicats nationaux dix sous l'heure, plus l'inauguration de la semaine de quarante heures sans diminution du salaire net.

Après l'échec des négociations directes et des efforts répétés des

services de conciliation au cours d'une période d'un an, quelque 120.000 travailleurs ont fait la grève pendant neuf jours... La grève a immobilisé à peu près tout le transport ferroviaire du Canada. Au delà de 41.000 travailleurs des chemins de fer dans des occupations autres que celles des services en grève ont été dans l'impossibilité de travailler en raison de la grève et les mises à pied dans les industries dont l'exploitation dépend en grande partie du transport par chemin de fer, se sont chiffrées par plus de 23.000.

Une loi, votée le 29 août, impose la fin de la grève, un arbitrage obligatoire et interdit toute sanction contre les grévistes. L'arbitre, le juge Kellock, rend le 18 décembre une sentence comprenant les points suivants :

1° Aux employés ferroviaires, autres que ceux des hôtels et du service de la navigation, une augmentation de salaire de 7 sous l'heure rétroactive au 1er septembre 1950. (La loi avait accordé quatre cents de ce montant.)

2° Inauguration de la semaine de cinq jours et de quarante heures, le 1er juin 1951.

3° Durée de deux ans des conventions collectives.

Les employés d'hôtels et de la nagivation n'obtiennent que 4 cents et des conventions valables un an; ils n'obtiennent pas la semaine de quarante heures. (*Grèves et lock-out au Canada en 1950*, publication du Ministère du Travail, Ottawa, 1951, pp. 8-9.)

III. — Positions doctrinales

Les partis.

Le Canada, depuis 1867, est gouverné alternativement par les deux grands partis traditionnels issus de leurs homonymes britanniques : les libéraux et les conservateurs. Une variante canadienne-française de ces derniers, l'Union nationale, gouverne en ce moment la province de Québec. Fidèles à l'économie libérale, les deux grands

partis n'en ont pas moins le souci de la sécurité sociale. Un système d'allocations familiales, beaucoup moins généreux qu'en France et dont les allocations décroissent (au lieu de croître) avec le nombre des enfants, est en vigueur depuis 1944. Il existe, depuis 1940, un système d'assurances-chômage, depuis 1927 des pensions de vieillesse et depuis 1937 des pensions pour les aveugles. La province de Québec a nationalisé certaines grandes compagnies d'électricité; mais les mines, l'industrie du bois et de la pâte à papier dépendent presque entièrement de grandes entreprises anglo-américaines. Une ville comme Baie-Comeau, à l'embouchure du Saint-Laurent, au centre d'une région qui fournit son papier à la *Chicago Tribune*, est propriété de la Compagnie papetière, qui bâtit et loue les maisons, et détient les magasins d'alimentation.

Le parti C.C.F. (Cooperative Commonwealth Federation), au pouvoir dans la province de Sesketchewen, est une variante du travaillisme britannique. Il n'a, à la Chambre des Communes, que treize députés sur deux cent soixante-deux.

Le Crédit social, qui en a dix et qui domine la province d'Alberta, préconise une théorie originale d'après laquelle l'État, assimilé à une entreprise commerciale ou industrielle, doit verser chaque mois aux particuliers un dividende qui ne peut être thésaurisé, mais doit être dépensé immédiatement pour faire rouler les affaires.

Les communistes, sous le nom de parti ouvrier populaire, ont fait naguère élire un député, battu depuis, dans un quartier cosmopolite de Montréal. De petits groupes nationalistes à tendance corporatiste et semi-fasciste ont pu exercer, dans la province de Québec, une influence indirecte sur le parti gouvernemental (l'Union nationale), mais sans jamais obtenir eux-mêmes plus de quelques sièges.

Une déclaration canadienne des Droits de l'Homme.

Le 20 mars 1950, le Sénat canadien établit un comité « pour préparer un rapport après avoir étudié le sujet des droits de l'homme et des libertés fondamentales, leur nature, comment on peut les protéger et les conserver, et quelles mesures doivent être prises, si nécessaire, pour assurer ces droits et ces libertés à toutes les personnes du Canada ».

Consulté, le C.M.T.C. proposa une déclaration qui proclamerait le droit à l'instruction, le droit au travail et au libre choix d'un emploi, le droit à la Sécurité sociale; le C.C.T., au contraire, estimait que ces droits sont une question de législation et non de déclaration constitutionnelle. Ils se prononçaient l'un et l'autre contre toute discrimination de race ou de langue.

Le Comité du Sénat concluait à une déclaration affirmant le droit de tout individu au Canada, à la vie, à la liberté et à la sécurité personnelle; le droit à un traitement égal devant la loi, à un procès équitable, à l'immunité d'une immixtion arbitraire dans sa vie privée; le droit à une famille, à un foyer, à la liberté de correspondance et de mouvement, ainsi qu'à une nationalité; le droit d'obtenir un asile contre les persécutions, de fonder une famille, de posséder des biens et d'en jouir; le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de réunion et d'association pacifique; le droit de prendre part au gouvernement de son pays, directement ou par l'entremise de représentants librement choisis à des élections périodiques par suffrage universel et égal.

La déclaration stipulerait également que tout individu au Canada a des devoirs à l'égard de la société et est soumis aux restrictions établies par la loi afin d'assurer que les droits et les libertés d'autrui soient normalement reconnus et respectés et que soient observés la moralité, l'ordre public, le bien-être général ainsi que la bonne administration au Canada.

Comme on le voit, le comité ne retient guère que des droits individuels ou politiques et s'étend fort peu sur les questions sociales.

Positions de l'Église.

Citons d'abord un article officieux de l'abbé Gérard Dion dans le *Bulletin des relations industrielles*, article reproduit dans la *Gazette du Travail*, janvier 1950, p. 19 :

Comme la situation économique de la population exerce une influence sur la vie morale, l'Église ne peut rester indifférente au progrès même économique et social de la province. Dans le passé comme aujourd'hui, elle encourage les efforts de tous ceux qui, par des moyens honnêtes, veulent faire fructifier les ressources naturelles du pays, et elle se réjouit de voir des personnes disposer de leur capital pour accroître le bien-être général et fournir un travail stable et justement rémunéré à notre population.

Bien plus, elle considère que tout capital investi dans la province de Québec, de quelque source qu'il vienne, indigène ou étrangère, a un droit strict à un juste revenu proportionné au service qu'il rend et au risque qu'il encourt. En vertu des mêmes principes, ce capital, comme partout ailleurs, doit être subordonné aux exigences de la morale naturelle, respecter le caractère des institutions de cette province et s'y intégrer.

C'est pourquoi l'Église ne peut pas approuver ou accepter comme normal que des capitalistes de la province ou d'ailleurs soient amenés à placer leurs capitaux dans la province uniquement dans l'espoir d'y trouver une main-d'œuvre abondante, docile et peu exigeante, à qui on pourrait faire subir des salaires insuffisants et des conditions de travail inférieures aux standards qui existent aux États-Unis ou dans d'autres parties du Canada.

Ses principes ne lui permettent pas non plus d'admettre que l'exploitation des richesses naturelles du pays s'accomplisse au détriment du bien-être physique et moral de la population.

Mais le document de beaucoup le plus important est sans aucun doute la lettre pastorale collective de l'épiscopat de la province de Québec, datée du 14 février 1950 et publiée le 19 mars.

Après avoir constaté le niveau de vie relativement élevé dont jouissent les Canadiens, le texte poursuit :

Cette constatation générale ne doit pas nous faire oublier toutefois les maux dont souffre encore notre classe ouvrière. D'abord, il existe de nombreux groupes, régionaux ou professionnels, de travailleurs dont les revenus ne sont pas suffisants; on ne saurait

soutenir que la richesse nationale est équitablement répartie et qu'on a réussi à mettre, d'une façon stable, à la portée de tous les membres de la société, les conditions matérielles requises au développement de leur vie culturelle et spirituelle, qui est, comme l'affirme Pie XII, le but de la vie économique. Et puis, chez nous pas plus qu'ailleurs n'a été résolu le problème fondamental de la vie ouvrière, le problème de la sécurité économique et sociale du travailleur et de sa famille. Pour se protéger, il n'a ni la richesse du capitaliste, ni le sol du cultivateur, ni la pension du fonctionnaire. Il est d'autant plus urgent de remédier à cette situation que notre pays, exposé à l'instabilité économique parce que vivant surtout d'exportation, est jeune et en pleine révolution industrielle.

Cette révolution, en déracinant les travailleurs et en les entassant dans les villes, a eu des conséquences graves : démoralisation, travail de la femme hors du foyer, négligence envers les traditions, diminution du sens des responsabilités par manque de compétence chez l'ouvrier et indifférence du patron en ce qui concerne cette compétence. En revanche « ... la classe ouvrière prend de plus en plus une conscience collective de ses droits et de sa force; elle entend défendre ses droits et les faire respecter ».

L'Église recommande avant tout la restauration de la vie ouvrière sur une base religieuse :

Que l'on se garde encore de penser que, par ses rappels des principes chrétiens, l'Église entend protéger un régime économique ou même un régime politique. Voyons plutôt. Elle a dénoncé et elle dénonce les abus du capitalisme et les tendances matérialisantes du régime issu du libéralisme économique, parce que ce régime ne respecte pas la dignité de la personne et qu'il a donné naissance à un monde matérialiste dans lequel l'homme, et particulièrement l'ouvrier, peut difficilement vivre une vie digne de Dieu et de lui-même.

D'autre part, et en vertu des principes immuables et par l'expérience qu'un régime socialiste ou communiste ne laisserait pas place à la liberté légitime de l'homme, y compris l'ouvrier, elle a dénoncé et dénonce toute forme de socialisme ou de communisme.

Il faut une politique familiale des salaires, du logement, de l'éducation, de la sécurité sociale, des loisirs. N'allons pas « substituer la primauté du profit à celle du service »; trop souvent, aujourd'hui,

ce n'est pas le travail humain au service du bien commun qui attire et emploie le capital, mais au contraire le capital qui dispose du travail et de l'homme lui-même et qui les meut à son gré, comme les billes dans la main d'un joueur.

L'épiscopat blâme le régime du salariat :

Le régime de simple salariat, dans une économie imprégnée de libéralisme économique, a une tendance à favoriser la lutte des classes.

Essayons plutôt d'une association capital-travail « amenant graduellement les travailleurs organisés à participer à la gestion, aux profits, à la propriété de l'entreprise », tout en sauvegardant sa nature et les droits légitimes du propriétaire. L'ouvrier a droit à mieux qu'une voix consultative ou qu'à une voix délibérative mais minoritaire dans les conseils d'entreprise. Allons par étapes, mais sans méconnaître l'urgente nécessité d'une réforme.

La lettre se prononce en faveur d'une organisation corporative qui donnerait leur couronnement aux syndicats en établissant la liaison et la solidarité de tous les producteurs.

Cette organisation professionnelle des forces productives de la nation devra favoriser l'artisanat, la petite et la moyenne industrie, de façon que les entreprises de ce genre, qui sont davantage à la mesure de l'homme, ne soient pas écrasées par une concurrence invincible.

En dernier lieu, l'épiscopat précise les devoirs de chacun. Il définit comme suit ceux des syndicats :

Un syndicat est donc pleinement dans son rôle quand il revendique un juste salaire, quand il demande des mesures de sécurité sociale contre les risques de maladie, les dangers du chômage et l'indigence du vieil âge, quand il réclame des conditions de travail qui n'épuisent pas prématurément les forces physiques des travailleurs et ne ruinent pas leur âme, et quand il prend les moyens justes d'obtenir ces améliorations. L'action syndicale sera marquée à la fois de fermeté, de prudence et du souci d'adaptation. Cette prudence

toutefois ne sera jamais paresse ou inaction, ni acceptation des lenteurs possibles et du refus éventuel de collaborer des employeurs et de leurs associations.

Favorable aux coopératives et à la décentralisation industrielle en vue de faciliter la vie familiale, la lettre ajoute sur ce dernier point :

Toutefois, cette décentralisation industrielle pécherait à la source si elle procédait du désir de trouver une main-d'œuvre craintive, consentant à travailler à prix trop bas, ou encore de l'espoir de se soustraire à l'influence syndicale et aux réglementations du travail. Le syndicalisme et les conventions collectives ont leur raison d'être dans les centres ruraux comme ailleurs.

Les patrons doivent aider les syndicats :

C'est le devoir d'un chef d'entreprise chrétien de reconnaître ces groupements, de les considérer comme les représentants attitrés des ouvriers en tout ce qui touche au champ immense des relations du travail, de traiter avec les chefs ou les délégués qu'ils ont choisis.

Ils ont eux-mêmes le devoir de s'associer :

En conjuguant leurs efforts et leurs activités, les chefs d'entreprise trouveront beaucoup d'avantages économiques, sociaux et moraux; ils pourront plus facilement perfectionner leurs connaissances techniques et concourir à l'amélioration des lois qui concernent le travail et la vie économique; ils parviendront à une connaissance plus exacte de leurs droits et de leurs devoirs; ils approfondiront ensemble la doctrine sociale de l'Église; leur sens social se développera.

Quant aux professions libérales :

Les membres des professions libérales doivent accomplir leur fonction sociale avec désintéressement, sans connivence malheureuse avec les puissances d'argent et sans de mesquins calculs, politiques et autres. Ils seront les apôtres d'une restauration de l'ordre social auprès des dirigeants de la finance, du commerce et de l'industrie avec qui ils ont des contacts et dont ils peuvent influencer la pensée. Ils seront ainsi des agents de paix sociale et serviront d'intermédiaires loyaux et justes entre le capital et le travail qu'oppose un conflit apparent d'intérêts. Enfin, ils essaieront de comprendre les

réclamations ouvrières et prêteront volontiers leurs bons offices et leur collaboration aux divers mouvements qu'entreprennent les ouvriers, leurs frères, pour améliorer leur condition; ils en seront, au besoin, les conseillers d'autant plus avertis que leurs propres associations leur auront inculqué le sens social.

Dans les recommandations finales, mentionnons encore celles qui concernent l'État :

Le droit d'association est un droit fondamental pour les travailleurs. Il est octroyé par la nature même. L'État a le devoir de protéger ce droit et d'en faciliter l'exercice.

Il doit tenter de prévenir les conflits sociaux. Dans les cas « d'ailleurs peu nombreux », où une grève mettrait en péril grave le bien commun, « la loi peut supprimer ou suspendre l'exercice du droit de grève, mais jamais sans donner en même temps à toutes ces catégories de salariés des moyens compensateurs adéquats d'obtenir justice », par exemple l'arbitrage obligatoire; elle peut d'ailleurs, en général, imposer à l'exercice du droit de grève certaines conditions préalables; mais doit « ... éviter jusqu'à l'apparence de mesures partielles ou dilatoires » qui détruiraient la confiance nécessaire à l'arrêt des conflits.

La lettre s'achève par l'éloge de la Commission sacerdotale d'Études sociales, connue surtout du grand public pour avoir inspiré l'attitude des évêques dans la grève de l'amiante.

Centre d'Informations Catholiques,
163, boulevard Malesherbes, Paris-XVIIe.
21 janvier 1952.

Imp. Aubin, Ligugé (Vienne). *Le Gérant :* G. Chifflot.
D. L., 1er trimestre 1952. — Imprimeur, n° 776.
N.M.P.P.